

**La commission  
des droits de l'homme  
de l'ONU  
a adopté une convention  
contre la torture**

LIRE PAGE 4

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

**« Le Monde des livres »**  
Pages 13 à 19

• **Entretien avec le  
romancier allemand  
Michael Ende.**  
• **Ecrire, lire et vivre  
à Montpellier.**

## Douche froide sur les relations interallemandes

L'espèce d'euphorie qui mûrissait depuis quelques semaines les relations entre les deux États allemands n'était pas totalement infondée. Dans le domaine auquel l'opinion et le gouvernement ouest-allemands attachent le plus d'importance, celui des droits de l'homme, les autorités de Berlin-Est avaient manifesté quelque bonne volonté en ouvrant légèrement les portes de l'exil aux Allemands de l'Est désireux de passer à l'Ouest. Si le rythme enregistré depuis le début de janvier se maintient, ce sont quarante mille ressortissants de la RDA qui se seront installés en RFA à la fin de cette année.

Bonn et Berlin-Est avaient réglé dans la discrétion le sort des Allemands de l'Est réfugiés dans des ambassades occidentales. Le chancelier Kohl et le chef du Parti et de l'État est-allemand, M. Honecker, avaient eu une bonne conversation à Moscou après les obsèques d'Andropov. Le numéro un est-allemand avait accepté de se rendre en visite officielle en RFA, son pays natal, ce qui, après les manifestations organisées à l'occasion du 500<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Luther, aboutissait à reconnaître indirectement qu'il n'y a qu'un peuple allemand. Comme chaque année, enfin, les délégations de dirigeants politiques et d'hommes d'affaires ouest-allemands se succèdent en RDA pour la Foire de Leipzig.

L'annonce, le mercredi 14 mars, que des ouvriers construisaient à « deuxième main » au centre de Berlin, près de la porte de Brandebourg, un haut qui se prénommait, en référence à une cinquantaine de mètres par rapport à la limite entre les secteurs ouest et est de l'ancienne capitale du Reich, ne remet sans doute pas en cause cette amélioration des relations interallemandes ; elle fait tout de même l'effet d'une douche froide.

Les informations concernant la construction de ce « deuxième mur » sont encore fragmentaires et les intentions réelles des dirigeants de la RDA, incertains. S'agit-il seulement de tenir compte de la présence d'un grand chantier dans ce secteur ou des tensions réciproques de terrain que le Sénat de Berlin-Ouest a récemment proposées à Berlin-Est ? Ou bien les autorités communistes cherchent-elles à renforcer l'impossibilité de leur frontière par des moyens moins visibles depuis l'Ouest ?

Quel qu'en soit l'objectif, la construction de ce « deuxième mur » rappelle qu'une hirondelle ne fait pas le printemps. Les quelques mesures prises pour faciliter l'émigration des Allemands de l'Est ne changent fondamentalement rien à la politique de l'« Abgrenzung » (de séparation) menée par Berlin-Est depuis la construction du mur en 1961 et renforcée encore après la signature du traité interallemand en 1972. Depuis leur retour au pouvoir à l'automne 1982, les chrétiens-démocrates de l'Ouest avaient quelque peu tendance à céder à l'euphorie, ne serait-ce que pour montrer qu'ils avaient obtenu de Berlin-Est plus que leurs prédécesseurs sociaux-démocrates, dont ils avaient auparavant combattu l'ostpolitik. Les voilà ramenés aux réalités.

M. Honecker, qui a d'abord profité du soutien d'Andropov puis de la vacance du pouvoir à Moscou pour prendre des initiatives à l'égard de ses « frères ennemis », a certes toujours besoin de l'aide économique de la RFA et de ses crédits en devises fortes. Pour les obtenir, il est prêt à quelques concessions qui ne sont pas seulement de pure forme. Mais il lance un double avertissement : à ses compatriotes, en leur montrant que les frontières ne s'ouvriront pas ; au gouvernement de Bonn, en lui signifiant que tout n'est pas monnayable.

## Risques d'affrontements dans le sud du Tchad

**Les services de renseignements français craignent des actions de déstabilisation après des infiltrations de commandos**

Les services de renseignements français ont acquis la certitude que des commandos adverses, venus du Nord à bord de véhicules Toyota, ont réussi à s'infiltrer à travers le dispositif militaire de protection - Forces armées nationales tchadiennes (FANT) du président Hissène Habré et corps expéditionnaire français Manta - installé le long du 16<sup>e</sup> parallèle sur la ligne Torodoun - Koum-Chilouba au Tchad. Ils redoutent un changement de tactique sur le terrain, c'est-à-dire un abandon provisoire de l'attaque frontale ou du débordement de cette « ligne rouge » par les forces coalisées - armée régulière libyenne, légion islamique et partisans de M. Koukoui Oueddi - au profit de la priorité donnée désormais à des actions ponctuelles de déstabilisation dans le sud du pays, comme pourrait l'avoir été l'expulsion du DC-8 sur l'aéroport de N'Djamena.

Selon cette analyse, le positionnement actuel de la force Manta (des postes souvent inconfortables, d'où partent des patrouilles de reconnaissance à bord de véhicules ou d'hélicoptères) le long d'une frontière fictive mais poreuse ne serait plus adapté à ce changement de tactique sur le terrain. Au contraire, le dispositif devrait être rendu plus mobile, même si les effectifs de la force Manta - 3 000 hommes environ - sont suffisants pour se garantir d'une attaque frontale mais pas assez nombreux pour organiser, précisément, une surveillance, sinon étanche, du moins la plus souple et « manœuvrière » possible.

De même source, on indique que les bastions de Faya-Largeau et de Fada, tenus dans le nord du pays par les troupes hostiles au président Habré, se sont considérablement renforcés, avec, notamment, l'installation de postes de tir de missiles sol-air Crotale (de fabrication française) et la présence - détectée par l'interception des transmissions adverses - d'un fort contingent de l'armée régulière libyenne. Au point qu'il peut aujourd'hui paraître impossible que les forces gouvernementales, à base de fantassins légèrement armés, aient la capacité de reprendre ces bastions sans une « couverture » aérienne qui, en la circonstance, ne pourrait venir que de la France.

Le dispositif militaire libyen vient en appui d'une politique que les services de renseignements français qualifient volontiers d'« annexationniste », dans la mesure où, par exemple, la langue française est interdite d'enseignement dans les écoles du nord du Tchad et où l'islam a été déclaré religion officielle. Les Libyens donnent aux analystes français l'impression qu'ils se sont installés dans le nord du Tchad, avec l'argument que le temps, jouant en leur faveur, fera apparaître que la France, au contraire, s'y est embourbée et qu'elle est dans l'impossibilité d'aider les FANT à parer à la reconquête de cette région pratiquement annexée, comme l'a été, jadis, la bande d'Aouzou.

JACQUES ISNARD.

(Lire la suite page 4.)

## L'Europe informatique

**Douze constructeurs adoptent des normes communes**

Une étape importante a été franchie le 15 mars dans l'informatique européenne. Les douze plus importantes sociétés du secteur sur le Vieux Continent se sont engagées à adopter les normes communes d'interconnexion de leur ordinateur, de façon qu'elles puissent facilement communiquer entre elles. Il s'agit des sociétés ouest-allemandes Siemens, Nixdorf et AEG ; des italiennes Olivetti et STET ; des françaises CGE, Thomson et Bull ; des britanniques GEC, Plessey, International Computers Ltd (ICL) et du groupe néerlandais Philips.

En outre, ces sociétés demandent à la Communauté européenne et aux États membres de soutenir les normes communes - qui seront définies avec précision en 1985 - et de verser, lors d'achats publics, des matériels qui leur soient conformes. L'existence de normes de « communication » reconnues au niveau européen entre les matériels informatiques est essentielle d'abord pour les utilisateurs, qui désirent pouvoir connecter leurs ordinateurs à des machines de fabricants différents.

ERIC LE BOUCHER.

(Lire la suite page 30.)

**L'accord communautaire  
sur la production laitière  
reçoit en Allemagne comme en France  
un accueil négatif**

LIRE NOS ARTICLES PAGE 27

## ASSISES NATIONALES CONTRE LE RACISME

### Les immigrés ne partiront pas

par ROBERT SOLÉ

Si le « racisme monte », comme on dit, la dénonciation du danger xénophobe se développe aussi. La France a rarement entendu autant de mises en garde, de constats indignés. Une nouvelle preuve en sera donnée les 17 et 18 mars à Paris, avec les Assises nationales contre le racisme sur le thème « Vivre ensemble avec nos différences » (1).

Encore un flot de rhétorique ? Les militants antiracistes assurent que non, persuadés qu'il ne suffit plus de brandir des principes généraux. Leur nouvelle démarche est triple : examiner les « conditions concrètes » qui favorisent les comportements xénophobes, « faire réfléchir sans culpabiliser » et isoler au maximum les « racistes doctrinaires ». Il ne s'agit plus de donner des armes aux « convaincus », mais de s'adresser à tous les Français.

Les assises de sang-froid, les rassemblements, les « cartons » contre

des chefs maghrébins n'étonnent presque plus. Ces passages à l'acte, limités en nombre, cachent cependant l'essentiel : une banalisation des comportements xénophobes non violents. Ce que beaucoup de Français pensent des immigrés est dit maintenant à haute voix : ils nous envahissent, prennent nos emplois, agressent nos filles, abiment notre culture... Une colonisation à l'envers, en quelque sorte.

Racistes, les Français ? L'adjectif - réfrut par tout le monde, on pense que - s'applique mal à une peur qui ne se fonde pas sur une théorie de l'infériorité raciale. On peut lui préférer « xénophobie », ou même « hétérophobie », selon le vœu d'Albert Memmi. Toujours est-il que l'insertion des immigrés dans la société française est pratiquement refusée, comme le montre un sondage de la SOFRES (2). La proportion d'immigrés et de naturalisés est jugée « trop forte » par 58 % des personnes interrogées. Seul un tiers de l'échantillon (33 %) pense que « ce n'est pas un problème ».

Pour un Français sur cinq (18 %), « la plupart des immigrés cherchent, par leurs revendications et leurs activités, à déstabiliser politiquement » le pays ; 20 % seraient « énormément gênés » de travailler sous les ordres d'un ingénieur ou d'un contremaître immigré. Et, pour 17 %, la naturalisation ne suffit pas à rendre citoyen français. Il n'est pas difficile, dans ces conditions, de dénombrer dix millions d'étrangers (au lieu de quatre millions et demi officiellement) comme le faisait un tract de l'« Europe française ».

Pour défendre les immigrés, les militants antiracistes ont une panoplie d'arguments. Si la population immigrée a plus que doublé en vingt ans, sa proportion (7 % à 8 %) n'est pas plus importante que dans les années 30. Les immigrés ont fourni à la France des ouvriers, des enfants et parfois des soldats. Ils peuvent l'enrichir aussi de leurs cultures, comme l'ont fait précédemment des générations d'Italiens, de Polonais... Plus de onze millions de Français ont un arrière-pensée étrangère.

## Ultimes tractations sur l'école privée

**Avant la publication des projets définitifs de M. Savary, l'épiscopat réclame des modifications et des garanties**

Au lendemain du conseil des ministres au cours duquel M. Savary a fait approuver les grandes lignes de son projet de compromis sur l'école privée, l'épiscopat a porté, jeudi matin 15 mars, un jugement nuancé. Les évêques approuvent trois des quatre propositions. Pour la dernière - le statut des maîtres - ils réclament des « modifications et des garanties » afin de sauvegarder « l'avenir de l'enseignement catholique ».

Les dernières lignes droites sont parfois longues et... sinueuses. A quelques heures de la divulgation - vendredi - par le ministre de l'Éducation nationale du détail de ses orientations sur l'école privée, tout est réglé, rien n'est réglé.

Tout est réglé. Depuis le 24 janvier, cent six heures de discussion ont permis aux négociateurs de M. Savary de rencontrer dix-sept partenaires, la quinzaine de membres de la commission permanente conduite par le chanoine Guibertau comptant pour un interlocuteur. Non sans résultats. Des points d'accord se sont dégagés. Certains rapidement, d'autres - sur l'établissement d'intérêt public et surtout sur le statut des maîtres - beaucoup plus laborieusement. Il a même fallu attendre la dernière séance, lundi 12 mars, pour dégager une formule de statut acceptable.

Tout est réglé, parce que, au plus haut niveau de l'État et de la hiérarchie catholique, la volonté politique a été et demeure celle de la recherche d'un compromis honorable. Mgr Vilnet, au nom de tous les évêques de France, rappelait clairement, jeudi matin : « établir complètement et de façon stable l'organisation scolaire en France est une tâche d'urgence immédiate. Même attitude du côté du pouvoir : « Le gouvernement, déclarait mercredi le porte-parole, M. Max Gallo, à l'issue du conseil des ministres, a préféré le compromis (plutôt que) l'écrasement ».

Pourtant, en un certain sens, rien n'est réglé. Il faut se rappeler la démission d'André Bouloche, ministre socialiste du gouvernement Debré, en décembre 1959, à quelques jours de l'examen de la loi sur l'enseignement privé, parce qu'une modification - en dernière minute - d'un paragraphe du projet de loi en dénaturait l'esprit à ses yeux. Le cardinal Lustiger, qui se refuse à tout autre commentaire, dit qu'aujourd'hui « la parole est aux techniciens ». Mgr Vilnet déclare espérer que des « modifications et garanties » interviendront encore pour rendre la proposition sur le statut des maîtres « acceptable ». A l'opposé, M. Michel Bouchardais, pour le Comité national d'action laïque, compte sur « ces quarante-huit heures pour rectifier le tir ».

C'est qu'il reste des zones d'ombre. Ainsi, s'explique la « déception » exprimée mercredi soir par le chanoine Guibertau. Ainsi s'explique également la réserve inquiète du président du syndicat des chefs d'établissements catholiques, M. Jean-Pierre Gardy, qui nous a déclaré déceler trois incertitudes sur le projet de statut qui risqueraient d'entraîner un refus de sa part : si la titularisation est proposée à un nombre plus grand que les deux mille cinq cents agréés ou certifiés, si l'administration est majoritaire dans la commission d'agrément qui nommera les maîtres.

CHARLES VIAL.

(Lire la suite page 10.)

PAGE 10

**Un compromis  
historique ?**  
par JEAN-YVES LHOMEAU  
**Un statut avantageux  
pour les maîtres**  
par CATHERINE ARDITTI

## « CINNA » A LA COMÉDIE-FRANÇAISE

### La clarté tragique retrouvée

Quelle bonne surprise que de voir le Théâtre-Français retrouver enfin la dimension d'esprit qui convient à la présentation d'une tragédie de Corneille. A la longue, c'était presque à croire que le secret s'était perdu. Et voici que Jean-Marie Villégier sait faire jouer *Cinna* avec à-propos, rigueur, poésie, sens du politique, grandeur.

Le décor de Carlo Tommasi figure, comme il se doit, le palais d'Auguste, en trompe l'œil. Corneille a voulu être arraché les cheveux à propos de ce décor de *Cinna*, de son unité de lieu, car il remarquait que les membres de la conjuration contre Auguste, qui se proposaient de le tuer le lendemain matin, ne pouvaient quand même pas s'entretenir à voix haute de cet assassinat juste dans la salle où ce même Auguste, avant et après, reçoit ses conseillers, ou sa femme.

Corneille disait donc qu'il fallait prévoir, d'une part, l'appartement d'Émilie, vrai moteur du complot, et,

d'une autre, une salle où Auguste reçoit, et il précisait que ces deux décors sont situés dans un seul et même palais, ce qui donne une unité de lieu.

Le décor de Tommasi est donc à la fois un même lieu et un lieu différent. A l'arrière de piliers qui ne chargent pas, des boiserie sculptées indiquent la chambre d'Émilie, puis une perspective plus noble de volutes et d'arcades indique les salles d'Auguste. Décor centré et symétrique, solennel, grand espace dégagé où l'histoire de Rome se déploie.

Les magnifiques costumes de Patrice Cauchetier sont d'époque Louis XIV dans l'ensemble, fines chemises de fil, habits de soie, recouverts de pans de velours dont le ton, les plus profonds, majestueux, évoquent aussi la toge romaine.

MICHEL COURNOT.

(Lire la suite page 21.)





## Sculpteurs-graveurs en otage

## La condition de l'artiste

« C'est pas drôle la vie d'artiste ! », disait-on autrefois. Dans la réalité, il en est souvent encore ainsi aujourd'hui. Philippe Levantal estime que tout a été mis en œuvre, de tous côtés, pour imposer, en fait d'art officiel, ce qu'il appelle des « non-valeurs ». Manuel de Diegueux souligne, pour sa part, la situation particulièrement difficile des sculpteurs-graveurs en médailles.

**A** PEINE avaient-ils obtenu leur certificat d'études, il n'y a pas si longtemps, que les sculpteurs-graveurs en médailles entraient aux Beaux-Arts, dont ils sortaient coupés pour la vie de la culture fondée sur l'écriture. Aussi les éditeurs au détriment des sculpteurs-graveurs. Pour en fournir un seul exemple, un éditeur qui a livré récemment sur le marché une médaille du général de Gaulle, tirée à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires, vend au public cette médaille en bronze soixante-dix-huit fois son prix de fabrication !

Or, en 1957, un gouvernement à direction socialiste édictait la fameuse loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique, qui assura le droit de reproduction des sculpteurs-graveurs au droit d'auteur, et qui le calculait sur le prix de vente au public. En conséquence, la Monnaie passait des contrats conformes à la loi avec les sculpteurs-graveurs chaque fois qu'elle cumulait les fonctions de fabricant et d'éditeur de médailles. Parallèlement, elle continuait d'appliquer à ces artistes le barème légal de son régime interne de 1945, chaque fois qu'un sculpteur-graveur exécutait une commande pour un éditeur privé. Cette violation de la loi était devenue particulièrement choquante depuis la création d'un marché industriel des médailles.

## Pas des camionneurs

En 1980, un sculpteur-graveur énergique, cultivé et sachant manier une plume, voulut signer un contrat conforme à la loi de 1957 avec un éditeur. Ce dernier s'y opposant, avec l'appui non dissimulé de la Monnaie de Paris, l'artiste intenta un procès à l'éditeur et le gagna : le tribunal confirmait que l'administration des monnaies et médailles n'était qu'un fabricant et que son prélevement sur le prix de vente n'était que pour solde de tout compte et ne se substituer à un contrat en bonne et due forme au point de priver les sculpteurs-graveurs d'une liberté contractuelle qui appartient à tous les Français.

Aussitôt, la Monnaie de Paris mit sur pied un contrat-type ayant pour base le prix de fabrication et commençant de le faire signer à titre de condition de la commande de l'éditeur. L'ancien règlement intérieur de 1945 se transformait en un contrat définitif sans que les sculpteurs-graveurs eussent seulement été consultés. De plus, ce contrat-type contenait des clauses qui portaient gravement atteinte aux droits intellectuels et moraux de l'artiste tels qu'ils sont précisés par la loi du 11 mars 1957.

Les conseillers de M. Delors soutenaient fermement la contre-offensive de la Monnaie, critiquant ouvertement la décision de justice intervenue et faisaient même valoir qu'ils livraient entièrement

**RECTIFICATIF.** — Un mot omis dans une lettre de Pierre Samuel (*le Monde* du 9 mars, p. 2), a déformé le sens de ses phrases. Il fallait lire : « Des activités favorables à l'environnement sont souhaitables et demandent des emplois moins classiques. »

par MANUEL DE DIEGUEUX (\*) au bon plaisir des éditeurs des sculpteurs-graveurs terrorisés si la cour d'appel venait à confirmer la nouvelle jurisprudence inouïe d'appliquer la loi de 1957.

Notre sculpteur-graveur lettré s'adressa alors à M. Jack Lang, qui fit valoir avec non moins fermeté à M. Delors — avec l'appui de la Société de la protection artistique et des dessins et modèles (SPADEM) — que le contrat-type imposé par la Monnaie de Paris était tout simplement contraire à la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique.

Résultat : il faudra que le tribunal de Paris déclare ce contrat-type illégal, ce qui sera très difficile à obtenir, les contrats faisant, en principe, la loi entre les parties. De plus, la Monnaie tient les sculpteurs-graveurs en otage car elle est en mesure de faire produire les médailles par des fonctionnaires de la Monnaie, simples techniciens qui n'ont pas passé par l'Ecole des beaux-arts et qui ne sauraient se soustraire à l'autorité hiérarchique. Ces techniciens, incapables de travailler en toute liberté dans l'acier,

fournissent déjà des médailles fort laides — telle celle de Jean-Paul II. Ils portent un dommage incalculable à la France dans un art où notre pays était en tête des nations. Dans le meilleur des cas, l'artiste courageux qui a gagné son procès sera deux fois en mesure, en raison de son talent et de sa notoriété internationale, de signer des contrats conformes à la loi de 1957 avec des éditeurs encore sensibles à la qualité.

**Moralité :** les sculpteurs-graveurs ne sont pas les camionneurs. Leurs seules armes sont celles du savoir juridique-politique. S'ils ne sont pas intellectuellement prêts, ils ne seront pas protégés par nos lois, car nul n'a intérêt à appliquer des lois dont les bénéficiaires ne se réclament pas, pour le simple motif qu'ils sont incapables de les faire valoir.

Les artistes en médailles obtiendront-ils l'appui des intellectuels et des écrivains français qui, depuis des générations, ont soutenu les artistes et auxquels les Courbet, Manet, Van Gogh, Gauguin, Picasso, doivent leur prestige intellectuel et leur rang ?

(\*) Ecrivain et philosophe.

## LU

« LE CARRÉ BLEU »  
feuille internationale d'architecture

## De l'utopie au ras du sol

« L'ESSENTIEL, nous en sommes convaincus », dit le Carré bleu, « est de relever cette mise en garde dans le dernier livre d'Alain Peyrefitte, où il est question d'une rose qui se fane, et où les uns viennent une analyse de ce qui se passe, les autres un pamphlet. La phrase aurait la banalité des grands aphorismes métaphysiques si elle ne venait à propos des interprétations possibles — et des récupérations électorales — d'une écologie traitée par la politique et, plus largement, à celui des règles et des idéologies d'une survie de l'homme et de son épanouissement social. L'auteur s'en prend aux idéologies qui exploitent la prudence écologique pour leurs propres fins, mais il ne s'en prend pas à la question, il y aurait donc un « sens », un principe encore inconnu de la plupart, surtout méconnu de plusieurs, qui conditionnerait l'action des sociétés humaines et leurs rapports avec leur environnement. Il serait bien souhaitable que nous trouvions, ou retrouvions, cette assurance fondamentale. Chacun sait que, en gros, les citoyens de notre Occident se partagent entre ceux qui mettent l'accent sur une préférence libérale qui suppose l'oubli des suggestions — sinon celui des contraintes — présentes par les temps et les lieux particuliers, et les autres, qui préfèrent se conformer à ces sollicitations ou ces impératifs — en quoi ils voient plutôt les fruits d'une longue convalescence qui leur semble la meilleure garantie d'une véritable liberté. En gros, également, ce partage se fait entre ceux qui se séparent des libertés et des traditions, et ceux qui les défendent — et cela donne à réfléchir — que certains se refusent à ces étiquettes trop simples. Le Carré bleu donne dans ce numéro des textes qui, tout marqués qu'ils puissent paraître, par endroits, de conviction libérale et moderniste, ne laissent aucun doute sur le cas que font les auteurs des inspirations les plus traditionnelles : « Réalistes et idéaux sont complémentaires » ; l'éducation architecturale et urbanistique doit comporter « l'étude de l'énergie, la climatologie et l'insertion au site » ; elle tient compte des ressources locales et se préoccupe des énergies renouvelables ; l'aménagement implique « beaucoup moins une nouvelle conception du monde qu'un retour au sens inhérent à la Tradition » ; je respecte la majesté, et cela « en vue de pouvoir continuer à évoluer plus loin ». Ce n'est plus loin en dit assez, et

combien le conflit du neuf et du vieux, des novateurs et des conservateurs, risque de poser de faux problèmes.

Le vrai ne consisterait-il pas à redonner moyens et conscience à l'homme-habitant ? Je ne suis pas seul à méditer. Sous la plume de Chris P. Butler, qui enseigne à l'Ecole d'architecture d'Oslo, je lis qu'il est nécessaire, pour aboutir à un correct aménagement, de parvenir à la compréhension des « vrais habitants », opposés sans doute aux faux, qui sont seulement des résidents. J'apprends par celle de A. Schimmetz, responsable de l'antenne pédagogique de l'Ecole d'architecture de Montpellier à Apt, et qui dirige le Carré bleu, que tout projet doit se préparer sur le terrain même, au contact de l'habitant, en y mettant le temps qu'il faut pour réaliser entre lui et le régénérateur du lieu, une préalable et nécessaire familiarité.

## Le rôle de l'habitant

Il est honnête que la petite revue rapporte ces convictions à un ancien, qui fut son temps une notoriété de... gauchiste parce qu'il lutta pour le paix et déclarait que la loi finale de la création était fondée sur l'amour. Patrick Geddes, né en 1854 au pied des Highlands orientaux, était biologiste de formation, mais avait chaviré — les îles Britanniques virent l'apparition des grands problèmes d'aménagement — dans l'étude des villes et de leurs maux. D'une pathologie à l'autre, il n'y avait qu'un pas, puisque Geddes, en 1904, fut élu président de la Société royale de géographie, qui devait mourir en 1932, ne se serait pas effrayé de mai 68.

Mais sans doute se serait-il épouvanté de l'aisance avec laquelle les grandes options politiques et les plus sincères élan des sciences sociales modernes donnent dans la théorie et, laissant loin le terre-à-terre, s'évertuent à créer et à manipuler des concepts. Les architectes du Carré bleu, en opposant aux idées d'utopie et à... géographique, et en préférant le second, retrouvent ces leçons d'un homme qui, s'il avait vécu à l'heure présente, aurait, avec une âme fort peu réconciliée et résolument progressiste, renoncé devant les recettes stylisées de la géographie dite appliquée et les ambitions d'une discipline qui entend curieusement mépriser le ras-du-sol pour chiffrer et modéliser ce qui s'y passe.

MAURICE LE LANNOU.

(1) Le Carré bleu, feuille internationale d'architecture, 33 rue des Francs-Bourgeois, 75004 Paris, 1982, n° 4.

## Fisc et beaux-arts

par PHILIPPE LEVANTAL (\*)

**S** E préoccuper de trouver des formules d'aide aux artistes au moment où jamais ils n'ont été davantage en difficulté ni plus marginalisés, est, en soi, louable. Pleinement justifié, aussi, le fait de dénoncer la véritable inquisition dont certains d'entre eux sont victimes de la part du fisc.

Mais un tel état de choses, d'ailleurs bien antérieur au 10 mai 1981, trouve ses raisons dans le monde de l'art lui-même, et ces raisons n'ont pas été données. Il y a bien trente ans que tout a été mis en œuvre par les médias, une bonne partie de la critique d'art (consommée de ce que Jean Cassou se plaît à appeler « le jargon ») et les galeries les plus en vue, désormais soutenues par l'institution « Beaubourg », pour imposer, en fait d'art officiel, des non-valeurs.

Qu'importe qu'un immense public — celui-là même dont, certains jours, les longues files patientent aux portes des expositions majeures du Grand-Palais — ne s'y retrouve plus du tout lorsqu'il s'agit d'art contemporain. Des « sages » sont là qui pensent et votent pour lui. La presse spécialisée, le moiisme et l'argent ont, sur un plan international, fixé les lois d'un profit qui, n'intéressant que quelques tendances, toujours les mêmes, ont cependant accordé aux yeux des agents du fisc l'idée globale d'un monde de l'art, « éldorado » peuplé de resquilleurs.

A certains de ces agents zélés, il est vain d'expliquer qu'un peintre n'est devenu tel, la plupart du temps, paré d'effets de son art et des idées alimentaires, qu'il ne saurait exposer à Paris (ville de toutes les consécration) s'il ne consent au départ à laisser un minimum de 50 % du fruit, encore éventuel, d'une exposition à la galerie intermédiaire (qui, elle aussi, vit bien souvent chichement) ; qu'une exposition, dont, en bien des cas, les frais incombent à l'artiste avant qu'il ait rien vendu, est, à l'heure actuelle, la seule manière, pour lui, d'exister, sur la place publique. Inutile aussi de demander l'indulgence sur plusieurs années de l'impôt sur les revenus issus d'une exposition quand celle-ci, qui est souvent le cas, est le résultat d'une étape plurianuelle de travail. L'article 100 bis du Code général des impôts accorde certes cette déduction, mais ce qu'il donne d'une main, il le reprend de l'autre en précisant que « le contribuable qui adopte ce mode d'évaluation pour une année quelconque ne peut revenir sur cette option pour les années suivantes ».

Quel est l'artiste qui consentira, une fois pour toutes, quand tout est pour lui imprévisible et précaire, de par la nature même de son travail, à s'emprisonner dans un processus fiscal définitif ? Bonnard n'avait-il pas conservé sept ans toute la toile (*Le Déjeuner*, 1934) avant, la tenant enfin pour achevée, de la céder à qui la convoitait ? Brucke ne déclarait-il pas que, pour bien vérifier si une toile — tenait ou non —, il la tournait six mois face au mur ?

Il est vain d'expliquer, enfin, que bien rares sont les amateurs qui viennent d'eux-mêmes frapper à la porte des ateliers et payer de la main à la main, en monnaie « secrète », une œuvre directement acquise auprès de son auteur, tant est poète, une fois pour toutes, dans les habitudes socio-commerciales, qu'un peintre, un sculpteur ne saurait être tenu pour sérieux ni mériter d'être « vu » qu'autant qu'exposant selon toutes les règles, fort coûteuses, du genre (affiches et affiches, invitations, encadrements, envois postaux, publicité, frais de galerie et de vernissage...). Ils consentent à défrayer au rituel d'une société dominée par le profit.

Telle est, rapidement esquissée, partie invisible de l'iceberg, la situation de l'immense majorité des artistes.

Pourrait-on y remédier ? Le Centre national d'art contemporain (CNAC) avait naguère été conçu (à l'époque où André Malraux plaçait avec chaleur devant le Parlement pour un régime de sécurité sociale des artistes) comme moyen d'établir un nouveau mode de relation entre l'Etat et les artistes, de recueillir leurs suggestions, de connaître leur situation véritable, de suivre leur évolution, de proposer à certains d'entre eux un moyen d'exposer, de mieux organiser les achats de l'Etat. Devenu par ses choix esthétiques, et par l'esprit qui y règne, l'antichambre de Beaubourg, il ne constitue, hélas ! qu'en quelques salles tristes, inertes, confédérales et peu visitées, où sévissent, assez souvent en vase clos, les partis pris intellectuels de notre époque.

## Malentendu

Ne resterait plus alors que ce qu'on nous propose : « Faire admettre aux finances l'achat d'œuvres d'art par les entreprises comme biens amortissables au même titre qu'un objet de décoration... ». « car pourquoi, nous dit-on, l'achat d'un tableau de jeune artiste, qui ne coûte guère plus qu'un tapis décoratif, amortissable lui, ne pourrait bénéficier d'une fiscalité apaisée ? » (*le Monde* du 24 septembre 1983). Qui ne voit qu'il s'agit d'un problème fiscal, qu'il convient, en effet, de résoudre, et de l'utilité méconnue que l'on procède, un immense malentendu se dévoile. La peinture, le tableau d'artiste (si souvent décrié par l'avant-gardisme) n'ont rien à voir avec la décoration. Le long travail du peintre, du sculpteur pour transmettre le monde qu'il voit — Bissière, Klee, Nicolas de Staël, Giacometti — n'a rien de commun, dans son essence même, avec les jeux décoratifs répétés, systématiques, destinés à inscrire dans l'architecture de notre époque — Soulages, Hartung, Yves Klein, Vasarely, Mathieu, César... Il suffit d'ailleurs de se rendre à Beaubourg et d'y comparer le public classé qui arpente les salles les plus récentes du Musée d'art moderne à celui qui se presse devant les cimaises de la première moitié du siècle (cubisme, fauvisme, etc.) pour constater un hiatus que ne suffit pas à expliquer le plus ou moins de recul du temps.

La solution ne saurait consister à assimiler, même par voie fiscale, le phénomène de permanence qui s'appelle « la peinture » à des formules décoratives qui feront leur temps. C'est vers un aménagement de la situation des jeunes galeries qui tentent, dans des conditions difficiles, d'ouvrir des portes nouvelles aux artistes, vers une compréhension plus objective des besoins réels d'un public beaucoup plus ouvert qu'on ne l'imagine à des formes d'art simplement véridiques et humaines ; vers la création systématique de salles d'exposition véritablement proposées aux artistes vivants dans chaque musée (aux conservateurs de faire preuve de discernement...) ; c'est vers une analyse sérieuse, enfin, avec toutes les conséquences fiscales qu'elle devrait avoir, de la situation véritable des artistes, que les pouvoirs publics doivent aujourd'hui s'orienter.

Faute de quoi, notre époque, littérale socialiste (à l'abri, ô paradoxe ! du Centre dit « Georges-Pompidou »), n'aurait rien inventé de neuf, en matière de « beaux-arts » depuis l'époque des Salons officiels de Napoléon III, et Sacha Guity aurait raison, qui déclarait : « Si vraiment l'Etat veut favoriser les beaux-arts, le mieux qu'il puisse faire est de ne pas s'en occuper. »

(\*) Membre adjoint de la Commission supérieure des monuments historiques.

La qualité de la vie à 100 minutes de Paris par le TGV



**DIJON**

MAIRIE DE DIJON  
Palais des Etats de Bourgogne  
Téléphone (80) 67.51.51

**Le Monde**  
5, RUE DES ITALIENS, 75007 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. 4207-23 PARIS — Tél. MONDIPAR 65072 F  
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER		ABONNEMENTS			
		3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 95 p. ; Grèce, 95 dr. ; Irlande, 95 p. ; Italie, 1.600 L. ; Liban, 375 F. ; Libye, 6.250 dr. ; Luxembourg, 20 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 95 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 2,75 kr. ; Suisse, 1,80 L. ; Yémen, 182 sh.					
Edité par la S.A.R.L. le Monde					
Gérant : André Lannou, directeur de la publication					
Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Méry (1944-1968) Jacques Fauvet (1968-1982)					
Imprimé de « Le Monde » S.A. de l'Industrie PARS-DR					
Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration					
Commission paritaire des journaux et publications n° 57437 ISSN : 0395-2037					
FRANCE 341 F 605 F 839 F 1088 F Tous pays étrangers PAR VOIE NORMALE 661 F 1245 F 1819 F 2368 F					
ÉTRANGER (par messagerie) L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PARIS-BAS 381 F 685 F 973 F 1240 F IL - SUISSE, TUNISIE 454 F 830 F 1197 F 1530 F					
Par voie aérienne : tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.					
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.					
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.					
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.					



## PROCHE-ORIENT

## LA CONFÉRENCE INTERLIBANAISE DE LAUSANNE

## L'opposition continue d'exiger le départ du président Gemayel

Lausanne. — La conférence libanaise dite de réconciliation nationale devait reprendre ses travaux ce jeudi matin 15 mars en séance plénière, après vingt-quatre heures de tractations de couloirs que l'on annonçait « décisives ». Il n'en a rien été, et le conseil, dont on prévoyait la fin jeudi soir, pourrait se prolonger jusqu'à samedi, voire jusqu'au début de la semaine prochaine.

Le président Amine Gemayel et le vice-président syrien, M. Abdelhalim Khaddam, ont consacré la majeure partie de la journée de mercredi et de la matinée de jeudi à recevoir l'un après l'autre les huit chefs des délégations présents à la conférence. L'ambitieux objectif de ces conciliabules était d'élaborer une synthèse des divers « documents de travail », dans lesquels les participants proposent des réformes au mal libanais. Réviser les structures d'un État en l'espace de vingt-quatre heures est dans l'absolu un projet pour le moins irréaliste, accomplir cette tâche dans un climat de passions exacerbées par un conflit qui a fait une décennie plusieurs centaines de milliers de victimes dépense l'entendement de nombreux observateurs étrangers.

Le succès de l'entreprise, en outre, ne dépend pas seulement de la bonne volonté des protagonistes, car chacun d'eux doit pouvoir justifier auprès de ses mandants des concessions qu'il serait amené à consentir, convaincre le secteur de l'opinion qu'il représente que le sang répandu n'a pas été vain. Tout un chacun aurait pu reprocher à son compte l'intervention pathétique, à la réunion de mercredi, de M. Walid Joumblatt : « Allons-nous rentrer chez nous et dire aux sinistrés des bombardements de la banlieue sud de Beyrouth, aux survivants de la capi-

tales et de la montagne que nous avons jeté dans la poubelle de l'histoire leurs rêves et leurs aspirations à un nouveau Liban ? »

Le président druze du Parti socialiste progressiste, parlant au nom du front de l'opposition, a poursuivi en martelant ses mots : « Je vous le dis tout net : nous ne reculerons pas ; nous ne renoncerons pas au strict minimum de nos revendications ; à notre droit légitime à l'égalité. Je ne reviendrais pas au Liban pour m'accuser de n'avoir pas pu obtenir les indispensables réformes des institutions, pour annoncer que la libération du sud du Liban [de l'occupation israélienne] a été remise aux calendes grecques. »

Le chef du Parti socialiste progressiste a formulé plusieurs propositions « fondamentales » : l'abandon de la suppression du système confessionnel, le recensement de la population, qui n'a pas été renouvelé depuis 1932, assurerait une répartition équitable des charges de l'État ; l'élection au suffrage universel d'un « conseil présidentiel », dont chacun des membres assumerait à tour de rôle la présidence pour un an ; la désignation « immédiate » d'une commission qui réorganiserait l'armée sur une base nationale. « Ainsi, s'il est affirmé, on extirperait les racines du problème libanais, suscité par l'hégémonie qu'impose une minorité à la majorité de la population. »

La rencontre en tête à tête de M. Joumblatt avec le président Gemayel la veille de cette intervention a été stérile, rapporte-t-on. Tout au plus a-t-il été formelle l'accordéon visiblement contrainte que se sont données, mercredi 14 mars au soir, lors d'un

De notre envoyé spécial

banquet, le président et M. Nabih Berri, le chef du mouvement chiite Amal. Jusqu'à ce jeudi matin, autant M. Berri que M. Joumblatt continuent à exiger au choix la démission ou la destitution par le Parlement du président Gemayel pour les « massacres » dont il se serait rendu coupable à Beyrouth et dans la montagne libanaise. Mercredi, le chef chiite confiait à un journaliste : « Franchement, je suis en désaccord avec nos amis syriens, qui estiment, à tort, qu'il faut sauver Amine Gemayel pour sauvegarder l'unité du Liban. Mon opinion est aux antipodes de la leur. »

S'il est vrai que le gouvernement de Damas entend avoir recours au président Gemayel pour pacifier le Liban, les intentions de l'émir du président Assad quant aux moyens d'atteindre cet objectif ne sont pas toujours claires. Ceux qui ont eu le privilège de lire le procès-verbal de la réunion de mercredi tenue à huis clos ont pu constater que la neutralité revendiquée par le médiateur syrien M. Khaddam n'est pas dépourvue d'ambiguïté.

## Les « citoyens de seconde zone »

M. Khaddam a apostrophé M. Pierre Gemayel, le chef du Parti phalangiste, à deux reprises. Une fois pour lui rappeler vertement qu'il ne représentait pas, comme il le prétendait, les chrétiens du Liban — pas plus que les autres délégués ne pouvaient parler au nom de tous les musulmans, mais seulement un « courant d'opinion ». Une deuxième fois, M. Khaddam a interrompu M. Pierre Gemayel pour contester sa thèse selon laquelle les chrétiens

étaient partout, en terre d'islam, traités en « citoyens de seconde zone ». Le vice-président de la République syrienne a déclaré notamment : « Vous savez mieux que quiconque les privilèges que vous vous êtes attribués au Liban, l'égalité des droits dont bénéficient vos coreligionnaires en Syrie, la place prépondérante que les chrétiens occupent dans le monde des affaires, à travers l'ensemble des pays islamiques du Golfe. »

Joignant sa voix à celle des dirigeants de l'opposition musulmane ou chrétienne, le « médiateur » syrien s'est pris encore, sur le mode de l'ironie, à M. Camille Chamoun qui tentait de défendre le projet du Front libanais (chrétien) concernant la transformation du Liban en une République fédérale. En revanche, M. Khaddam a observé le silence, du moins en séance plénière, quand MM. Berri et Joumblatt préconisaient l'abolition du système confessionnel, la désignation au suffrage universel du président de la République, l'élection des députés de l'Assemblée nationale, sans distinction religieuse, et la création d'un Sénat au sein duquel les seize communautés confessionnelles du pays seraient représentées sur une base égalitaire.

Que veut au juste la Syrie ? Maintenir le système politique libanais sous une forme légèrement améliorée ? Ou, au contraire, susciter indirectement la réforme radicale des institutions ? Curieusement, personne dans les deux camps n'a de réponse à cette interrogation, tant la politique de Damas est dichotomique. On s'accorde généralement cependant pour estimer que le problème, pour Damas, est secondaire par rapport au rôle qu'il destine au Liban dans sa stratégie régionale et internationale.

Après avoir obtenu l'abrogation de l'accord israélo-libanais du 17 mai 1983, la Syrie entend officialiser et consolider sa victoire, ainsi que son influence dominante dans le pays du Cédre. Elle pourrait ensuite se présenter comme le principal interlocuteur dans une éventuelle négociation Est-Ouest sur un règlement du conflit israélo-arabe, voire sur l'avenir du Proche-Orient. D'où la volonté de la Syrie d'assurer ses arrières en établissant la paix civile au Liban. La manière d'y parvenir ne serait pour elle qu'accessoire.

ÉRIC ROULEAU.

## Israël

## PALESTINIEN COURAGEUX ET OBSTINÉ

## Abdelaziz Chahine sera-t-il expulsé pour prix de sa résistance

De notre correspondant

Jérusalem. — Parmi les Palestiniens qui mènent un combat politique contre l'occupation israélienne, il est des destins qui retiennent particulièrement l'attention. Tel celui de Abdelaziz Chahine, quarante-trois ans, dit « Abou Ali » (le père d'Ali), dont l'histoire peut paraître à la fois banale et exemplaire.

Né près d'Ashkelon, au sud de Tel-Aviv, il fut l'un des premiers compagnons de Yasser Arafat. Chef des unités du Fatah pour la région d'Hébron (Cisjordanie), il est arrêté en septembre 1957 et jugé par un tribunal militaire qui lui inflige quinze ans de prison. Courageux et obstiné, il inspire très vite estime et respect à ses co-détenus, de l'avu même de l'administration pénitentiaire.

Dirigeant populaire et influent, il lutte pour l'amélioration des conditions de détention et anime en 1977 une longue grève de la faim qui se propage dans de nombreuses prisons. Pour faire place à son autorité morale, on le transfère de l'une à l'autre. Au bout de dix ans, il refuse une remise de peine légale pour ne rien devoir à un État qu'il ne reconnaît pas. Dès 1978, les services de sécurité lui proposent une aide financière s'il choisit, une fois libre, de s'installer. Abou Ali rejette cette offre intéressante. Après avoir connu presque toutes les galères d'Israël et des territoires, il recouvre la liberté en septembre 1982... Pour dix semaines. Ce personnage dont la stature incommode les autorités militaires est alors assigné à résidence à Rafah, dans le bande de Gaza.

Cette figure marquante du mouvement palestinien apparaît pourtant comme un « modéré » favorable au dialogue avec la gauche pacifiste israélienne. Radio-Jérusalem vient même l'interviewer à domicile. Cette initiative lui vaudra d'être déporté à Dahria, un village frontalier contrôlé par l'armée, où il vit isolé et malade, recevant la visite de sa femme une fois par semaine. En décembre 1983, le commandant de la région de Gaza rend visite à Abou Ali et lui demande de condamner publiquement l'attentat à la bombe qui vient de faire cinq morts dans un autobus à Jérusalem. On lui propose en échange la liberté, la

possibilité de voyager à l'étranger pour s'y faire soigner, et surtout une précieuse carte d'identité qu'il réclame sans relâche depuis son départ de prison. Il pose comme condition que le gouvernement dénonce de son côté les dérapages du peuple palestinien au Liban et dans les territoires.

Pour prix de son enlèvement, on lui promet des « représailles ». Elles viennent de prendre la forme d'un refus officiel de renouveler son permis de séjour qui vient à échéance le 5 avril. Il s'agit en fait d'un ordre d'expulsion déguisé. Pour les autorités, Abou Ali, dénué de tout papier d'identité, est une « non-personne » qui ne peut résider « en territoire sous contrôle israélien ». L'intéressé rétorque qu'il fut résident à Gaza et même recensé dans cette ville en 1967.

Un comité de défense d'Abou Ali rassemblant des Israéliens et des Palestiniens — dont son avocat M. Léa Tasmel — a lancé une campagne en sa faveur mercredi 14 mars, lors d'une conférence de presse à Jérusalem. Pour M. Ouri Avneri, journaliste de gauche indépendant, Abou Ali n'est coupable que du seul « délit d'opinion ». « S'il constitue, comme les autorités l'affirment, une menace pour la sécurité, pourquoi ne le traduit-on pas en justice ? »

Son confrère palestinien, M. Zyad Abou Zyad voit dans la prochaine expulsion d'Abou Ali un « précédent très inquiétant » qui pourrait en annoncer beaucoup d'autres. Le mouvement israélien avait abandonné cette pratique depuis mai 1980, lui préférait l'assignation à résidence qui frappe actuellement cent cinquante Palestiniens. Des personnalités de Gaza ont demandé au ministre de la défense, M. Moshe Arens, de revenir sur sa décision. Les membres du kibboutz voisin de Karmel-Shalom organiseront prochainement une journée de solidarité avec Abou Ali. « Sous l'occupation, s-t-il dit à sa femme, il n'y a pas de démocratie, mais il y a la loi. Je la respecte et je vous souhaite que tout le monde en fasse autant. »

J.-P. LANGELLIER.

## APRÈS SON ÉCHEC AU LIBAN

## Washington voudrait obtenir l'ouverture de négociations entre Jérusalem et Amman

Washington. — Après une longue période de flottement et d'expectative après leur déconfort à Beyrouth, les États-Unis tentent de reprendre l'initiative au Proche-Orient. Le Liban étant, pour l'instant au moins, passé par profonds et pertes, Washington entend faire porter son effort sur l'ouverture de négociations entre Israël et la Jordanie.

L'objectif américain est de relancer le plan de paix, présenté en septembre 1982 par M. Reagan, qui prévoyait la création en Cisjordanie d'une entité palestinienne associée au royaume hashémite. Cette démarche s'inscrit dans une volonté plus large — et déterminante — de constitution d'un front des États arabes pro-occidentaux qui devrait réunir, outre la Jordanie, l'Égypte et l'Arabie Saoudite, l'Irak, dont les liens avec Washington ne cessent de se resserrer malgré la condamnation américaine de l'utilisation par Bagdad d'armes chimiques contre les troupes iraniennes.

M. Reagan et ses collaborateurs estiment, en effet, que la puissance nouvelle acquise par la Syrie grâce à sa victoire libanaise, la poussée iranienne contre l'Irak et l'ensemble du Golfe et le renforcement de l'alliance entre Damas et Moscou rendent impérieuse la constitution de ce front et la facilitent dans le même temps. La Jordanie, pense-t-on, devrait y être favorable en raison de sa faiblesse vis-à-vis de la Syrie, de même que l'Irak, assoiffé d'appuis dans sa difficile résistance aux assauts iraniens, et les États du Golfe directement menacés par une éventuelle victoire des ayatollahs sur M. Saddam Hussein.

Les États-Unis, dans ces conditions, croient envisageable que l'Irak fasse quelques pas dans la direction d'une acceptation de l'existence d'Israël, que la Jordanie s'engage dans des pourparlers avec Jérusalem et que des progrès soient ainsi fait vers un règlement du conflit israélo-arabe. Ce prudent optimisme est renforcé par les visites de M. Arafat au Caire, puis à Amman, et par la fin de l'ostracisme qui, depuis la signature des accords de Camp David, pesait sur l'Égypte dans le monde arabe.

La difficulté pour les autorités américaines est que leur débandade de Beyrouth a considérablement affaibli leur crédibilité au Proche-Orient. Premier pion sur l'échiquier, le roi Hussein de Jordanie a pu aisément tirer, comme les autres chefs d'État de la région, ses conclusions

De notre correspondant

de la situation dans laquelle se retrouve M. Gemayel.

Avant d'engager des discussions avec Israël, dans lesquelles il risquerait son trône, il entend obtenir de solides garanties de Washington, et c'est la raison pour laquelle il s'était montré très évasif, le 14 février dernier, à l'issue de sa visite à la Maison Blanche. Le président égyptien, qui participait également à ces entretiens, n'avait, lui, pas mâché ses mots (le Monde du 16 février). Dans un retentissant discours prononcé devant M. Reagan, légèrement crispé, il avait insisté sur la nécessité, pour les États-Unis, d'ouvrir un dialogue avec l'O.L.P., c'est-à-dire d'assurer les dirigeants arabes occidentaux que l'Amérique n'était pas uniquement l'alliée de Jérusalem, mais aussi le leur, et qu'ils pouvaient entreprendre des négociations avec Israël sans se retrouver au milieu du chemin seuls et perdants face à un front américano-israélien.

## La livraison des missiles Stinger

Avant de sauter le pas, le roi Hussein souhaite en conséquence que le gouvernement de M. Reagan lui montre sa détermination à ne pas infléchir sa politique sous les pressions du Congrès et d'Israël. Premier geste demandé : la livraison des 1 613 missiles antiaériens portatifs Stinger que l'administration s'est engagée à lui vendre et le déblocage des 220 millions de dollars de crédits que le département d'État et la Maison Blanche souhaitent lui allouer pour la mise sur pied d'une force d'intervention rapide dans le Golfe. L'une et l'autre demande se heurte à l'opposition d'Israël, qui craint d'être au jour victime de ce renforcement de l'armée jordanienne, et un très grand nombre de parlementaires, démocrates comme républicains, sont décidés à empêcher M. Reagan de donner satisfaction à la Jordanie.

Deuxième geste : une condamnation plus ferme de la poursuite des implantations israéliennes en Cisjordanie qui tient à l'avance toute possibilité d'application au plan de paix de septembre 1982.

Il faut croire que le désir américain de reprendre pied au Proche-Orient est pressenti, car M. Reagan n'a pas hésité à descendre personnellement dans l'arène en pleine année électorale pour répondre aux at-

tentes du roi Hussein. Prenant, mardi 13 mars, la parole devant les responsables d'une importante organisation juive américaine, il a longuement expliqué que le Proche-Orient avait « une importance stratégique » pour les pays occidentaux, que les États-Unis devaient, en conséquence, contrer l'influence que l'URSS y développe à travers la Syrie et y prévenir une extension de la guerre du Golfe ; qu'il fallait enfin protéger de la pression syrienne « les pays arabes modérés qui aspirent à la paix » (avec Israël).

« Etant donné que la sécurité de la Jordanie est cruciale pour la sécurité de la région entière, a expliqué M. Reagan, il est d'une importance stratégique de l'Amérique — et je crois, dans l'intérêt stratégique d'Israël — d'aider la Jordanie à assurer ses besoins légitimes de défense contre la puissance grandissante de la Syrie et de l'Irak. »

« Il est temps pour le monde arabe, a poursuivi le président, de négocier directement avec Israël et de reconnaître son droit à l'existence. Nous espérons que le gouvernement d'Israël comprendra que la poursuite des implantations en Cisjordanie et à Gaza rendra encore plus difficile le processus de paix. »

« S'il doit y avoir un espoir de négociation, nous devons préserver notre crédibilité d'intermédiaire impartial », a conclu M. Reagan en précisant que des négociations devaient inclure la question du statut de Jérusalem et que les États-Unis ne négocieraient pas avec l'O.L.P. tant qu'elle ne reconnaît pas le droit d'Israël à l'existence.

La Maison Blanche espère, dit-on, pouvoir convaincre le Congrès de ne pas bloquer l'assistance militaire à la Jordanie en faisant valoir que l'« alliance stratégique » entre Washington et Jérusalem s'est considérablement renforcée depuis novembre dernier, aussi bien dans le domaine économique que militaire.

En attendant, le directeur général du ministère des affaires étrangères irakien a déclaré mercredi, à l'issue d'une visite à Washington, que le rétablissement des relations diplomatiques entre son pays et les États-Unis « n'était plus qu'une question de temps... qu'une simple formalité ». Selon la chaîne de télévision CBS, Washington fournirait actuellement à Bagdad des informations obtenues par satellite sur les mouvements de troupes de l'Irak, qui se préparait à une offensive engageant 450 000 hommes.

BERNARD GUETTA.

## LA GUERRE DU GOLFE

## La poursuite du conflit pourrait amener des États arabes à « reconsidérer leurs relations avec l'Iran »

La poursuite de la guerre contre l'Irak, « membre de la Ligue arabe qui a accepté toutes les initiatives de paix, ne peut qu'amener les États arabes à reconsidérer leurs relations avec l'Iran », ont déclaré les ministres arabes des affaires étrangères à l'issue de leurs travaux, mercredi 14 mars, à Bagdad. Dans sa résolution, le conseil ministériel de la Ligue arabe a demandé également à l'Irak d'accepter immédiatement un cessez-le-feu dans la guerre qui l'oppose à l'Irak et de donner une suite favorable aux initiatives de paix, de manière à « garantir les droits » des deux protagonistes.

Cependant, le même jour à Alger, le ministre irakien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, a virtuellement écarté toute solution de compromis dans le conflit irano-irakien en réaffirmant les quatre conditions définies par Téhéran à l'arrêt des hostilités, c'est-à-dire : le jugement par un tribunal international du président irakien Saddam Hussein comme agresseur ; le retrait des troupes irakiennes du territoire iranien ; le paiement par l'Irak de dommages de guerre et le retour en Irak des irakiens réfugiés en Iran.

La mission d'experts des Nations unies enquêtant sur les accusations

iranienne concernant l'utilisation par l'Irak d'armes chimiques s'est rendue mercredi au front sud, sur les lieux d'une attaque par gaz toxiques survenue la veille, a annoncé la télévision iranienne.

Le secrétaire général du ministère irakien de l'information, M. Hassan Tawalla, a déclaré pour sa part que les blessés irakiens hospitalisés à Vienne étaient non pas des victimes d'armes chimiques utilisées par Bagdad contre l'Irak, mais d'une explosion qui se serait produite dans la plus grande usine de gaz de combat

en Iran. M. Tawalla a affirmé que Bagdad fournirait bientôt des preuves aux organisations internationales à ce sujet.

Enfin, selon des sources sûres à Santiago, un Boeing-747 irakien aurait, mercredi 14 mars, embarqué à destination de Bagdad des bombes à fragmentation fabriquées par la société chilienne Cardoen SA. La télévision chilienne, citant des témoins, a indiqué que trente personnes, des techniciens et des officiers des forces armées irakiennes, se trouvaient à bord du Boeing-747. — (AFP.)

— Ce qui reste quand on a tout oublié —  
« Questions d'Actualité »

Collection dirigée par Claude Glayman



ALFRED SAUVY

LE TRAVAIL NOIR  
et l'économie de demain  
CALMANN-LÉVY







# DIPLOMATIE

## Une solution militaire en Amérique centrale n'est pas viable

nous déclare le ministre mexicain des affaires étrangères

Un regain de tension est perceptible en Amérique centrale à l'approche des élections générales du 25 mars au Salvador. Bien que les rebelles du Front Farabundo Martí de libération nationale se soient déclarés prêts à ne pas perturber la consultation, les autorités de San Salvador et les Etats-Unis estiment que la guérilla pourrait lancer une grande offensive dans les tout prochains jours. Quatre navires de guerre américains, dont le porte-avions America, vont prendre position dans le Pacifique au large du golfe de Fonseca, qui forme frontière entre le Salvador, le Honduras et le Nicaragua, les trois pays critiques de l'isthme. En outre, le secrétaire américain à la défense, M. Casper Weinberger, vient d'annoncer que de petits appareils de reconnaissance américains effectuent désormais des missions de surveillance des mouvements du FMLN.

Le Mexique, entend, pour l'essentiel, inscrire son action en Amérique centrale dans le cadre des efforts du groupe de Contadora, où il figure aux côtés de la Colombie, du Venezuela et de Panama. Pour M. Sepúlveda, cette initiative, lorsqu'elle a été lancée en janvier 1983, visait avant tout à éviter un conflit armé dans une zone où la tension était alors très vive. Le ministre mexicain des affaires étrangères constate que, jusqu'à présent, la diplomatie a payé : « Le danger est peut-être moindre. Le coût politique d'une intervention armée serait peut-être plus élevé. » Mais, ajoute-t-il, « le risque est toujours latent. »

« Cependant, déclare M. Sepúlveda, nous avons découvert qu'il n'y a rien de plus vaste qu'éviter la guerre : mettre fin à la course aux armements, engager un processus de contrôle et de réduction des armements qui se trouvent déjà dans la zone, éliminer les bases militaires étrangères, mettre fin à la présence de conseillers militaires ainsi qu'à des manœuvres dans la région, établir enfin un climat de coexistence entre les pays d'Amérique centrale. »

Le chef de la diplomatie mexicaine estime qu'il faut, désormais, s'attaquer aux fondements mêmes du problème. « La crise centro-américaine est due, selon nous, à un retard économique et social sérieux, à l'existence d'institutions politiques peu solides, à des problèmes, enfin, propres au sous-développement et auxquels nous voulons remédier en favorisant le développement économique et social de la région. »

« Que peut faire le groupe de Contadora dans ce domaine ? »

« Avoir ce que nous appelons une capacité de « convocation ». Un exemple en a été donné avec la constitution à Mexico du Comité d'action pour le développement économique et social de l'Amérique centrale. Cette instance réunit dix-huit pays latino-américains intéressés à participer de façon soli-

Le Nicaragua, qui se sent menacé par ce déploiement de forces ainsi que par la multiplication des attaques de contre-révolutionnaires venues du Honduras, au nord, et du Costa-Rica, au sud (1), a appelé, mardi, les citoyens à se mobiliser face à l'« imminence d'une invasion ». Managua demande aussi à la communauté internationale de lui fournir les « moyens techniques et militaires » pour parer à la menace d'« une guerre à grande échelle ».

Cependant, le ministre mexicain des affaires étrangères, M. Bernardo Sepúlveda, commence à Paris, jeudi 15 mars, une visite officielle. Dans un entretien avec notre correspondant à Mexico, il fait le point sur la situation dans une zone où son pays se reconnaît des responsabilités particulières, qu'il a parfois tenté de conjurer avec une action de la France, notamment à l'occasion de la déclaration commémorative de Pété 1981 sur le Salvador.

Le processus politique interne d'un Etat. Cela n'a pas empêché que le Mexique et la Colombie, par exemple, engagés individuellement des actions conduisant à rendre possibles des négociations au Salvador.

### Excellentes relations avec Paris

« Quelles difficultés a rencontrées le groupe au cours de cette première année de travaux ? »

« Au début, l'énorme méfiance dont faisaient preuve, entre eux, les membres de la communauté centro-américaine. A ce problème, que nous avons heureusement surmonté, sont venues s'ajouter les difficultés créées par certaines forces qui, périodiquement, troublent et gênent notre travail. »

« Quelles sont les autres tâches que vous pensez aborder lors de votre séjour en France ? »

« Nous nous sommes par exemple rendu compte que lors de chaque réunion de Contadora un incident armé était provoqué. Qu'il s'agisse du bombardement de la ville de Managua, de l'attaque de Puerto Corinto, de celle contre Puerto Sandino ou d'incidents frontaliers. Nous estimons qu'il y a un lien entre nos réunions et le désir de les paralyser avec des actions de ce genre. »

« Vous avez déclaré récemment que le gouvernement des Etats-Unis devait passer de la parole aux actes. Qu'entendez-vous par là ? »

« Le gouvernement des Etats-Unis a clairement exprimé son soutien au processus politique et diplomatique de Contadora. Cependant, pour que cet appui manifesté au plus haut niveau se traduise en faits concrets, certaines mesures doivent être prises. Par exemple, nous estimons que les manœuvres militaires effectuées dans la zone ne contribuent pas à la détente des relations politiques entre les Etats. »

« Pourquoi le groupe de Contadora n'aborde-t-il pas le problème du Salvador, dont beaucoup considèrent qu'il est central ? »

« Pour différentes raisons, le groupe de Contadora ne peut pas participer à des accords ou à des négociations ayant à voir avec le

processus politique interne d'un Etat. Cela n'a pas empêché que le Mexique et la Colombie, par exemple, engagés individuellement des actions conduisant à rendre possibles des négociations au Salvador.

« La France appuie Contadora. Que peut-elle faire concrètement ? »

« User de son influence politique pour convaincre les gouvernements européens, ainsi que les Etats-Unis qu'une solution militaire n'est pas viable en Amérique centrale. La France et la Communauté économique européenne peuvent en outre avoir une présence économique importante dans la région en ouvrant leur propre marché aux produits centro-américains dans des conditions préférentielles, en investissant en Amérique centrale ou en accordant des facilités de financement pour le développement. »

« Quels sont les autres thèmes que vous pensez aborder lors de votre séjour en France ? »

« Nous devons donner un contenu réel à l'excellente relation diplomatique qui nous unit, en augmentant les consultations politiques entre les deux gouvernements ainsi que la coopération économique et les échanges commerciaux. »

« La part de la France dans les investissements étrangers au Mexique s'est réduite notablement. Or, nous pensons que l'industrie et la technologie françaises pourraient jouer un rôle très utile dans le développement économique de notre pays. Nous aimerions, bien sûr, promouvoir les échanges culturels, traditionnels et denses, et ébaucher des programmes ambitieux à moyen terme susceptibles de renforcer les relations bilatérales. »

Propos recueillis par FRANCIS PISANI.

(1) Une nouvelle attaque du poste de Foz de las Urdas, à la frontière méridionale du Nicaragua, a eu lieu le 13 mars, par les forces de l'Alliance révolutionnaire démocratique du « commandant » Eden Pastora, a annoncé Managua. Le Costa-Rica a officiellement démenti que cette attaque soit partie de son territoire.

## Les problèmes de la Communauté dominent les entretiens de M. Mauroy à Copenhague

Arrivé mercredi 14 mars en fin d'après-midi à Copenhague, M. Pierre Mauroy a eu un premier entretien en tête à tête avec le premier ministre danois, M. Poul Schlüter, puis a pris part à un dîner officiel au château de Christiansborg. Jeudi, après avoir pris son petit déjeuner avec le chef de l'opposition social-démocrate, M. Anker Joergensen, il devait poursuivre ses entretiens politiques, élargis à

l'ensemble des deux délégations, puis assister au déjeuner offert par la reine au palais d'Amalienborg.

M. Mauroy devait, dans l'après-midi, rencontrer les dirigeants des différents groupes parlementaires au Folketing, tenir une conférence de presse conjointement avec M. Schlüter et, enfin, participer à la réception offerte à la communauté française de Copenhague, avant de regagner Paris dans la soirée.

### De notre envoyé spécial

Copenhague. — Le premier ministre français a été accueilli au Danemark avec une bienveillance beaucoup plus sensible du côté officiel que dans l'opinion. Si M. Schlüter n'a pas ménagé, à son hôte, les amabilités qu'il avait déjà prodiguées à M. Mitterrand lors de la visite-éclair du président de la République le 17 février, en revanche la presse et la classe politique manquent visiblement d'enthousiasme. La rondeur et la jovialité de M. Mauroy ne parviennent pas tout à fait à faire oublier à la droite danoise qu'il est le chef d'un gouvernement socialiste et communiste, dont les engagements sont aux antipodes du nouveau libéralisme prôné par le cabinet conservateur minoritaire, ni à la gauche le discours résolument atlantiste de M. Mitterrand en matière de défense.

Les premiers entretiens de M. Mauroy ont été principalement consacrés aux questions européennes sur lesquelles la France et le Danemark ont des points de vue très voisins. Le discours que le premier ministre a prononcé, à l'occasion du dîner de mercredi, a essentiellement porté sur ces problèmes. « Devant l'épuisement des ressources propres, la montée des excédents

agricoles, les retards accumulés dans nombre de branches industrielles avec les mauvais fonctionnements de la vie quotidienne de la Communauté, a notamment déclaré M. Mauroy, les difficultés ne peuvent plus être contournées, les solutions ne peuvent plus être repoussées. Le langage hermétique des experts, la comptabilité étroite du « juste retour », la défense des intérêts acquis, sont étrangers aux principes qui ont présidé à la création du Marché commun. Il sont porteurs d'un désenchantement, d'un doute sur l'avenir de nos institutions et de nos politiques communes (...). En dépit des efforts de la présidence grecque, l'accord d'ensemble ébauché à Athènes n'a pas permis de surmonter la somme des divergences. La présidence française a pris la relève à son tour. Elle n'a pas ménagé sa peine (...). Les problèmes, les options possibles et leurs conséquences financières sont maintenant bien identifiés. Des délégations ont accepté des sacrifices, d'autres demeurent immobiles. C'est cette équation qui sera soumise au conseil européen de Bruxelles. »

Les divergences européennes, qui subsistent entre Paris et Copenhague, sont techniques et relativement mineures : taxes sur les matières grasses importées, restrictions aux achats des produits de substitution aux céréales, problème du Groenland — mais ce dernier pourrait bénéficier d'un statut à peu près identique à celui des départements d'outre-mer français vis-à-vis de la CEE.

Quant aux relations bilatérales dont il devrait être davantage question jeudi, leurs problèmes se résument du côté français en une double espérance.

La première serait de rééquilibrer les échanges commerciaux, qui accusent un déficit croissant depuis 1980, notamment en développant la coopération aéronautique entre les deux pays, et les ventes d'armes au Danemark, jusqu'ici tourné principalement vers le marché américain.

La seconde porte sur la présence culturelle française : Paris voudrait notamment obtenir pour la langue française un statut universitaire comparable à celui de l'allemand, dont l'enseignement est obligatoire à partir de la quatrième (celui de l'anglais est systématiquement entrepris dès la sixième).

BERNARD BRIGOULEUX.

**CESSATION D'ACTIVITÉ**  
Ets NEUVILLE  
Fabricant d'un très beau  
prêt-à-porter de luxe

**FAIT MAIN**  
vend tous ses modèles en  
pure laine peignée, soie,  
alpaga, cashmere

**COSTUMES ET VESTES**  
jusqu'à épuisement du stock

**650 à 800 F**  
et des centaines de

**COUPES 3M**  
**SOIE, LAINE**  
peignée, mohair, etc. de

**150 à 250 F**  
la coupe de 3 mètres  
(sans interruption 10 à 19 heures)

5, RUE D'ARTOIS, PARIS (8<sup>e</sup>)

Du 9 au 18 mars 1984

**FOIRE NATIONALE A LA BROCANTE**

**ILE DE CHATOU**  
près de Paris.


Accès direct R.E.R. Chatou.  
organisée par le Syndicat National  
du Commerce de l'Antiquité et de l'Occasion.  
Tel. 770.88.78

**LES NOUVELLES**

**COLUCHE**

**Ma politique industrielle**  
**Ma nouvelle télé**  
**Mon roi Dagobert**

**INTERVIEW EXCLUSIVE**  
**Jacques Delors**



**LES NOUVELLES**

**L'HEBDO QUI FAIT BOUGER LES NOUVELLES.**



# EUROPE

## LE CONTENTIEUX FRANCO-ESPAGNOL

### L'Espagne va demander des dédommagements après le mitraillage d'un de ses chalutiers

Madrid. — Le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Fernando Morán, a été soumis à rude épreuve le mercredi 14 mars aux Cortes. Il comparait pour expliquer la position de son gouvernement face au mitraillage d'un chalutier espagnol par un garde-côtes français.

Des conservateurs de l'Alliance populaire au Parti communiste, tous les partis politiques d'opposition ont vivement dénoncé ce qu'ils considéraient comme la « faiblesse intolérable » du gouvernement dans cette affaire. C'était à qui critiquerait en termes les plus virulents l'action de la France, qualifiée d'« impérialiste » par les communistes, de « colonialiste » par les centristes, de « belliqueuse » par les nationalistes basques et d'« agressive » par la droite.

M. Morán s'est exprimé en termes mesurés, condamnant la France sans équivoque tout en évitant de se lancer dans une escalade verbale susceptible de relancer la tension.

De notre correspondant

« L'Espagne demandera réparation de cet abus de la force, car il y a une disproportion manifeste entre l'action violente et la faute administrative des pêcheurs qui l'a provoquée », a affirmé le ministre. Il n'en a pas moins ajouté qu'il fallait « éviter que des réactions viscérales ne portent préjudice aux intérêts de l'Espagne », rappelant notamment que son pays a enregistré en 1983 un solde positif de 104 milliards de pesetas (5,6 milliards de francs) dans son commerce avec la France.

M. Morán a apporté quelques précisions sur l'action que son gouvernement entend entreprendre sur le plan juridique. L'Espagne va exiger par la voie diplomatique que la France verse des indemnités pour les dommages causés par le mitraillage. « Si cette revendication n'est pas acceptée, s'il est ajouté, nous n'excluons pas le recours aux instances judiciaires internationales. » Le mi-

nistre a précisé que la Cour de justice européenne de Luxembourg pouvait être saisie « s'agissant d'un problème d'application de règlements communautaires ». En dernière instance, l'Espagne n'hésiterait pas à recourir à la Commission européenne des droits de l'homme, « tout en ne souhaitant pas qu'il soit nécessaire d'en arriver là ».

Tout cela n'a pas suffi à satisfaire les formations de l'opposition. La principale d'entre elles, l'Alliance populaire, s'est montrée particulièrement sévère. « Depuis le quatorzième siècle, a affirmé son président, M. Manuel Fraga, au milieu des bruyantes protestations des socialistes, le problème de la pêche suscite des accrochages entre la France et l'Espagne dans le golfe de Biscaye, mais c'est la première fois depuis six siècles qu'un gouvernement espagnol donne raison à la France ».

M. Fraga a entériné la thèse des pêcheurs basques, qui se refusent à reconnaître la zone économique des 200 milles délimitée en 1976 par les pays de la CEE. Le président de l'Alliance populaire a par ailleurs souligné que le fait d'être candidate à la CEE ne devait pas amener l'Espagne à « subir les humiliations des pays de la Communauté ».

Ce débat parlementaire est venu montrer combien la marge du gouvernement socialiste est étroite dans cette affaire. L'incident du golfe de Gascogne est utilisé pour remettre en cause la politique de bonnes relations avec la France, dont M. Morán s'était fait le principal artisan et qui s'enrichit des réticences non seulement de l'opposition, mais aussi de certains secteurs de son propre parti. C'est tout le thème des alliances internationales de l'Espagne qui se trouve posé : ce n'est pas un hasard si M. Fraga a affirmé que les déboires dans les relations franco-espagnoles devraient inciter le gouvernement à « intensifier les relations avec les amis géographiquement plus lointains », c'est-à-dire les États-Unis.

THIERRY MALINAK.

## REGAIN DE TENSION EN IRLANDE DU NORD

### M. FitzGerald plaide à Washington pour une réunification pacifique

De notre correspondant

Dublin. — Dans son discours devant le Congrès des États-Unis, ce jeudi 15 mars, le premier ministre de la République d'Irlande, M. Garret FitzGerald, devait mettre l'accent sur les efforts faits par les partis nationalistes de toute l'Ile pour trouver une solution pacifique et démocratique au problème de l'Ulster. C'est la deuxième fois seulement qu'un chef de gouvernement irlandais s'adresse aux parlementaires américains, bien que l'attitude des États-Unis, et surtout les Américains d'origine irlandaise, joue un rôle non négligeable dans la situation de l'Ile.

M. FitzGerald rencontrera vendredi, veille de la Saint-Patrick — la fête nationale irlandaise — M. Reagan. D'autre part, M. Gary Hart, qui, comme le président, a des ancêtres irlandais, vient de déclarer que, s'il était élu, il désignerait un envoyé spécial en Irlande avec mission de résoudre le conflit de l'Ulster. C'est essentiellement, à ces hommes poli-

tiens américains qui, tels le speaker de la Chambre des représentants, M. O'Neill, et le sénateur Edward Kennedy, s'intéressent depuis des années aux affaires irlandaises, que s'adressera le message de M. FitzGerald.

Les dirigeants politiques des communautés irlandaises aux États-Unis, réunis dans un groupe informel, les Amis de l'Irlande, favorables à la réunification de l'Irlande par des moyens pacifiques, sont soumis à la pression des extrémistes. Ceux-ci se trouvent particulièrement dans le NORAID, organisation militante qui soutient la campagne de violence de l'IRA-provisoire en Irlande du Nord et lui fournit une aide financière. NORAID possède un réseau de sympathisants à travers les États-Unis, exploitant les sentiments nationalistes des descendants d'Irlandais colo-

niés par le « bonreau britannique » et ignorant les données de la situation actuelle en Irlande du Nord, où les deux tiers de la population sont des unionistes désireux de demeurer au sein du Royaume-Uni.

A plusieurs reprises, des hommes politiques de Dublin ont provoqué l'indignation de ces militants extrémistes en dénonçant la campagne militaire des « provos ». M. FitzGerald n'a pas fait exception lorsque, dans un discours à New-York, au début de la semaine, il a dénoncé les activités de l'IRA qui, selon lui, ont pour seule conséquence la mort d'innocents. Il a été vivement critiqué par certains représentants de la communauté irlandaise aux États-Unis.

A Washington, M. FitzGerald s'efforcera encore une fois de persuader l'opinion irlandaise aux États-Unis que la réunification de l'Irlande ne peut être réalisée que par la voie pacifique et démocratique. — J. M.

### L'attentat contre le président du Sinn Féin a été revendiqué par une organisation protestante extrémiste

De notre correspondant

Un groupe intitulé Ulster Freedom Fighters (Combattants de la liberté en Ulster) a revendiqué l'attentat contre M. Adams. Il s'agit d'un mouvement qui a la réputation d'être étroitement lié à l'UDA (Ulster Defense Association), la plus grande organisation paramilitaire protestante et la seule structure extrémiste de ce type qui n'ait pas encore été mise hors la loi.

En début d'après-midi, le mercredi 14 mars, M. Adams sortait d'un tribunal où il venait de comparaître pour rébellion à agent. Ce rendez-vous a facilité la tâche de ses adversaires, qui ont rarement l'occasion de connaître ses déplacements, étant donné les précautions dont s'entoure le dirigeant du Sinn Féin, qui se fait l'homme le plus visé de l'Irlande du Nord. En compagnie de quatre personnes, il circulait en voiture dans le centre de Belfast lorsque les occupants d'un autre véhicule ont ouvert le feu. M. Adams a été touché par trois projectiles, mais ses jours ne sont pas en danger.

Aussitôt après la fusillade, des policiers ont arrêté trois hommes dont

l'un était blessé, vraisemblablement par son propre tir ou celui de ses amis, car les membres du Sinn Féin n'étaient pas armés. M. Adams avait souvent réclamé une autorisation de port d'armes, mais elle lui a toujours été refusée. Entre autres menaces, il avait reçu, ces dernières semaines, des lettres contenant des balles de revolver.

Le pasteur Paisley, l'un des principaux leaders unionistes qui réclament depuis longtemps l'interdiction du Sinn Féin et considèrent M. Adams comme le chef direct de l'IRA-provisoire, a déclaré que ce dernier « a récolté ce qu'il a semé », puisque M. Adams a toujours refusé de condamner le recours à la violence.

A Belfast, on redoute des représailles de la part de l'IRA et, dans les milieux catholiques modérés, on craint que cet attentat n'accroisse encore l'audace du Sinn Féin, qui, depuis deux ans, a remporté des succès électoraux au détriment du SDLP (Parti social-démocrate et travailliste), partisan d'une solution négociée.

FRANCIS CORNU.

## Les attaques de camions ont cessé

La situation semblait s'être bien améliorée, ce jeudi matin 15 mars, sur les routes espagnoles, les pêcheurs observant une sorte de trêve dans leurs attaques de camions dans l'attente des résultats du procès intenté aux patrons des deux chalutiers espagnols arraisonnés la semaine dernière par la marine nationale française.

La veille encore, deux ensembles routiers — un français et un norvégien — avaient été incendiés dans la nuit sur l'autoroute Logroño-Saragosse, c'est-à-dire bien au-delà du Pays basque, et une tentative d'incendie d'un poids lourd hollandais avait eu lieu dans la même région. Dans la soirée, deux autres camions français étaient brûlés à Saragosse et sur la route de la Navarre. Ainsi, après deux jours de telles actions, on déplorait la destruction totale de onze camions français et de trois camions norvégiens.

Les organisations professionnelles françaises réagissent très vivement et réclament l'intervention du premier ministre auprès des autorités espagnoles. L'UNOSTRA voyait même dans cette situation « le risque d'une escalade sanglante dont on mesure mal les conséquences au plan national ».

En outre, la police autonome basque avait décidé d'escorter les poids lourds formés en convois de dix à douze véhicules jusqu'aux portes de Bilbao, pour ceux qui cherchaient à gagner le Portugal, et jusqu'à l'entrée de la Navarre pour ceux qui se rendaient à Madrid. Ce jeudi matin, près de trois cents camions avaient déjà bénéficié d'une escorte. En Catalogne aussi, la garde civile appliquait des dispositions de protection renforcées. Enfin, il était recommandé aux routiers français de ne pas circuler de nuit à partir des frontières.

## Une indemnisation quasi automatique pour les véhicules

Depuis le 1<sup>er</sup> mars 1983, les contrats d'assurance automobile, comme les contrats d'assurance multirisques-habitations et bâtiments, comportent une clause d'indemnisation automatique couvrant les dégâts causés par les attentats, sans surprise en ce qui concerne les véhicules. Cette clause ne joue, évidemment, que si les contrats pour les véhicules couvrent le risque d'incendie, ce qui est très généralement le cas pour les camions. En ce qui concerne les marchandises transportées, assujetties à une autre réglementation, celle des transports, le régime d'indemnisation est différent. Le risque d'incendie accidentel est normalement couvert par la police d'assurance, mais le risque d'attentat ou de destruction par émeute est

exclu, à moins d'être couvert par une clause spéciale moyennant surprime. Cette clause est très souvent souscrite par les transporteurs français du sud de la France, qui ont été victimes d'attentats commis sur le territoire national à l'occasion de transport de vins italiens ou de légumes et de fruits espagnols. Reste la mise en cause de la responsabilité de l'Etat. En France, elle ne peut être invoquée, avec indemnisation à la clé que lorsqu'une faute de défaut de protection par les gardiens de l'ordre en cas d'émeute, par exemple. L'attentat isolé, en revanche, n'est pas indemnisé. Quant à l'Espagne, tout dépend des régimes locaux, assez divers.

## A TRAVERS LE MONDE

### Bangladesh

LIBÉRATION DE TECHNICIENS PÉTROLIERS ÉTRANGERS. Trois techniciens étrangers employés par la filiale de la Shell — un Américain, un Néerlandais et un Néozélandais — qui avaient été enlevés le 17 janvier (le Monde du 7 mars) par des guérilleros des Shanti bahini (forces de libération des tribus bouddhistes des monts de Chittagong, ont été libérés après des négociations entre la Compagnie et les ravisseurs, a-on appris, mercredi 14 mars, à Dacca.

### Cameroun

LES PEINES DE MORT CONTRE M. AHIDJO ET SES COLLABORATEURS COMMUNIQUÉES EN « DÉTENTION ». — Le président camerounais, M. Paul Biya, a annoncé, mercredi 14 mars, à Yaoundé, que les peines capitales prononcées le 28 février contre l'ancien président camerounais, M. Ahmadou Ahidjo, et ses deux collaborateurs, le chef d'escadron Ibrahim Oumrour et le capitaine Salatu Adamou, sont commuées en « détention », sans autre précision. Le président Biya a, d'autre part, décidé de faire arrêter toute enquête et toute poursuite judiciaire en cours relative au complot « contre la sécurité de l'Etat » au cours duquel les trois accusés ont été condamnés. M. Ahidjo ne réside plus au Cameroun depuis le 18 juillet 1983.

### Grande-Bretagne

EXPULSION PROCHAINE DE CINQ LIBYENS. — A la suite de la récente série d'attentats à la bombe à Londres et à Manchester, le ministre britannique de l'Intérieur a annoncé, mercredi 14 mars l'expulsion « dès que possible » de cinq ressortissants libyens. M. Leon Brittan, secrétaire au Home Office, a déclaré avoir acquis la conviction, que les cinq Libyens se livraient à des « actes de terrorisme ». D'autre part, quatre ressortissants libyens arrêtés mardi ont été inculpés mercredi par un tribunal de Londres d'usage d'explosifs. — (Reuters.)

### Saint-Marin

UNE COMMUNISTE ET UN SOCIALISTE NOUVEAUX CAPITAINES RÉGENTS. — Une communiste, M<sup>me</sup> Gloria Ranocchini (vingt-sept ans), et un socialiste, M. Giorgio Crescentini (trente-quatre ans), ont été élus, mercredi 14 mars, nouveaux capitaines régents de Saint-Marin par le Conseil grand et général (Parlement) de la plus petite et la plus ancienne république du monde. La République de Saint-Marin, 61 kilomètres carrés, enclavée en Italie à 20 kilomètres de Rimini, sur la côte adriatique, est gouvernée conjointement par deux capitaines régents choisis tous les six mois par un Grand Conseil et par le Congrès d'Etat, composé de onze membres. — (AFP.)

## Pologne

### A LA VEILLE DE LA CONFÉRENCE DU PARTI Le pouvoir affiche sa fermeté à l'égard de l'Eglise

Le primat de Pologne, Mgr Glemp, a invité mercredi 14 mars les autorités à faire preuve de « tolérance » et à reconsidérer leur décision de faire disparaître tous les crucifix qui se trouvent encore dans les établissements d'enseignement. Pour sa première intervention publique depuis son retour d'un long voyage en Amérique latine, le primat, actuellement très critiqué pour sa « mollesse » vis-à-vis du pouvoir, a usé d'un langage un peu plus ferme qu'à l'accoutumée. En même temps, il a justifié son intervention sur cette affaire par le souci de préserver « la paix sociale » qui risque, selon lui, d'être troublée par cette querelle des crucifix. L'affaire, qui s'est cristallisée autour d'un incident dans un lycée agricole de Mietne (le Monde du 9 mars), a illustré la grande résolution des jeunes de la campagne, déterminés à défendre ce qui est, au même titre qu'un symbole religieux, un des derniers signes concrets des « acquis » de Solidarité.

Mardi, le porte-parole du gouvernement avait déclaré que le pouvoir était fermement décidé à faire retirer tous les crucifix des établissements publics, mais de manière « pacifique », « avec le souci d'éviter les conflits ». En même temps, M. Urban avait adressé une mise en garde à propos de cette affaire : « qui n'est pas dans l'intérêt de l'Eglise, ce que des gens en son sein ne comprennent pas ».

La fermeté affichée par le pouvoir, certains termes utilisés par M. Urban, notamment à propos du « cléricalisme combattant », et aussi la surveillance croissante dont sont l'objet certains prêtres, sont à rapprocher de l'ouverture prochaine, vendredi 16 mars, d'une conférence nationale du parti. Déjà au début de l'automne, la préparation d'un plénum idéologique s'était traduite par un renforcement de la polémique avec l'Eglise, ou du moins certains de ses représentants. Cette fois encore, l'équipe dirigeante semble déterminée à montrer qu'elle tient la situation bien en main, d'autant que l'arrivée au pouvoir à Moscou de M. Tchernenko (qui ne passe pas pour un enthousiaste du général Jaruzelski) est susceptible de renforcer la position de ceux qui, au sein du parti, réclament encore plus de fermeté à l'égard de toute forme d'opposition.

Les fortes pressions exercées récemment sur les milieux culturels, la

remise au pas des maisons d'édition, les arrestations qui touchent désormais aussi des écrivains, comme M. Marek Nowakowski, peuvent s'interpréter de la même manière. Mercredi encore, l'un des journalistes polonais les plus connus, M. Dariusz Fikus, un ancien de l'équipe de *Polityka*, a été interpellé. M. Fikus, qui avait démissionné de l'hebdomadaire, alors dirigé par l'actuel vice-premier ministre Rakowski, après la proclamation de l'état de guerre, s'était consacré, avec un certain nombre d'autres journalistes en vue, à la rédaction d'un périodique en principe destiné aux aveugles mais qui a eu depuis de nombreux démentis avec la censure.

### Un succès de Varsovie à l'ONU

Le régime du général Jaruzelski a obtenu, mercredi, un beau succès devant la Commission des droits de l'homme des Nations unies, qui a décidé de renvoyer à l'an prochain l'examen d'un projet de résolution portant sur la situation en Pologne. Cette décision, présentée par Cuba, nous indique notre correspondante à Genève, Isabelle Vichniac, a été adoptée par dix-sept voix contre quatorze (dont la France) et douze abstentions.

Ce résultat est d'autant plus satisfaisant pour Varsovie que le rapport rédigé à la demande du secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, sur la situation des droits de l'homme en Pologne avait frappé par sa remarquable modération. Ce rapport avait été établi exclusivement à partir de documents officiels polonais, alors même que le gouvernement de Varsovie avait, comme l'année précédente, exclu toute coopération et refusé de recevoir les représentants de la Commission.

La presse polonaise a fait la meilleure utilisation de ce rapport en soulignant qu'il insistait sur l'amélioration de la situation des droits de l'homme dans le pays. Cela n'a pas empêché le gouvernement de Varsovie de le déclarer aussitôt nul et non avenue, ce qu'a confirmé le délégué polonais à Genève, ce dernier ayant vu « un sous-produit d'une résolution qui reflète une incompréhension totale des réalités polonaises et interfère dans les affaires intérieures d'un Etat souverain ».

J. K.



Traduction du message publicitaire inséré page ci-contre

Pourquoi le directeur des exportations d'un constructeur automobile italien et son agent suisse lisent-ils le même quotidien de langue anglaise ?

Suisse, Italien, Anglais, Allemand... la nationalité n'a plus guère d'importance dans l'industrie automobile ! La voiture est devenue un produit multinational... les pièces sont fabriquées dans un pays, montées dans un autre, et le produit fini est distribué à l'échelle mondiale. Pour réussir, les cadres dirigeants doivent pouvoir se fier à un quotidien construit dans le même esprit.

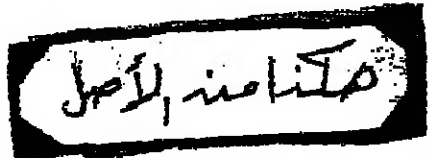
De tous les journaux européens, le *Financial Times* est celui qui emploie la plus grande équipe de journalistes à plein temps. Ce quotidien, dont les rubriques économiques couvrent journalièrement l'Europe, le Moyen-Orient, les États-Unis, le Japon et l'Extrême-Orient, est le premier à paraître. Les articles sont rédigés par des Européens pour des Européens.

Nouvelles du monde, nouvelles des sociétés européennes, tendances du marché, prix, taux de change... l'ensemble de ces informations donne une image complète du marché.

Chaque jour, le *Financial Times* interprète le monde des affaires pour les hommes d'affaires européens. C'est avec lui qu'ils attaquent la journée.

Le *Financial Times*, un langage universel.

Pour plus d'informations sur la façon de recevoir régulièrement le *Financial Times*, appelez-nous.





## Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni le mercredi 14 mars au palais de l'Élysée sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, le communiqué suivant a été publié :

### CONVENTIONS INTERNATIONALES

Le ministre des relations extérieures a présenté au Conseil des ministres quatre projets de loi autorisant l'approbation d'accords internationaux :

- L'accord franco-canadien des 9 février 1981 et 30 juin 1983 sur le transfert des détenus et la surveillance de certains condamnés, à pour objet de permettre, dans un but humanitaire, à un citoyen d'un des deux pays condamné pénale-ment dans l'autre de purger sa peine dans son pays d'origine ;

- Les accords franco-népalais, franco-pakistanaï et franco-irakien des 2 mai, 1<sup>er</sup> juin et 9 juin 1983 sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements ont pour objet de fixer, avec chacun des trois États concernés, le régime des investissements directs effectués par des entreprises ou des particuliers français, au Népal, au Pakistan et en Irak, suivant les principes du droit international fixés dans le cadre de l'OCDE.

### REVALORISATION DES TRAITEMENTS DES PERSONNELS CIVILS ET MILITAIRES DE L'ÉTAT

Le Conseil des ministres a approuvé, sur proposition du secrétaire d'État chargé de la fonction publique et des réformes administra-tives, deux projets de décret concer-nant les propositions faites par le gouvernement en matière de rému-nération des personnels civils et mili-taires de l'État lors de la réunion du 29 février 1984.

Une prime exceptionnelle de 500 francs est allouée à tous les agents publics de l'État et de ses éta-blissements publics en fonction au 31 décembre 1983. Ainsi sera assuré, en application du relevé de conclusions du 22 novembre 1982, le maintien, en 1982 et 1983, du pou-voir d'achat moyen en masse des traitements des fonctionnaires.

Par ailleurs, le niveau des traite-ments bruts de l'ensemble des per-sonnels sera relevé de 1 % à compter du 1<sup>er</sup> avril 1984. Cette revalorisa-tion porte à 4534,71 francs le mon-tant brut et 4022,36 francs le mon-tant net du minimum de traitement en région parisienne (lire page 29).

### LES PROGRAMMES AÉRONAUTIQUES CIVILS

Le ministre des transports a pré-senté une communication sur les programmes aéronautiques civils.

1. - Le lancement officiel du pro-gramme Airbus A 320, décidé par les quatre pays partenaires d'Airbus Industrie, la France, la République

fédérale d'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Espagne, marque un grand succès de la coopération euro-péenne. La France, qui n'a ménagé aucun effort pour y parvenir, se réjouit particulièrement de cette décision.

L'A 320, sera, lors de sa mise en service en 1988, l'appareil le plus moderne de sa catégorie ; il complé-tera la gamme d'Airbus Industrie et ouvrira à ce constructeur l'accès à un marché qui devrait s'avérer le plus important des vingt prochaines années. L'A 320 disposera pour sa motorisation du réacteur CFM 56-4, fruit de la coopération entre la SNECMA et General Electric.

La mise en œuvre de ce pro-gramme est déterminante pour l'avenir d'Airbus Industrie et de la construction aéronautique euro-péenne. Elle contribuera au dévelop-pement de l'emploi, tant chez les grands maîtres d'œuvre comme la SNIAS et la SNECMA, que dans le tissu industriel qui constitue, sur l'ensemble du territoire, les sous-traitants et les équipementiers.

Il. Avec l'ensemble de ces tra-vaux de recherche et de ses pro-grammes (avions de ligne, de trans-port régional et d'affaires, moteurs, équipements, hélicoptères), la construction aéronautique civile française représente un atout essen-tiel pour la maîtrise des technologies de pointe, l'emploi, le développe-ment régional et l'équilibre du com-merce extérieur.

Les efforts entrepris par l'État pour le soutien des programmes et des travaux de recherche fondamen-tale et appliquée, qui en préparent le

succès, seront poursuivis avec toute la détermination nécessaire.

### L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Le ministre de l'éducation natio-nale a rendu compte au conseil des ministres des discussions et des négociations engagées avec les par-tenaires directement concernés par l'évolution des rapports de l'État et de l'enseignement public avec l'enseignement privé.

Conformément aux orientations et à la méthode définies par le conseil des ministres du 21 décem-bre 1983, il a précisé quelles étaient les réactions, les positions et les pro-positions des partenaires à propos des quatre domaines examinés : pro-cédure d'ouverture et de fermeture de classes sous contrat, interven-tion financière de l'État et des collec-tivités territoriales, décentralisation du système éducatif par l'établisse-ment d'intérêt public, statut des maîtres.

Le gouvernement a arrêté sa po-sition pour chacun de ces domaines :

1. - Les mêmes règles seront appliquées chaque année dans les établissements d'enseignement publics et dans les établissements d'enseignement privés sous contrat pour l'inscription des crédits dans des lois de finances et pour l'ouver-ture et la fermeture des classes. La liberté de choix des parents en ce qui concerne l'établissement auquel ils confient leurs enfants sera assu-rée.

2. - Les dépenses de fonctionne-ment des établissements d'enseigne-ment privés sous contrat d'associa-tion seront assurées dans les mêmes

conditions que pour les établis-sements d'enseignement publics et conformément aux compétences res-pectives de l'État et des collectivités territoriales, telles qu'elles résultent de la loi de décentralisation du 22 juillet 1983.

3. - La gestion des deniers publics s'opérera par l'intermédiaire d'une structure légère, l'établisse-ment d'intérêt public, placée au plus près des établissements d'enseigne-ment privés sous contrat, qui conser-veront leur autonomie administra-tive, financière et pédagogique. Ainsi pourront se nouer au meilleur niveau les relations nécessaires entre les partenaires publics et privés. La difficulté de construire ces relations, nouvelles à bien des titres, implique une phase d'expérimentation avant toute généralisation ;

4. - L'ensemble des enseignants des établissements d'enseignement privés sous contrat, qu'ils soient actuellement dans une situation de droit public (dans les établissements sous contrat d'association) ou de droit privé (dans les établissements sous un contrat simple) bénéficie-ront d'un statut contractuel de droit public. Ils pourront, à l'issue d'une période d'expérimentation de six ans, exercer librement une option entre leur maintien dans un statut de contractuel ou la titularisation avec des règles de gestion spécifi-ques. Les enseignants ayant subi avec succès les concours d'accès à l'enseignement public se verront également ouvrir une possibilité de titularisation.

Le ministre de l'éducation natio-nale rendra public sous quarante-huit heures le contenu précis des décisions prises. Les mesures d'ordre législatif feront l'objet d'un projet de loi qui sera soumis au conseil des ministres au mois d'avril (lire page 10).

### LA OU LES SCIENCES POLITIQUES

C'est à tort que nous avons attri-bué un pluriel à l'Association fran-çaise de science politique, à l'oc-casion du compte rendu que nous avons publié sur le colloque consa-cré aux institutions de la V<sup>e</sup> Républi-que dans le *Monde* du 15 mars. Cette association tire en effet sa... singularité du fait qu'elle souhaite promouvoir l'originalité de la science politique.

En revanche, la Fondation natio-nale des sciences politiques tout comme l'Institut d'études politiques, succédant à l'Ecole libre des sciences politiques justifient leur pluriel par l'accueil qu'ils réservent à d'autres disciplines voisines, asso-ciées ou complémentaires, telles que l'histoire contemporaine, le droit public, l'économie politique, etc. En définitive, La Science Politique en cours de formation n'est-elle pas la résultante de plusieurs sciences poli-tiques ? - A. P.

## Le PCF organise un colloque sur la politique industrielle

Le Parti communiste organise, sous l'égide de la revue mensuelle *Economie et Politique*, un forum sur le thème « Développer l'emploi pour réussir la modernisation de l'indus-trie et les mutations technologiques de la France ». Ce colloque s'ouvrira au Parc des expositions de la porte de Versailles à Paris, le vendredi 16 mars à 20 h 30, et se terminera le dimanche 18 mars.

Les débats, dont l'introduction et les conclusions seront assurées par M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du PCF, associe-ront des économistes et des cadres syndicaux communistes et des per-sonnalités non communistes comme MM. Louis Gallois, directeur gé-néral du ministère de l'Industrie, et Bruno Bertz, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *la Vie française*. M. Jack Ralite, ministre délégué à l'emploi, participera au colloque.

## LE MONDE diplomatique

MARS 1984

UN SOCIALISME FRANÇAIS AUX COULEURS DU LIBÉRALISME (Alain Lipietz)

TENTATIVES DE REMODELAGE POLITIQUE EN ITALIE

L'alliance conflictuelle des socialistes et des démocrates-chrétiens (Percy Allum)

Un rôle accru dans le système de défense occidentale (Fabrizio Tonello et Janet Finkelstein)

L'ESPACE, NOUVELLE FRONTIÈRE DE L'EMPIRE AMÉRICAIN

Un coûteux champ de bataille (Vincent Mosco)

L'atout informatique : des trusts à l'assaut du ciel (Herbert I. Schiller)

REBONDISSEMENT DANS LA GUERRE CIVILE AU LIBAN

Les ambitions de la Syrie (Eric Rouleau)

Force et faiblesse de l'opposition

L'ANGOLA ENLISÉ DANS LA GUERRE

Se souvient d'abord. - Une économie prometteuse, et en crise. - Le rôle assigné à FUNITA. - Dans le piège des relations Est-Ouest. (Reportage de Colette Braeckman)

DANS LA HAUTE-VOLTA DU CAPITAINE SANKARA

L'espoir, malgré tout (Jean Ziegler)

L'industrie contre l'emploi : canette de bière ou calebasse de dolo (Bonaventure Traoré)

CHRONIQUE D'UN PASSAGE A LA « SUBVERSION »

Ex-reine de beauté des Philippines, Nelia Sancho parle

JULIO CORTAZAR, UN CRONOPE DANS LES DEUX LABYRINTHES

(Ugné Karvelis)

LE PRIX DE LA SANTÉ Rationaliser la protection sociale

(Claire Brisset)

Quand le payeur s'éveille... (Victor G. Rodwin)

Quelques énigmes qui suggèrent une autre stratégie (Jacques Vallin)

● CAMÉRAS POLITIQUES : « Scarface » et le rêve américain (Ignacio Ramonet, Stéphane Lévy-Klein et Alain Labrousse).

● Crise économique et cultures novatrices (Paul-Henri Chombart de Lauwe).

● L'URSS d'Andropov à M. Tchernenko (Marc Ferro).

● LIVRES : Le capital des multinationales (Patrick Tissier). - De la guérilla contre la modernité (A.L.). - Présentation de modes : le prêt-à-penser (Yves Florenne).

● La langue servie par la science et l'industrie (Bernard Cassen).

● Oman, la stabilité retrouvée (supplément).

EN VENTE : 11 F. CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX ET AU « MONDE »

5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

## Polémique autour de la commémoration du cessez-le-feu en Algérie

Une délégation de la Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc, Tunisie (FNACA), conduite par Wladislas Marek, président national, a été reçue à l'Élysée, mercredi 7 mars, par M. François Mitterrand.

L'entretien a porté essentiellement sur l'hommage à rendre aux morts civils et militaires de la guerre d'Algérie, cérémonie que la FNACA organise chaque année le 19 mars, date anniversaire du cessez-le-feu.

La FNACA, faisant état du récent sondage affirmant que 67 % des Français approuvent le choix de cette date (le *Monde* du 18 février), a sollicité du chef de l'État la parti-cipation à cette cérémonie des auto-rités civiles et militaires, à Paris et dans les départements. Des instruc-tions ont été données dans ce sens. Dans la capitale, la cérémonie de ravivage de la flamme sous l'Arc de triomphe aura lieu lundi 19 mars, à 18 heures (rendez-vous à 17 h 30, angle de la rue Balzac et de l'avenue des Champs-Élysées).

A l'issue d'un conseil national, qui vient de se réunir à Montpellier, la Confédération du Recours a décidé d'opposer symboliquement au choix du 19 mars comme date commémo-

rative du cessez-le-feu en Algérie, celle du 26 mars 1962, qui rappelle la fusillade de la rue d'Isty à Alger (où une cinquantaine de Français partisans de l'Algérie française ont été tués par les forces de l'ordre).

Le Recours veut ainsi condamner la campagne de la FNACA tendant à relancer ce qu'il qualifie d'« in-décence commémorative des accords d'Évian » (conclus le dimanche 18 mars 1962 entre le FLN et le gouvernement français).

Il proteste aussi contre la mani-festation prévue le 19 mars place de l'Étoile à Paris. Dans cet esprit, la proposition de M. Jacques Roseau, porte-parole du Recours, de réaliser dans un site du Midi un mémorial dédié à pérenniser « le martyrolo-gue des centaines de victimes du 26 mars 1962 à Alger et du 5 juillet 1962, date du massacre d'Européens à Oran ».

Le Recours a créé une fondation pour ce mémorial (Maison des rapatriés, 36, rue Pilot, Montpellier).

L'Association Jeune Pied Noir, dans une lettre ouverte au président de la République, proteste elle aussi contre cette commémoration du 19 mars 1962.

# LIBERTÉ : QUITTE OU DOUBLE ?

La Liberté recule dans le monde et ici-même. Il ne suffit pas de préserver ce qu'il en reste. A jouer « quitte », la liberté perdrait. Elle ne peut l'emporter qu'en doublant sa mise. De nouveaux domaines devront lui être ouverts, car elle est la seule réponse aux exigences du monde moderne. Il n'y a pas de thème de réflexion plus utile, plus urgent ; de combat plus évident pour l'homme.

## DINER-DEBAT

organisé par le C.I.E.L. (Comité des Intellectuels pour l'Europe des Libertés), avec la participation de l'A.L.E.P.S., de République et Démocratie, du C.E.C.I., du Club Condorcet, animé par Alain RAVENNES, avec Eugène IONESCO, le Général Guy MERY, Michel CROZIER, Paul ESTIENNE, Jacques GARELLO, Patrick POIVRE D'ARVOR, Philippe SOLLERS, Emmanuel LE ROY LADURIE, Jean-Marie DOMENACH.

LE 27 MARS A 19H45

A L'HÔTEL MERIDIEN

81, bd Gouvion St Cyr - 75017 Paris



Comité des Intellectuels pour l'Europe des Libertés

Invitation à retourner au C.I.E.L. - 30 rue Saint Dominique - 75007 PARIS - Tél. : 556.13.70.

(Le nombre de places étant limité, il est indispensable que vous nous adressiez très rapidement vos demandes d'invitation avec votre participation aux frais : 120 F par personne.)

Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre du C.I.E.L.

M., Mme, Mlle, \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Téléphone \_\_\_\_\_ Profession \_\_\_\_\_  
Nombre de places \_\_\_\_\_ soit \_\_\_\_\_ x 120 F = \_\_\_\_\_



# Le Monde

# politique

## LE PCF ET LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

### L'enjeu du scrutin est d'abord national

Le conseil national du Parti communiste, réuni mardi 13 et mercredi 14 mars à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), a adopté à l'unanimité la liste des quatre-vingt-un candidats présentés par le PCF aux élections européennes. Conduite par M. Georges Marchais, elle comprend dix membres du bureau politique et vingt-quatre membres du comité central (Le Monde du 18 février).

La discussion, ouverte par le rapport de M. René Piquet, mardi à huis clos, s'est poursuivie mercredi en présence de la presse (Le Monde du 15 mars). Après s'être déclaré hostile à l'élection d'un président d'Europe, au renoncement à la règle de l'unanimité, à l'élargissement à l'Espagne et au Portugal, et au principe d'une défense commune, M. Guy Hermier, député des Bouches-du-Rhône, a mis l'accent sur « la dimension nationale de l'enjeu » du scrutin en observant que « la droite a décidé d'en faire un

posent au pays ». Considérant l'entreprise comme le « lieu décisif pour mener le combat », M. Gayssot a indiqué que sept cents secrétaires d'entreprise se réuniront le 24 mars, à Ivry, en présence de M. Marchais.

Après que M. Francis Wurtz, membre de l'Assemblée des communautés européennes, eut souligné la cohérence entre les luttes menées par le PCF sur le terrain national et européen, M. Claude Popereau, membre du bureau politique, a invité les deux mille cellules du parti à prendre des initiatives, et M. Gustave Ansart, président de la commission de la production de l'Assemblée nationale a souhaité que les communistes engagés un « vaste porte à porte » pour la campagne électorale.

Concluant les débats, M. Georges Marchais a indiqué que le scrutin du 17 juin offre l'occasion d'exiger la mise en œuvre d'une nouvelle politique communautaire. Après avoir observé que l'Europe actuelle est

Après avoir affirmé que la gauche peut « réussir le changement et gagner », M. Marchais a invité à la lucidité. Si beaucoup a été fait, « des problèmes de la plus haute importance restent à résoudre », a-t-il indiqué, avant de citer l'emploi, le pouvoir d'achat, et l'école. Pour M. Marchais, « les conditions politiques » permettent de se fixer l'objectif d'un bon résultat, notamment parce que le mode proportionnel ne permet pas d'exercer « le chantage au vote utile ». Enfin, il a insisté sur la nécessité de la mobilisation d'« absolument tous les communistes ».

### A Antenne 2 : le gouvernement doit faire plus et autrement

Invité du journal d'Antenne 2, mercredi soir 14 mars, M. Georges Marchais s'est déclaré « d'accord » avec la formule de M. Pierre Mauroy, qui avait souligné, la semaine



moyen pour porter un coup d'arrêt - à la politique engagée en 1981 et - un tremplin pour la reconquête du pouvoir ». Puis il a expliqué que s'il y avait mécontentement, c'est en raison de la dégradation de la situation économique et sociale, des obstacles mis par la droite et le patronat, des illusions exprimées dans le vote de 1981 confrontées aux réalités, et aux interrogations sur la concordance entre les orientations de la politique gouvernementale et les engagements pris en 1981. « Ici et là on sent bien le pessimisme, la tendance à baisser les bras, à attendre », a-t-il constaté avant d'affirmer que s'il y a une mobilisation de la droite il n'y a pas « razzia » de la droite et il y a encore des possibilités de marquer des points et d'avancer encore ».

« profondément malade de la crise », qu'elle « accroît les difficultés des travailleurs, programme des liquidations industrielles, gonfle le chômage (...), contribue à l'élimination de nombreuses exploitations agricoles familiales, au sacage des richesses de nos régions (...) [et] se soumet aux directives des multinationales et s'abaisse devant la toute-puissance du dollar ». M. Marchais a noté que la droite « veut profiter de ces élections pour aller encore plus loin dans cette voie catastrophique ».

Pour M. Marchais « voter pour la liste présentée par le PC, ce sera dire non à l'Europe actuelle, à l'Europe de la crise et de la répression, qui à une politique communautaire nouvelle, à l'Europe des peuples et du progrès ». Il a ajouté : « Au-delà de ce problème, la question cruciale posée par ce scrutin, l'enjeu primordial, essentiel, est national. Le rapport des forces politiques, que leur résultat traduira, aura de grandes conséquences pour la réussite ou l'échec du changement. Il influera grandement sur le cours des choses... C'est ce qui explique le comportement de la droite, dom l'objectif, dit-il, est clair : c'est la reconquête du pouvoir le plus vite possible. » La droite, selon lui, veut transformer ces élections en référendum, et elle entend « mettre en cause la validité du mandat que la gauche a reçu en 1981 pour gérer la France selon un programme précis ». C'est ce qui explique aux yeux du secrétaire général du PCF « la sourdine » aux ambitions contradictoires de leurs chefs « mise par les partis de droite ».

derrière, la nécessité pour le PCF de ne pas dépasser un certain « seuil » dans la critique du gouvernement. « Il y a un seuil qu'il ne faut pas dépasser ni dans un sens ni dans l'autre, a dit M. Marchais. Il ne faut pas de surenchère sur les engagements du président de la République, mais il faut aussi ne pas renoncer aux engagements pris. Nous sommes d'accord sur ce que nous avons fait ensemble, et nous avançons une série de propositions pour résoudre les problèmes existants... Il faut faire plus, et, même, il faut faire autrement sur les questions décisives de l'emploi et du pouvoir d'achat, pour tenir les engagements de 1981 ».

Interrogé sur le contenu de l'entretien qu'il avait eu le 17 février avec M. François Mitterrand, M. Marchais a déclaré : « J'ai dit au président de la République : si nous ne mettons pas en œuvre une grande politique industrielle, qui ne soit pas tournée vers des fermettes d'entreprises et des licenciements, mais vers des créations d'emplois, la croissance (...), si nous ne développons pas cette grande politique industrielle, nous échouons. J'ai ajouté un deuxième point : il faut dégager des moyens financiers. Ils existent. Il y a des profits énormes. On spéculait, on exportait des capitaux à l'étranger. C'est dans cette voie-là qu'il faut avancer en s'appuyant sur les travailleurs ».

Le secrétaire général du PCF a précisé, parlant de M. Mitterrand : « A aucun moment il ne m'a dit que je dépassais le seuil des accords que nous avions conclus ». M. Marchais a ajouté : « Il ne suffit pas d'être incantatoire, il faut être réaliste. C'est dans la mesure où la gauche va apporter des solutions aux problèmes qui provoquent des désillusions que nous allons reconstruire [un] élan majoritaire ».

### Y AURA-T-IL UNE LISTE DE CENTRE-GAUCHE ?

#### Jean-François Kahn hésite Olivier Stirn se décide...

La candidature de M. Jean-François Kahn pour conduire une liste aux élections européennes continue de recueillir la faveur tant de M. Olivier Stirn que de M. Brian Lalonde et des radicaux de gauche. Toutefois, les « hésitations » du journaliste considérant qu'il n'est pas « le mieux placé » et estimant qu'il « a échoué » en ne réussissant pas à attirer sur le projet des personnalités « extérieures » sont diversement interprétées.

De son côté, le bureau national du MRG, réuni mercredi 14 mars en fin d'après-midi, a donné mandat à son président de continuer les conversations avec M. Jean-François Kahn, de poursuivre la tentative de constitution d'une liste de rassemblement et de rencontrer le Parti socialiste. La direction du parti, qui avait décidé d'avancer du 24 au 17 mars la réunion du comité directeur chargé d'arrêter définitivement la position du mouvement, espère convaincre M. Jean-François Kahn, qui reste à ses yeux « la bonne solution », d'autant que les négociations menées avec les différents intéressés avaient abouti à un accord sur l'ordre de présentation de la liste, les radicaux de gauche acceptant de ne figurer qu'en quatrième position, après MM. Stirn et Lalonde.

**MONTOUT**  
La griffe d'un Maître  
« Son décor dans la salle de bains... »  
19, rue de la Liberté  
94000 CHAMPIGNY S/MARNE  
Tél. : 803-21-28

## A LA MUTUALITÉ

### La « libération » selon M. Jean-Marie Le Pen

La Mutualité s'applaudit elle-même avec les pieds. Est-ce l'éclosion de « la longue, la très longue marche » du courant national de renouveau qui met ainsi la salle en trépas ? Est-ce le bonheur d'être si nombreux, trois mille cinq cents personnes, à concélébrer ainsi l'Europe des patries, la vraie, « la seule, l'Europe chrétienne » ?

Jean-Marie Le Pen a fait un tabac, mercredi soir, à Paris, dans cette salle qui rassemblait un échantillon détonnant de ce que Jean-Pierre Stirbois appellera dans une allocution au moment : « La France du bon sens ». Ils étaient là, en effet, les Français de bon sens, gens d'« un pays en crise qui a besoin d'un vrai responsable ». Et qui l'ont assurément trouvé, entre une entrée en fanfare sur le Nabucco de Verdi, version virile, pas version Mouskouri ou versailloise, et une sortie à la Marseillaise.

« Je ne suis pas un homme de gauche », dit-il, « mais je suis un homme de droite ». Il faut aussi se battre pour la liberté d'entreprise, la liberté de la presse, la liberté d'expression. Il faut se battre pour « les élections européennes, évidemment d'une gravité inouïe ». Test national bien sûr, puisqu'il permettra au courant national d'échapper au

« piège permanent du vote utile », « test international » aussi, dira Jean-Marie Le Pen « sur la volonté de l'Europe de résister par tous les moyens à la menace soviétique ou à la menace de la décadence ». Malgré les « magouilles », malgré « la totale ingérence des médias », le Front national entend bien se faire entendre. Pour prouver la « nécessaire reconnaissance de l'Europe avec elle-même ». Pour expliquer que « l'Allemagne n'a pas la responsabilité exclusive de la deuxième guerre mondiale ni des horreurs qui y sont liées ». Pour souhaiter « l'entrée du Portugal et de l'Espagne, mais le moment venu seulement, car il faut déjà marcher à dix avant que d'essayer de marcher à douze ». Bref, pour dire qu'il faut construire l'Europe mais d'abord en reconstruisant la France, almer l'Europe mais en aimant les Français d'abord ».

Qu'il affirme, dans une conclusion musquée qu'il n'y aura pas d'Europe sans soldats ni héros. Et jurer, sous les vivats de la salle que « l'Europe n'oubliera pas les nations sœurs victimes du communisme ».

PIERRE GEORGES.

### Soldats et héros

Une liberté ? Toutes les libertés ! « Car on ne se bat pas pour une pièce, fut-elle neuve, sur un pantalon pourri ». Il faut aussi se battre pour l'école publique devenue un enseignement confessionnel et non pas laïc (...), contre ce clercisme marxiste, voilà l'ennemi !... Il faut aussi se battre pour la liberté d'entreprise, la liberté de la presse, la liberté d'expression. Il faut se battre pour « les élections européennes, évidemment d'une gravité inouïe ». Test national bien sûr, puisqu'il permettra au courant national d'échapper au

## L'OPPOSITION ET LES ÉLECTIONS PARTIELLES

### Unité...

MM. Bernard Pons, secrétaire général du RPR, François Léotard, secrétaire général du PR, et Philippe Malaud, président du CNL, ont présidé un rassemblement de soutien mercredi 14 mars à la liste d'opposition qui se présente à l'élection municipale partielle du dimanche 18 mars à Combe-sur-Loire (Névre).

« Nous sommes à quatre jours de la défection de Combe, libération de la condition sociale communiste », a déclaré M. Malaud devant un public estimé à cinq cents personnes. Il a ensuite stigmatisé « une certaine fatalité marxiste attachée au gouvernement et aux municipaux ».

politisé comprenant des élus communistes » ainsi qu'« une certaine bourgeoisie de gauche ».

M. Léotard a affirmé que les victoires de l'opposition dans les élections partielles, ces derniers mois, sont « la preuve que le PS est devenu un front impopulaire ». M. Pons a exprimé sa satisfaction de voir décrocher les villes françaises passer une à une à l'opposition et a rendu hommage à la magistrature qui, dans le dédale des nombreuses irrégularités de scrutin, s'est montrée courageuse et indépendante en respectant la gravité des atteintes à la légitimité du suffrage universel.

### ...et zizanie

Avant la réunion de Combe-sur-Loire, le PR a, par le voix de son secrétaire général, M. François Léotard, protesté contre les mauvaises relations avec certains militants du RPR et l'esprit de domination dont ces derniers font preuve ici ou là à l'occasion des scrutins partiels en préparation.

Il faut mettre la volonté d'entente « en pratique sur le terrain », souligne M. Léotard, qui précise : « Les incidents à l'encontre des militants UDF qui marquent désagréablement depuis quelques jours les campagnes électorales du Val-de-Marne (Vincennes-Fontenay) et de l'Essonne (Vigneux) ne peuvent pas être tolérés. J'ai pris aujourd'hui contact avec Bernard Pons pour lui demander, puisque je sais bien qu'il partage mon sentiment, que des instructions soient données aux candidats et aux militants afin qu'ils puissent assurer calmement et sereinement la tâche d'application démocratique qui est la leur ». Le RPR n'entend pas répondre à ces critiques qui sont, selon le parti de M. Chirac, mineures et ne portent que sur des cas isolés où la suprématie de l'opposition paraît de tout façon assurée.

## DANS L'AIN

### Une affaire de pression électorale en correctionnelle

(De notre correspondant.)  
Lons-le-Saunier. — M. René Jaud, quarante-huit ans, gérant de la société GMY d'Oyonnax (Ain), spécialisée dans le traitement des matières plastiques, et dont une usine s'étendait il y a quelques années dans le village de Viry, à la lisière du Jura et de l'Ain, était poursuivi, mercredi après-midi 14 mars, devant le tribunal correctionnel de Lons-le-Saunier (Jura), sur le fondement des articles L.113 et L.116 du code électoral pour avoir usé de manœuvres frauduleuses tendant à porter atteinte à la sincérité du scrutin.

blique, au regard de la mise à pied de M. Riard, survenue trois jours seulement après le premier tour, et du licenciement significatif le 15 mars au terme de quatre années de rapports professionnels cordiaux avec M. René Jaud, n'hésita pas à déclarer qu'à Viry « on a assisté à un front commun des milieux industriels contre la liste opposée à celle du maire sortant ». La défense, qui a mis une telle accusation, a estimé, pour sa part, que l'on a voulu faire « un coup poud'honnor » en mobilisant M. Obodet. L'affaire a été mise en délibéré. Jugement le 9 mai.

### MANIFESTATION ANTIRACISTE A PARIS

Aux cris de « Le racisme ne passera pas ! », un peu plus d'un millier de personnes rassemblées par une dizaine d'associations d'immigrés et d'organisations d'extrême gauche pour protester contre la tenue dans la soirée du meeting du Front national à la Mutualité ont manifesté mercredi 14 mars à Paris.

### Élection cantonale de Vincennes-Fontenay-Nord

Deux candidats de l'opposition s'affrontent pour le second tour de l'élection cantonale partielle de Vincennes-Fontenay-Nord (Val-de-Marne) qui aura lieu le 18 mars : MM. Baloup et Tryzna (RPR). Le Front national, dont le candidat avait recueilli au premier tour 10,78 % des suffrages exprimés, invite ses électeurs à voter pour M. Baloup. La candidate du CDS, M<sup>me</sup> Domeiolet appelle, en revanche, à titre personnel, à voter pour M. Tryzna. Le CDS apporte son soutien à M. Baloup.

### Le Conseil d'Etat a estimé que

compte tenu du faible écart des voix séparant les deux listes (64 voix), cette diffusion constituait une manœuvre de propagande de nature à altérer la sincérité du scrutin.

مكتبة



(PUBLICITÉ)

# LA MÉMOIRE COURTE

● **Nous citoyens français,** respectueux des lois de la République, des institutions et du principe de l'alternance, n'acceptons pas, n'accepterons jamais, que la Liberté serve de couverture aux hommes de la droite et de l'extrême droite.

● La Liberté est le bien de tous les Français et d'abord de ceux qui, avec la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, l'ont inscrite en 1789 après les luttes séculaires contre l'autoritarisme des monarques de « droit divin », aux frontons des édifices publics avec les mots d'Égalité et de Fraternité.

● Nous n'acceptons pas, nous n'accepterons jamais, qu'une entreprise de désinformation menée systématiquement par des groupes de presse, relayée et amplifiée par des médias complaisants, défigure cette réalité.

● Nous n'acceptons pas, nous n'accepterons jamais, que l'opinion de gauche et ses valeurs soient étouffées dans ce pays par des manipulateurs.

Même là où elle est battue, la gauche approche toujours 50 %. Mais Draguignan est perdu dans l'éclat des médias. Étamper et Ouistreham sont conservés par la gauche le dimanche suivant dans la discrétion des organes d'information. Nous ne voulons réveiller aucun des démons qui ont poussé au cours de leur histoire les Français à la violence. Mais nous n'accepterons pas, nous n'accepterons jamais, d'en être les victimes consentantes.

**Nous voulons rétablir la vérité.**

● Car nous n'acceptons pas, nous n'accepterons jamais, que ceux qui ont créé ici des tribunaux d'exception, utilisé les polices parallèles et la torture, conduit et exalté les guerres coloniales, provoqué à Paris même la mort de dizaines de manifestants, viennent nous donner des leçons de Liberté.

● Nous n'accepterons pas, nous n'accepterons jamais, que ceux qui ont introduit ici pour la première fois dans notre système juridique la responsabilité collective et fait voter la loi « Sécurité et Liberté » puissent nous donner des leçons de Droit.

● Nous n'acceptons pas, nous n'accepterons jamais, que ceux qui ont muselé les radios privées, laissé l'argent dominer la presse écrite en contradiction avec les Ordonnances de 1944, fait régner dans le service public de l'information (radio, télé) l'ordre politique viennent nous donner des leçons de pluralisme.

● Nous n'acceptons pas, nous n'accepterons jamais, que ceux qui ont, en 1959, contre le vœu de plus de dix millions de laïques, imposé des lois d'aide à l'enseignement privé sans négociation, viennent nous donner des leçons de tolérance.

● Nous n'acceptons pas, nous n'accepterons jamais, que l'on utilise les excès et les aberrations de la Révolution française pour condamner cette période de notre histoire. Devrions-nous, nous aussi, rappeler d'autres injustices, d'autres persécutions.

Et si l'on nous parle de Robespierre et de Saint-Just, devrions-nous nous souvenir des Dragonnades, de l'affaire Calas. Et pourquoi pas de l'Inquisition, de la Révocation de l'Édit de Nantes et du supplice de la roue ?

● Nous sommes les fils de la Révolution française et de la République. Notre capitale, hier comme aujourd'hui, en 1789 comme en 1871, ce n'est pas Versailles. Et ça n'a jamais été Vichy. Et nous n'admettons pas que l'on vienne nous donner des leçons d'histoire.

Nous n'acceptons pas, nous n'accepterons jamais, que, sous couvert de « révision », de réconciliation, on efface la réalité sanglante de la collaboration.

● Nous sommes du côté de la Résistance contre les miliciens et les collaborateurs. Avec Jean MOULIN et DE GAULLE, contre LAVAL et PÉTAINE, avec MANOUCHIAN et VERCORS, contre DARNAND et MAURRAS.

Nous n'acceptons pas, nous n'accepterons jamais, que soit effacé des mémoires le souvenir de l'holocauste des déportés et des martyrs de la Liberté, ceux de Châteaubriant et du Mont-Valérien, pas plus que nous n'oublierons les bourreaux et leurs complices.

● Nous n'acceptons pas, nous n'accepterons jamais, la désinformation qui consiste à présenter la gauche française comme dangereuse pour les libertés alors que toute son action depuis mai 1981 (abolition des tribunaux d'exception, suppression de la peine de mort, autorisation des radios privées, Haute Autorité, etc.) prouve qu'elle n'a pas renoncé à ses combats pour la Liberté. Tant mieux si d'autres familles de pensée animent ces mêmes combats et sont prêtes à défendre elles aussi la Liberté.

● **La France est un pays pluraliste et démocratique.** Ses diversités sont sa richesse. Nous ne prétendons pas être toute l'histoire de France et toute la réalité d'aujourd'hui.

Mais nous n'acceptons pas, nous n'accepterons jamais, qu'un ancien président de la République ait recours à la vulgarité pour parler de ceux qui nous gouvernent aujourd'hui et qu'un ancien ministre tienne le même discours qu'un agitateur d'extrême droite. Pas plus que nous ne tolérons que l'on compare notre pays à la Pologne et que l'on caricature avec des traits antisémites des ministres de la République.

On ne nous étouffera pas. Qu'on le sache.

Nous n'avons pas la mémoire courte. Nous n'oublierons pas qui nous sommes, d'où nous venons et d'où viennent nos adversaires. Nous ne transigerons pas avec la devise toujours vivante : Liberté - Égalité - Fraternité.

Nous sommes les héritiers de ceux qui ont fondé dans ce pays en 1792 la République.

Nous assumons tout notre passé. Nous sommes la Gauche française. Et nous en sommes fiers,  
QU'ON SE LE DISE !  
Pour notre part, nous ne cesserons de le répéter.

La Mémoire courte  
(Association loi 1901)  
B.P. 433, 75233 PARIS Cedex 5.

SIGNEZ CE TEXTE, REPRODUISEZ-LE, ADHÉREZ A « LA MÉMOIRE COURTE ».

(Cet encart publicitaire est payé par les contributions d'un groupe de femmes et d'hommes de gauche.)



Le Monde

# société

## LES PROPOSITIONS GOUVERNEMENTALES SUR L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

### Les maîtres du privé auraient un statut plus avantageux sans être obligés de devenir fonctionnaires

M. Alain Savary a respecté le calendrier fixé par le chef du gouvernement. S'il a différé de quarante-huit heures la publication plus précise des orientations gouvernementales qui serviront de trame aux futurs textes législatifs et réglementaires sur les quatre points discutés, c'est que des ajustements sont encore nécessaires. Des points d'ombre subsistent sur le statut des personnels. Nul doute que d'ultimes conversations officielles sont en cours.

Si l'accord a été relativement rapide sur les deux premiers points (les règles d'inscription au budget des crédits destinés aux créations de classes et le financement des établissements privés par les collectivités territoriales), les esprits ont évolué en extrême de part et d'autre sur les deux questions les plus controversées : l'établissement d'intérêt public (EIP) et le statut des enseignants.

● **L'ÉTABLISSEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC.** — A propos de cette structure de concertation et de répartition des fonds aux établissements qu'il regroupe, l'enseignement catholique craignait la main-mise du pouvoir sur les établissements. M. Savary a donc apporté des précisions et des modifications : les établissements regroupés par un EIP disposent non seulement de l'autonomie administrative et pédagogique mais aussi financière. La puissance publique (État et collectivités territoriales) y disposera de la majorité au conseil d'administration, mais les représentants des établissements privés auront un droit d'initiative notamment pour la création de services communs. Dans tous les cas, les décisions seront adoptées par une majorité qualifiée des deux tiers. Enfin le ministre pourrait annuler vendredi que, si le contrat

simple n'existe plus, le contrat collectif d'EIP ne supprimera pas le contrat d'association passé individuellement entre chaque établissement, l'État et la collectivité compétente.

● **LE STATUT DES ENSEIGNANTS.** — Même méthode pour le statut des enseignants à propos desquels quatre types de critiques ont été formulées :

- 1) Proposer aux maîtres de devenir fonctionnaires sans régler l'avance de tous les autres renforcerait la multiplicité déjà contestable des catégories ;
- 2) Donner cette chance aux personnels qui sont actuellement les mieux traités est une injustice sociale ;
- 3) Mettre brutalement en place sans expérimentation des règles de gestion spécifiques est dangereux ;
- 4) La titularisation étant devenue un symbole sur lequel les deux camps se sont crispés, il a été recommandé au ministre d'étaler cette perspective dans le temps pour apaiser les passions.

#### Une commission de gestion

Compte tenu de ces remarques, M. Savary a déjà annoncé que les maîtres contractuels de droit public pourraient opter, s'ils le souhaitent, pour un statut de fonctionnaire après six années. Il devrait préciser vendredi quelles pourraient être les règles de gestion spécifiques des personnels en fonction de ce nouveau statut. Une commission comprenant, d'une part, des représentants des chefs d'établissements et des personnels des établissements privés, d'autre part, des repré-

sents de l'administration serait chargée de cette gestion, et notamment des affectations, mutations et de l'avancement. En conséquence le chef d'établissement choisirait ses enseignants parmi trois propositions faites par cette commission avec une priorité de réembauche pour les maîtres de l'enseignement privé sans emploi. La composition de cette commission n'est pas encore déterminée.

Le statut de contractuel de droit public offre aux intéressés une garantie de l'État — qui organise leur statut — contre l'arbitraire et, pour les auxiliaires, une augmentation de salaire. Il implique aussi que ces contractuels soient recrutés par l'État, et donc nommés par un représentant du ministre de l'Éducation nationale.

Le « caractère propre » sera préservé par le nouveau statut, mais il manquera toujours aux bénéficiaires la garantie d'emploi et le régime de retraite plus avantageux dont bénéficient les fonctionnaires.

Cependant la gestion des contractuels de droit public ne serait pas séparée de celle des fonctionnaires (ils sont déjà huit cents dans l'enseignement privé aux termes de la loi Debré). Cette gestion relèverait de la même commission mais aussi de la commission administrative paritaire compétente pour l'ensemble du corps des fonctionnaires de l'enseignement public. Pour que l'expérience soit concluante, le ministre souhaite disposer d'un « stock » plus important de fonctionnaires ; c'est pourquoi il propose aux maîtres agréés et certifiés du privé (ils sont deux mille cinq cents) de devenir fonctionnaires s'ils le souhaitent et comme la législation actuelle le permet déjà.

CATHERINE ARDITTI.

### Un compromis historique ?

« Historique », le compromis proposé par la gauche, au prix d'un recul, à l'enseignement privé ? Il est, pour le moment, plus modestement « honnête », dans l'esprit de M. François Mitterrand, qui a utilisé ce qualificatif devant le conseil des ministres, mercredi 14 mars.

Bien qu'il faille attendre vendredi pour connaître le détail des dispositions retenues par le gouvernement, les grandes lignes d'un éventuel « compromis » telles qu'elles ont été exposées au terme du conseil des ministres indiquent que le gouvernement a fait à l'enseignement privé des concessions de taille. Elles sont au moins considérables comme telles et approuvées par l'ensemble des ministres : obligation faite aux communes de financer les écoles privées ; avantages de la fonction publique accordés aux enseignants du privé qui le souhaitent sans pour autant que leurs chefs d'établissement subissent les contraintes imposées au public par l'État.

M. François Mitterrand, qui, pendant sa campagne électorale de 1981, souhaitait sur ce sujet « convaincre sans contraindre », s'est assuré, mercredi, de la cohésion du gouvernement sur cette démarche et son objectif. Au terme d'un « tour de table », il a obtenu la confirmation que tous les ministres s'accordent sur la nécessité de rechercher le « compromis historique » tant souhaité, quitte à subir le mécontentement des laïques. M. Charles Fiterman, chef de file des ministres communistes, a indiqué à ce propos qu'il avait toujours tenu l'idée d'un service public unifié de l'enseignement — avancée dans les cent dix

propositions du candidat Mitterrand — pour « utopique ».

Tous admettent l'analyse exprimée par le président de la République selon laquelle un refus par l'enseignement catholique des concessions offertes serait le signe que certains de ses représentants veulent en fait la guerre.

« Honnête », ce compromis proposé ? Cela se discute, et c'est justement l'objet d'ultimes négociations sur le statut des enseignants. Si l'on en croit Mgr Villot, président de la conférence épiscopale, la hiérarchie catholique ne veut pas la guerre, bien que la paix scolaire ne se négocie pas à « n'importe quel prix ».

« Honnête ? » Les laïques répugnent à le croire, qui ont le sentiment d'avoir été lésés. La traduction politique de leurs réserves ressemble pourtant à une bataille d'arrière-garde, si l'on en croit la tonalité des débats, mercredi soir, au bureau exécutif du parti socialiste. « Les laïques aussi ont leurs problèmes de conscience », a dit M. Jean Popereau, numéro deux du PS, comme en écho aux propos tenus en privé par M. François Mitterrand, qui confie : « Je veux bien violenter les banquiers, mais je ne veux pas violenter les consciences ».

« Historique », le compromis ? Il le sera, s'il est réalisé, dans l'esprit du gouvernement, de M. François Mitterrand et de la hiérarchie catholique. C'est l'évidence. Le pouvoir cherche à tracer, selon les termes utilisés par M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, une « perspective historique qui ne soit pas remise en cause tous les quatre ou

cinq ans ». Les évêques considèrent comme une « tâche d'urgence prioritaire » l'organisation « stable et complète » du système scolaire.

Il le sera aussi par la démarche choisie : elle se situe dans la ligne tracée par les socialistes dès 1981, celle du compromis avec les forces économiques et sociales qui lui sont hostiles. Mais cette logique suppose — les socialistes l'avaient fort bien marqué lors de leurs congrès de Valence, à l'automne 1981 — que le pouvoir soit en état, au bout du compte, d'imposer les termes avantageux pour lui du compromis recherché. En 1981, M. Mitterrand et le gouvernement étaient en position de « violenter les banquiers ». En 1984, bien qu'il ne s'agisse pas de « violenter les consciences », ils ont montré, d'hésitations en reculs, qu'ils sont contraints de tenir compte d'un rapport de forces inversé.

« Historique », le compromis le sera enfin s'il révèle que la gauche peut s'entendre avec une partie de l'opinion qui lui est hostile, pardessus la tête des dirigeants de l'opposition qui aspirent à la représenter. Jusqu'à présent, le front entre les partis d'opposition et les revendications catégorielles qu'ils ont encouragées n'a jamais été rompu. Le règlement éventuel de la querelle scolaire peut offrir cette occasion. L'opposition est trop radicalement engagée, au côté des défenseurs de l'école privée pour ne pas paraître « trahie » par un accord qui la contraindrait soit à la contester, soit, elle aussi, à reculer.

JEAN-YVES LHOMEAU.

#### A ANTONY

### Une école privée qui veut devenir publique

Pas banale l'école nouvelle d'Antony ! École privée portaise d'un projet éducatif fort, elle se démarque des établissements catholiques qui exigent du gouvernement le respect de leur indépendance. Couverte par un conseil d'administration où siègent fondateurs, professeurs et parents, elle applaudit les tentatives de M. Alain Savary pour rapprocher le secteur privé du secteur public. Mieux encore : elle demande que ses maîtres deviennent fonctionnaires et souhaite être associée à un établissement public. De quoi faire dresser les cheveux sur la tête aux partisans de l'école « libre ».

C'est pourtant le mot « libre » et ses substantifs qui reviennent sans cesse dans les propos de Nina Rist, fondatrice de l'école nouvelle avec son mari Noël. C'est parce qu'elle souffrait à l'école alsacienne de Paris d'un manque de liberté qu'elle l'avait abandonnée en tant qu'enseignante. « Excellente école mais inévitablement rigide en raison de ses effectifs... un seul manuel pour tous... un seul horizon pour tous... ».

En 1954, c'est cette même quête de la liberté qui la pousse vers l'école du Père Castor créée par Paul Faucher. Sur le boulevard Saint-Michel à Paris, elle découvre un paradis où les enfants apprennent à lire entre roses et lilas à l'aide d'albums colorés. « J'ai tout appris avec Paul Faucher : l'expression libre, l'éducation par le mouvement, par la musique et par la lecture ».

#### Classes de fleurs

Lorsqu'en 1961 le Père Castor ferme ses portes, Nina Rist n'en démord pas. Il faut arriver à « faire souffler dans tout l'enseignement primaire le vent de bonheur et de liberté qui enchante la maternelle ». Avec une vingtaine de parents fidèles, les Rist reprennent un ancien atelier de peinture à Antony (Hauts-de-Seine) et y installent l'école nouvelle qui accueille de la maternelle jusqu'au seul de la

sixième. L'expérience se veut laïque et à taille humaine (deux cent huit élèves en 1984). Elle repose sur un contrat d'association avec l'État.

Grâce à d'innombrables débats et crises, l'école nouvelle affine son style. Les parents participent à la gestion, mais aussi à l'entretien de l'école ; ils initient les enfants à la vidéo ou à l'informatique selon leurs compétences.

Il n'existe plus de classes strictes, mais des tranches d'âge variées qui, plutôt que de suivre un programme, cherchent à développer tous les aspects de la personnalité de l'enfant. Chaque élève avance à son rythme pour apprendre à lire comme pour s'initier au calcul. L'ambiance est à la fête : on construit un piqueau en bambou, on joue, on danse. Place est faite aux amusements et à la découverte du parc de Sceaux tout proche. Les élèves participent au classement de la bibliothèque ou lisent en silence en vue d'exposés futurs. Classes vertes, classes de neige, classes de mer, classes de fleurs, classes britanniques, classes à vélo, tous les moyens sont bons pour repousser les murs de l'école.

Selon Nina Rist, il n'existe pas de méthode propre à l'école nouvelle. « L'expérience nous a enseigné qu'il s'agissait d'abord de faire passer les besoins de l'enfant avant les nécessités du programme. Ensuite, démontre-t-on le programme lui-même : l'enfant ne profite d'un enseignement qu'à la condition que celui-ci réponde à son attente. Enfin, il faut réduire les méfiances de certains parents qui voient arriver le abîme avec appréhension. Les parents qui résistent le plus à notre projet pédagogique sont les polytechniciens et les manœuvres. Aux deux bouts de la pyramide du savoir, ils se soucient avant tout de faire acquiescer par leur progéniture un langage, un avoir ».

Faut-il s'étonner si les enfants qui détestent l'école se laissent prendre par le cœur ? Et aussi ceux qui ne supportent pas de

rester assis pendant six heures par jour. Ceux qui vomissent avant de partir en classe. Ceux qui s'entraînent à la maison. Ceux dont on a confié l'ours pour qu'ils travaillent. Tous disent, comme l'un des premiers hôtes de l'école : « C'est pas une école, c'est une maison ». Les maîtres, Montessori, Decroly, Freinet, Neill peuvent être satisfaits.

#### Un statut de fonctionnaires

Ah, pourquoi ce désir affiché de rejoindre le giron d'une éducation nationale si mal en point ? « Nous avons envie de voir l'enseignement public pour y être les fermiers de la rénovation », répond Michèle Joy, la directrice. Pour aider à assouplir la carte scolaire et à faire entrer les parents dans l'école. Car nous savons que nous n'avons pas d'avenir si nous restons isolés. Nous en avons assez d'être en marge, de voir que les stages effectués chez nous par des élèves de l'école normale ne sont pas reconnus comme valables parce que nous restons une école privée ».

Pour leur part, les enseignants aspirent au statut de la fonction publique, qui leur apporterait des améliorations de salaire, la garantie de l'emploi et des possibilités de mutation. Les risques de la fonctionnarisation sont bien perçus par tous. La hiérarchie administrative stérilise, la religion des programmes, les règlements de sécurité, représentent autant de réelles menaces. Il n'empêche : « Nous voulons entrer dans le moule, mais en conservant nos différences ».

Ce dynamisme inquiète certains. Ainsi, l'école nouvelle avait demandé à être associée à un établissement public voisin dans le cadre des propositions du ministre de l'éducation nationale. Les parents et la directrice du « public » ont dit non : ils ont eu peur d'être privatisés. Le monde à l'envers.

ALAIN FAUJAS.

# EXCITING



**LONDRES 1984**  
**ETATS DES LIEUX**

autrement  
70F. EN LIBRAIRIE

**L'Éducation**  
MARS 1984

**RÉUSSIR LE BAC**  
**LES RÉSULTATS DES LYCÉES**  
PARIS - PROVINCE - PUBLIC - PRIVÉ

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

**LE MONDE DE L'ÉDUCATION - BULLETIN ABONNEMENT**

TARIF 1 AN : FRANCE 110 F - ÉTRANGER 158 F

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

030384

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde  
Service abonnements, 5, rue des Italiens 75422 PARIS CEDEX 09

### Ultimes tractations

(Suite de la première page.)

Enfin, s'il est indiqué que au terme des six ans de statut contractuel de droit public, les maîtres pourront opter en faveur de la titularisation.

Même déception au sein du syndicat CFDT du privé, mais pour des raisons inverses. Son président, M. Pierre Branchereau, déplore que « la structure soit figée pendant six ans », et que « le passé se creuse encore ainsi entre les deux secteurs public et privé et à l'intérieur du privé ». Il attendait au moins que les maîtres volontaires puissent choisir la titularisation, usant de cette « liberté » que M. André Laignel, député socialiste, réclamait pour eux, mercredi soir à Antony 2.

Comment mettre tout le monde d'accord dans cette lutte « à la fin » où chacun s'efforce de « verrouiller » les satisfactions obtenues et lever les blocages sur les insuccès ? « Tout peut encore capoter », confie-t-on dans l'entourage du chanoine Guibert, bien que la volonté d'aboutir soit « très réelle et très puissante ». Dans l'impossibilité de « couvrir tout le monde et son père », les négociations officielles qui continuent risquent de faire des déçus. Déjà le syndicat CFDT de l'enseignement chrétien n'a pas caché que si certains, dans le privé, finissent par accepter la proposition sur le statut des maîtres, « ils trahissent », ce faisant, « les engagements communs ». Les forces centrifuges à l'intérieur de chaque camp ne font que commencer à se manifester.

**ÉDITEUR SCOLAIRE**  
Recherche manuscrits (copabilité, secrétariat, distribution).  
Rédacteurs, auteurs CAP, BEP, B.P., B.T.S.

Écrire C.V. et prétentions à  
**PARIS ÉTOILE**  
76, Champs-Élysées.  
75008 PARIS, qui transmettra.

*Les mongoliens ne sont plus...*

133,00 F

Collection  
HANDICAPS & RÉADAPTATION.

En librairie spécialisée ou par correspondance : SIMER bp 1214, 0901 Villabon Cedex.

**LES TRISOMIQUES PARMIS NOUS**  
M. Cuilleret

**SIMER**

**PARENTS... PENSEZ AU RUSSE !**

Votre enfant en 6<sup>e</sup>, en 4<sup>e</sup>, en 2<sup>e</sup>, le russe, langue de culture, langue internationale, deuxième langue scientifique et technique dans le monde, peut élargir son horizon et lui donner un atout professionnel supplémentaire.

Accessible à tous, il est enseigné avec de très bons résultats dans de nombreux établissements scolaires.

**RENSEIGNEZ-VOUS auprès de la :**

**Société des professeurs de russe**  
9, rue Michelet, 75006 PARIS  
Tél. : 326-50-89.

Handicapés



Le Monde

# LIVRES

## « L'Histoire sans fin » roman initiatique de notre époque

JAMAIS roman n'avait fait couler autant d'encre outre-Rhin depuis le Tambour, de Günter Grass, en 1959. L'Histoire sans fin, c'est d'abord un raz de marée : plus de 1 million d'exemplaires vendus en Allemagne depuis la sortie du livre en 1979, et celui-ci continue à figurer en bonne place sur les listes de best-sellers. C'est un phénomène sociologique, et un cours des grands rassemblements pacifistes de l'automne, certains manifestants brandissaient ce livre en guise de programme.

C'est aussi la démonstration éclatante de la capacité de notre système à transformer en argent ce qui a été conçu précisément pour le mettre en cause. En dépit des protestations de l'auteur, qui estime avoir été non seulement trahi mais abusé, un film au budget de 60 millions de deutschmarks, inspiré du roman de Michael Ende, mais conçu à la manière d'E.T., vient de sortir en Amérique. Il sera dès l'automne sur les écrans français.

Mais l'Histoire sans fin, c'est également un événement littéraire. Voilà sans aucun

doute l'un des romans les plus étonnants qui aient vu le jour en Allemagne, voire en Europe, depuis la guerre.

Michael Ende, cinquante-cinq ans, barbe blanche et œil d'enfant, fils du peintre surréaliste Edgar Ende, vit au milieu des oliviers des monts Albains, près de Rome, dans une grande maison (la Casa Licorna) remplie de vieux livres, d'objets bizarres et de tableaux surréalistes. A l'occasion de la sortie chez Stock de l'Histoire sans fin (le roman a été traduit, entre-temps, dans vingt-sept langues), Michael Ende s'est entretenu avec Jean-Louis de Rambours.

### ENTRETIEN AVEC MICHAEL ENDE

#### « Pour trouver la réalité, il faut passer par le fantastique »

« NOUS sommes en 1984. Le pays fantastique que vous décrivez, aussi fascinant soit-il, n'est-il pas loin de nos réalités ? »

« Mes livres ne sont pas des westerns. Il ne s'agit pas de tuer les méchants à la fin pour que tout rentre dans l'ordre. Je ne m'attaque pas à des individus mais à un système — appelé, si vous voulez, capitalisme — qui est en train, nous nous en apercevons dans dix ans ou dans quinze ans, de nous mener tout droit vers l'abîme. »

« Parmi les monstres que doit affronter le héros de l'Histoire sans fin, il y en a un qu'il prend pour une araignée géante, jusqu'au moment où il s'aperçoit que le monstre est composé en réalité d'une multitude de frelons bien sages bourdonnant comme un essaim en colère. J'ai appelé cette créature Ygramul. Mais j'aurais aussi bien pu lui donner le nom de Beelzebuth : le seigneur des mouches, du de la multitude. Car le mot désigne les deux choses en hébreu. »

« Je suis persuadé, en effet, que le principe démoniaque de notre époque réside dans la domination qu'exerce la multitude sur l'individu. Cela commence avec la supposition qu'il faut se trouver dévotiellement en face des masses. Cela va jusqu'à la multiplication infernale de tous les objets qui caractérisent notre société industrielle. Vous savez que dans la kabbale, le chiffre « 1 » est le plus grand de tous parce que lui seul désigne la totalité. C'est là l'origine du monothéisme. On l'a oublié... Dans un système comme le nôtre, qui s'attache de valeur qu'à

ce qui peut être compté, pesé ou mesuré, il ne reste plus qu'un ennui mortel. C'est cette sorte de mal de langue qui accable les personnages de Momo.

L'imagination au pouvoir. C'était déjà un slogan de mai 1968...

« On commence à se rendre compte, dans les sciences physiques ou naturelles, la technologie, la sociologie, qu'il est impossible de résoudre les problèmes en faisant

Pour trouver la réalité, c'est la même chose, il faut lui tourner le dos en passant par le fantastique.

« Tel est le parcours qu'accomplit le héros de l'Histoire sans fin. Pour se découvrir lui-même, Bastien doit d'abord quitter le monde réel où



★ Dessin de CAGNAT

« Une bonne formule. Mais il faudrait préciser quel était ce pouvoir. Il ne s'agit pas de savoir seulement ce qu'on refuse mais aussi ce qu'on veut mettre à la place. Et pas question, cette fois, de substituer une idéologie à une autre. Voilà deux mille ans que nous le faisons et l'on sait où cela mène. Une critique de la réalité existante n'est valable, selon moi, que si elle s'accompagne d'une représentation utopique du monde. »

« Je ne me cache pas avoir essayé, en écrivant l'Histoire sans fin, de renouer avec certaines idées du romantisme allemand. Non pas pour faire machine en arrière, mais parce qu'il y a dans ce mouvement qui a avorté des semences qui ne demandent encore qu'à germer. Depuis Newton, nous sommes écartelés entre deux mondes : celui des objets, dit réel, et celui, soi-disant illusoire, du moi. Pour cesser d'être

comme s'ils se déroulaient indépendamment de la conscience que nous en avons. On s'inquiète également de la destruction de ce monde extérieur qui constitue notre cadre de vie. Mais il y a une autre forme de destruction dont on ne parle pas et qui est tout aussi tragique, c'est celle de notre monde intérieur. Lorsque tout est subordonné au profit, on commence par exploiter les ouvriers, puis on s'attaque aux colonies, à l'environnement. Enfin vient le tour de notre propre monde intérieur. »

« Quelle voie proposez-vous pour retrouver l'harmonie ? »  
« Lorsque on s'est fixé un but, le meilleur moyen pour y parvenir consiste toujours à prendre le chemin opposé. Ce n'est pas moi qui ai inventé cette méthode. Pour atteindre le paradis, Dante, dans sa Divine Comédie, commence par faire un séjour en enfer. Pour découvrir les Indes, Christophe Colomb lève l'ancre en direction de l'Amérique.

rien n'a plus de sens et pénétrer dans le pays fantastique où tout, au contraire, est chargé de signification. Mais il y a toujours un risque lorsqu'on accomplit un tel périple. Entre la réalité et le fantastique, il existe, en effet, un subtil jeu de balancier qu'il faut se garder de perturber. Coupé du réel, le fantastique lui aussi se vide de son contenu. »

« Voilà ce qu'apprendra Bastien au cours de son passage dans la ville des empereurs déçus. Ayant perdu jusqu'au souvenir du monde réel, les habitants de cette cité de l'absurde en sont réduits à éparpiller au hasard, à longueur d'années, les lettres de l'alphabet dans l'espoir que, au cours de l'éternité, finiront par surgir tous les livres du monde, y compris, bien entendu, l'Histoire sans fin. »

Propos recueillis par JEAN-LOUIS DE RAMBOURS. (Lire la suite page 18.)

## Le petit monde noir d'Angelo Rinaldi

### « Une marche à la mort à travers les Jardins du consulat »

ANGELO RINALDI m'a fait lire des Jardins du consulat. Les avant que j'aie le livre entre les mains. Ce nouveau roman, le sixième de cet écrivain, est d'une texture si serrée, si enroulée sur elle-même, qu'il n'est pas indifférent de savoir comment son auteur, au moment de l'écrire — et redouté, — à l'Express, le présente, sur quel fil il tire pour dévider un ouvrage où tout se tient.

Il m'a d'abord confié, comme il le fait dans l'envoi qui ouvre son texte, et que nous reproduisons ci-après, qu'un événement douloureux de sa propre vie, la perte d'une amie très chère qui s'était donnée la mort, avait produit le défilé de sa création. Pour cette raison, Angelo Rinaldi voyait son roman comme une réflexion, une méditation sur le suicide, et peut-être comme une marche vers lui. Puis très vite, il en est venu à énumérer, à détailler ses personnages, comme si le roman consistait avant tout à donner vie à des êtres et, en tissant entre eux des relations, à faire surgir tout un petit monde soumis aux règles féroces du jeu social et aux lois plus implacables encore du vieillissement et de la solitude, auxquelles la mort seule nous fait échapper.

Le petit monde noir d'Angelo Rinaldi ! De la Maison des Atlantes aux Jardins du consulat, en passant par les Dames de France et la Dernière Fête de l'Empire, il est resté sensiblement le même. Sur lui pèse le souvenir d'une enfance

traumatisée et la pratique décevante, dangereuse de l'homosexualité. Au centre, toujours, un narrateur d'origine corse qui, pour fuir sa terre natale, est monté à Paris où il arrive à faire sa place. Mais ce sont les puissants et les humbles, gravitant autour de ce narrateur, qui retiennent l'attention du romancier.

J'ai donc ainsi entendu évoquer, avant de les voir se mettre en place et tenir leur rôle dans le roman, cette concierge fidèle et acariâtre, ce chauffeur de taxi accueillant, cette grande bourgeoise du quai Malaquais, Consuelo, très libre image de l'amie perdue, son voisin M. Wilmer, homosexuel à perruque, fils vieillissant d'un célèbre écrivain disparu, et la chatte Florina, qui devait son nom à une petite fille rêvée et jamais aperçue.

A ces principales figures de l'existence parisienne du narrateur répondent en écho celles, déboussolées ou maléfiques, qui président à son enfance corse.

### L'envoûtement des souvenirs

C'est une mère vaine et sans tendresse jetée dans une rivalité amoureuse avec son fils, parce que tous deux sont épris du même adolescent que le second mariage de la mère a fait entrer sous leur toit ; c'est un beau-père doux et conciliant, ancien militaire en Indochine, dont la mort sera ressentie comme une déviance parce qu'on n'aura plus à lui cacher les turpitudes de son foyer ; c'est l'étrange Ma'O, un peu sorcier, vieille préteuse sur pages et fidèle servante des morts, déesse tudaïre

du narrateur qu'elle recueillait pendant les frasques de la mère et dont elle assurait la carrière à Paris, grâce à ses doutes relations ; c'est aussi une sainte religieuse, sœur Ammoniac, qui mène à travers la ville pour son oncle et bascule en chemin dans l'extase... L'auteur s'étonne encore d'avoir créé un tel personnage !

Et puis je suis entrée dans la lecture, et l'extrême complexité du roman et de sa construction à produit son effet d'envoûtement. Tout, en effet, s'y répond, s'y entrecroise, s'y superpose. Non seulement les personnages, mais les lieux, ce palais Rocca de la ville corse, qui côtoie les jardins du consulat d'Italie et le bel hôtel du quai Malaquais, dont le narrateur n'agit que l'occupé les combles, y nouant ses relations avec Consuelo et M. Wilmer qu'il servait dans ses amours. Les motifs eux aussi se correspondent : toutes ces morts qui jalonnent le livre, subites les unes, terrassant leur victime sur les marches d'un escalier, violentes les autres, dues à un accident d'automobile, à un règlement de comptes ou à un crime sexuel. Le cauchemar qui emporte la mère fait également pendant à celui qui ravage la chatte de Consuelo, cette Florina que le narrateur a recueillie après le suicide de sa maîtresse.

De même se chevauchent, pour entrer en résonance, les temps différents auxquels appartiennent les souvenirs : passé proche ou passé lointain. Il n'y a rien qui relève du présent dans ce roman de mémoire — où l'imparfait, le plus-que-parfait règnent avec l'insistance d'une incantation.

JACQUELINE MATIER. (Lire la suite page 18.)

### le feuilleton

« LE SOUFFLE COUPÉ », de François-Bernard Michel

## L'asthme et la plume

DES liens très anciens unissent médecine et littérature. Sans remonter à Rabelais, rappelons les professeurs Mondor, Delay, Bernard, Hamburger. Autant de praticiens chez qui le livre n'est pas un simple ornement de l'esprit, ou de leur cabinet, mais le moyen d'éclairer l'un par l'autre l'acte d'écrire et le fait d'être malade ou de se soigner.

Le professeur François-Bernard Michel honore cette tradition, que le jargon d'aujourd'hui qualifierait de pluridisciplinaire. Il est patron de pneumologie à Montpellier, spécialiste de l'asthme. La première idée qui vient, idée toute faite, c'est que sa spécialité l'a conduit à Proust, ou l'inverse. Le trajet suivi est moins simple, et plus passionnant.

Dans sa pratique quotidienne, F.-B. Michel a observé que la congestion nerveuse des bronches n'a aucune cause organique, n'est pas mortelle en soi, et ne laisse aucune trace décelable. De là à n'y voir qu'une maladie imaginaire, le pas est vite franchi, en nos temps de psychosomatisme à tout va ; mais il n'avance à rien. Il laisse subsister le mystère de ce que l'asthme veut exprimer d'indicible lorsque, à la grande frayeur de ses proches et de lui-même, il mime sa propre agonie. Car telle est l'hypothèse centrale du Souffle coupé, appuyée conjointement sur des centaines d'entrevues de malades et sur les introspections ou les effusions de ces athlètes de l'analyse que sont les écrivains.

Pourquoi cette perturbation subie, mais, dirait-on, secrètement voulue, préfère à pire, d'une fonction d'où naissent, Sachelard l'a bien dit, les notions de rythme, de lien au cosmos, de prendre et de donner ? Sachant qu'on n'étouffe pas parce qu'on est fou mais pour éviter de façon diverses de le devenir — il n'y a pas de psychiatrie de l'asthme ni de propre standard, le mal de Proust n'a rien à voir avec celui de Queneau — sachant aussi que les maux pulmonaires ont une histoire, qu'ils ont changé de signification sociale comme de gravité, F.-B. Michel a littéralement ausculté les écrits des dyspnéiques les plus célèbres de notre littérature, à la recherche de ce qu'ils échouaient à dire en suffoquant, des rapports qu'ils entretenaient avec leur chère asphyxie et, c'était souvent tout un, avec leur chère création. « Respiration et inspiration », titrait-on dans les colloques.

par Bertrand Poirot-Delpech

QUENEAU n'a pas parlé de son asthme. Il paraît peu de lui-même, de toute manière, il fallait avoir entendu son rire en forme de hennissement pour soupçonner son mal. Deux de ses personnages, en revanche, renseignent sur ce qu'il ressentait profondément : Chambernac, dans Les Enfants du limon, et Louis-Philippe Des Cigales, dans Loin de Ruël.

Comme souvent dans la vie, les crises des deux hommes — les femmes sont rarement atteintes, on ne sait pourquoi ! — sont imprévisibles à des poiliers, ce qui fonde, ou suit, chez l'auteur, une solide aversion pour ce qu'il appelle, avec sa trépidation coutumière, la « ruralité ». Notation surfine : la lecture de Proust est aussi fatale à Des Cigales que la verdure. C'était le cas d'André Breton, autre asthmatique. L'auteur observe moi-même, bien qu'exempt de trouble respiratoire, que le Souffle coupé me faisait haïr quelque peu !

Autre détail qui a son prix : la psychanalyse suivie par Queneau vers les années 1933-1939 n'a pas atténué ses symptômes ni ceux de ses personnages ; moins que l'espoir d'une métaphysique dont un Journal inédit devrait révéler bientôt qu'elle pacifia la fin de sa vie.

SANS être asthmatique, Paul Valéry est un rude toussueur. L'abus de tabac, dès l'aube, n'explique pas tout. Il y a l'hérédité, le mimétisme, et on ne sait quelle prédisposition aux accidents respiratoires : il se souvient des quintes de son père, il a failli se noyer dans un bassin à trois ans, et mourir de coqueluche à quarante ! Mallarmé, qui lui tient lieu de père spirituel, meurt « étouffé » — on y reviendra — et Valéry se rend à l'enterrement « la gorge nouée ». Ses écrits le montrent aussi conscient que Groddeck de ce que ces symptômes équivalaient à un langage empêché.

(Lire la suite page 15.)

# Milan KUNDERA

## L'insoutenable légèreté de l'être

roman

traduit du tchèque par François Kerel

« Dans la grande lessive que l'Europe de la fin du XX<sup>e</sup> siècle fait subir à ses croyances en l'homme et en l'histoire, il faudra désormais compter avec le somptueux scepticisme de Kundera, qui n'exclut ni la gaieté ni la tendresse. »

Bertrand Poirot-Delpech / Le Monde

# GALLIMARD

### billet Jours évasifs

MÊME si elle tend vers l'apaisement, la vraie littérature réclame une sensibilité d'écorché. Georges Perros nous en donne la preuve une fois encore, dans un court texte qui n'avait jamais été publié. Sans doute fut-il écrit en 1953, et soumis à Jean Grenier, l'ami dévoué de toute complaisance. On y voit un homme se débattre dans ce jeu cruel, éperdu, qui nous renvoie des autres à nous-même. Comment n'être pas mécontents des propos qu'ils tiennent, alors qu'ils vantent notre part la plus médiocre et qu'ils ignorent nos véritables mérites ? « J'en ai assez », dit Georges Perros, de faire croire à nos vertus les plus réelles, les plus dangereuses, qu'elles pourrissent grandir au contact des hommes. » Dans ce texte, il voudrait décrire la comédie sociale, sortie d'un monde où les élans du cœur sont payés trop souvent par les grimaces de la morgue, ou de la servilité. Mais, lorsque nous blâmons les travers des autres, n'est-ce pas, aussi, pour conjurer, au moindre prix, ce que nous nous effrayons d'être ? « Quel drôle de sport ! », s'écrit Perros. Qui saurait dire où se trouve le mensonge, où se trouve la vérité dans nos relations avec autrui ? Les amours que nous avons ne sont-ils que des trompe-louïe ? Sans-ils, au contraire, l'expérience de la merveille ? Comme les personnages de Max Ophüls dans la Ronde, nous traversons des nuits indécises, des jours évasifs, sans parvenir jamais à nous reconnaître.

FRANÇOIS BOTT.

★ LETTRE PRÉFACE, de Georges Perros. Calligrammes (18, rue Elie-Frères, 29060 Quimper), 66 p.



## SOCIÉTÉ

## LES RÉACTIONS AUX PROPOSITIONS GOUVERNEMENTALES SUR L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

## L'ÉPISCOPAT ESTIME QUE LE PROJET DÉFINITIF DEVRAIT ÊTRE MODIFIÉ ET COMPORTER DES « GARANTIES »

Dans une déclaration publiée le 15 mars, Mgr Jean Vinet, évêque de Lille et président de la conférence épiscopale française, a commenté ainsi les propositions du gouvernement :

« Dans trois domaines, les mesures paraissent acceptables. Les propositions concernant les enseignants tendent à améliorer sensiblement le statut des maîtres contractuels. Cependant, si les projets annoncés risquent de mettre gravement en cause l'avenir de l'enseignement catholique, ils ne pourraient être acceptés sans de sérieuses modifications. »

« L'épiscopat veut espérer que modifications et garanties indispensables seront intégrées dans le projet définitif. Le projet scolaire n'a pas de prix. La paix scolaire ne peut se bâtir complètement et définitivement à l'importation quel qu'elle soit. Pour sa part, l'épiscopat veut y contribuer pour le succès de l'œuvre d'instruction et d'éducation de tous les enfants de France, œuvre à la qualité de laquelle concourent avec un égal souci le service de l'enseignement public et l'enseignement privé. »

« Établir complètement et de façon stable l'organisation scolaire en France est une tâche d'urgence immédiate. Toutes les instances responsables voudront y concourir pour le bien et l'unité de la nation, pour la paix et la justice sociales et pour le rayonnement de notre pays dans le monde, notamment dans la communauté européenne. »

## LE PARLEMENT EUROPÉEN RECLAME L'ÉGALITÉ

Le Parlement européen a adopté, le 14 mars, une résolution en faveur de l'enseignement privé par 118 voix contre 53 et 17 abstentions. Le texte, présenté par le démocrate-chrétien allemand Rudolf Luster, proclame notamment :

« Le droit des parents de choisir pour leurs enfants une école qui dispense à ces derniers l'enseignement souhaité. »  
« Le droit pour les écoles privées aux subventions publiques nécessaires à l'exercice de leur mission (...) dans des conditions égales à celles dont bénéficient les établissements publics correspondants. »  
« Le droit de conférer « les mêmes titres que les écoles publiques ». »

## L'UNAPEL : des « aspects positifs »

L'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'école libre (UNAPEL) a noté mercredi les « aspects positifs » du projet de loi sur l'enseignement privé et les établissements publics.

L'UNAPEL « ne récusait pas l'ÉP (établissement d'intérêt public) tel qu'il est aujourd'hui présenté, dans la mesure où sera confirmée, notamment à travers les modalités de son fonctionnement, la totale autonomie des établissements privés ». Mais, dans un communiqué, elle « réaffirme que les établissements d'enseignement privé reposent essentiellement sur des équipes éducatives dont la gestion ne peut appartenir qu'à l'autorité privée. »

Elle souligne que « le statut de contractuel de droit public proposé aux enseignants du privé répond à cette nécessité », et rappelle qu'elle a toujours refusé l'entrée des enseignants du privé dans les corps existants de l'enseignement public, indiquant qu'elle « demeure attachée à la recherche d'une solution concertée sur ce point capital. »

## LE SNEC-CFTC : une trahison

Le syndicat SNEC-CFTC, qui regroupe des enseignants catholiques, a estimé que ce serait une « trahison » de la part des organisations de l'enseignement privé de donner leur aval au projet gouvernemental de titularisation des maîtres du privé. « Tous se passent, indique le plus important des syndicats de l'enseignement privé, comme si le ministère de l'Éducation voulait accrédi-ter auprès de l'opinion publique la possibilité d'un accord avec l'enseignement catholique sur son projet de titularisation des maîtres du privé, allant même jusqu'à faire entendre que le statut proposé pourrait obtenir l'aval de certaines organisations de l'enseignement privé, qui se sont déclarées solidaires du Comité national de l'enseignement catholique. »

## M. GUERMEUR :

une compromission menaçant  
M. Guy Guermeur, président de l'association Combat pour la liberté de l'enseignement et auteur de la seconde loi d'aide à l'enseignement privé, a estimé que « la négociation piégée a abouti à un compromis menaçant pour la liberté de choix des familles. (...) Le pouvoir réalise, dans les meilleures conditions pour lui, la première étape de son plan d'intégration de l'école privée. (...) Il a ajouté dans un communiqué : « C'est maintenant aux élus de l'enseignement privé de se prononcer sur la liberté d'éducation qui leur était garantie par les lois avant l'arrivée de la gauche au pouvoir. »

## M. BOUCHARREISSAS : il faut « rectifier le tir »

M. Michel Bouchareissas, secrétaire général du Comité national d'action laïque (CNAL), a déclaré le 14 mars :

« La première approche faite par le gouvernement lors du conseil des ministres nous semble négative. Mais il reste encore quarante-huit heures pour rectifier le tir. La façon dont est abordée la titularisation des maîtres nous paraît très insuffisante dans ce qui est proposé. Nous ne voyons pas une avancée vers l'unification logique du système éducatif. »

« Nous sommes partisans du compromis, mais il ne s'agit pas de tomber, sous l'influence de la droite politique et des responsables de l'enseignement catholique, dans la compromission. »

« Nous ne renoncions jamais à l'objectif du grand service public unifié et laïque qui respecte toutes les sensibilités et les différences au sein de la jeunesse. »

« Le chanoine Guibertau a employé l'expression de « chance historique ». Nous sommes d'accord si cela signifie que l'on se tourne vers l'avenir et non vers le passé. »

## Le PCF :

« notre inquiétude demeure »

M. Francis Chouet, responsable du secteur enseignement au Parti communiste, a commenté en ces termes la position du conseil des ministres :

« En l'état de notre information, s'il apparaît que ces mesures, limitées, se proposent de régler plusieurs problèmes urgents, notre inquiétude demeure quant au risque qu'elles aboutissent à consacrer le dualisme scolaire. (...) Nous nous prononcions sur l'ensemble des questions soulevées à la lumière des informations qu'Alain Savary nous a fournies pas de donner. (...) Nous réaffirons notre attachement au développement et à la transformation du service public d'éducation nationale afin de progresser dans la voie de l'engagement présidentiel et de dépasser par le pluralisme réel le dualisme scolaire instauré par la droite. »

## M. JACQUES BARROT : la fonctionnarisation est inacceptable

(De notre correspondant.)

Brest. — M. Jacques Barrot, secrétaire général de l'Association parlementaire pour la liberté d'enseignement et député CDS de Haute-Loire, s'est montré réservé, le mercredi 14 mars à Brest et à Morlaix, à l'égard des projets du gouvernement.

M. Barrot attend de prendre connaissance des textes avant de se prononcer. Pour les dépenses de fonctionnement, il n'y a pas, selon lui, « d'obstacles infranchissables, à condition que les élus de gauche acceptent de respecter les nouvelles règles du jeu ». En revanche, « les établissements d'intérêt public n'ont aucune raison d'être ».

M. Barrot rejette le principe de la fonctionnarisation des enseignants du privé, malgré l'assouplissement des thèses du ministère de l'Éducation nationale sur ce sujet. « Le conflit, a-t-il déclaré, semble inéluctable si le gouvernement persiste dans son intention de fonctionnariser les enseignants, même à doses progressives et limitées. La commission de M. Savary constitue un nouveau balbutiement d'un projet déjà refusé par l'enseignement catholique. Le gouvernement semble vouloir ignorer les contre-propositions faites par l'enseignement privé pour résoudre la question de la situation des maîtres. On ne peut pas être à la fois privé et public. La fonctionnarisation porterait atteinte au caractère propre de l'enseignement privé. »

## Les immigrés ne partiront pas

(Suite de la première page.)

« Le chômage a été multiplié par 4,5 depuis 1974, date à laquelle l'immigration a été quasiment stoppée. Renvoyer chez eux deux millions de salariés étrangers, qui ont des tâches subalternes et souvent dangereuses, ne donnerait pas du travail aux deux millions de chômeurs français. »

« Loin d'avoir provoqué les difficultés économiques, les immigrés en sont les premières victimes, car ils travaillent dans les secteurs les plus vulnérables. En 1982, par exemple, 12 % des licenciements économiques les touchaient alors qu'ils ne représentaient que 9,2 % de l'ensemble des salariés. »

« La délinquance dépend des conditions de vie, du manque de formation, de l'échec scolaire. Elle n'est pas plus forte chez les immigrés que parmi les jeunes Français vivant dans les mêmes conditions », bien que les étrangers constituaient 25,4 % de la population pénale en septembre 1983.

## « Nul ne sort indemne du choc des cultures »

Ces arguments ont un défaut : ils « passent » mal dans l'opinion et ne sont souvent même pas entendus. Une petite phrase de M. Le Pen a plus d'impact que de longs discours, y compris chez des gens qui considèrent M. Le Pen comme un extrémiste. Plutôt que de s'indigner, on peut chercher à comprendre pourquoi, sans vouloir classer les Français en deux catégories, « racisés » et « non racisés ». Car, en période de crise, la main tendue à l'étranger n'est jamais spontanée.

Tout a été dit sur la crise économique. On parle moins de la crise d'identité culturelle qui lui est liée. « Si certains en viennent aux étrangers, c'est peut-être parce qu'ils ne se sentent pas eux-mêmes assez français, remarque le secrétaire général du MRAP, M. Albert Lévy. On en veut à la peau de l'autre quand on n'est pas soi-même bien dans sa peau. »

Les militants antiracistes soutiennent à juste titre que la France a fort bien assimilé plusieurs vagues d'immigrants. Pourquoi ne ferait-elle pas de même avec les Maghrébins d'aujourd'hui ? Après tout, 46 % des Français (sondage SOFRES Différences) disent compter des étrangers ou des naturalisés parmi leurs amis. Aucun racisme n'est éternel : en 1944, seule une personne interrogée sur trois estimait que les juifs étaient français à part entière (proportion passée à quatre sur cinq en 1978). Mais cet optimisme général ne devrait pas ignorer les nouveautés de la situation actuelle.

## DÉFENSE

## NOMINATIONS MILITAIRES

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Charles Hernu, le conseil des ministres du mercredi 14 mars a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● TERRE. — Sont promus : général de division, le général de brigade Pierre Quentin ; général de brigade, les colonels Jean Roué (nommé chef de cabinet du chef d'état-major de l'armée de terre) et André Lafont.

Est nommé directeur de commandement de l'armée de terre de la IV<sup>e</sup> région militaire (Bordeaux), l'intendant général de deuxième classe Jean-Marie Beuron.

● AIR. — Sont promus : général de brigade aérienne, les colonels Pierre Alegria, Robert Jourdan et Pierre Seybasse.

Est nommé commandant les éléments « air » en République fédérale d'Allemagne et le détachement « air » auprès du général commandant la 1<sup>re</sup> armée, le général de brigade aérienne Jacques Solleau.

● ARMEMENT. — Sont promus : ingénieur général de 1<sup>re</sup> classe, les ingénieurs généraux de 2<sup>e</sup> classe Claude Napoly et Jacques Boileau ; ingénieur général de 2<sup>e</sup> classe, l'ingénieur en chef Daniel Quentin.

Sont nommés : inspecteur de l'armement, l'ingénieur général de 1<sup>re</sup> classe Georges Bousquet ; directeur des programmes et affaires industrielles de l'armement, l'ingénieur général de 1<sup>re</sup> classe Maurice Bailly ; directeur technique des constructions aéronautiques, l'ingénieur général de 1<sup>re</sup> classe Marcel Beauchou ; directeur de l'établissement d'études et de fabrication d'armement de Bourges, l'ingénieur général de 2<sup>e</sup> classe Philippe Troadet ; sous-directeur à la direction des affaires internationales, l'ingénieur général de 2<sup>e</sup> classe Maurice Carlier.

● GENDARMERIE. — Sont promus : général de division, le général de brigade Robert Boule ; général de brigade, les colonels Basile Soule et Marcel Escarbahjal.

La première est la concentration des immigrés. Ils ne sont plus, comme jadis, répartis par de nombreux secteurs de la vie économique et disséminés sur le territoire. Dans les années 60, on avait affaire à des travailleurs souvent seuls. Il s'agit aujourd'hui d'une véritable population, avec femmes et enfants, qui compte plus de deux cent mille chômeurs et réclame les mêmes droits que les Français.

Astre nouveau : contrairement aux Italiens, aux Polonais ou aux Portugais, les Maghrébins appartiennent à une culture différente et ont une autre religion. Cela crée des frictions qu'il serait naïf de nier. Un fonctionnaire, peu suspect de racisme, soulignait à un colloque du MRAP en novembre : « Quand votre voisin du dessus égorge un mouton et que le sang coule sur votre balcon, vous ne tombez pas forcément dans les bras des immigrés. » Ce sont souvent des gens modestes — les plus mal logés, les plus fatigués (par le travail, les transports ou le bruit) — qui souffrent le plus de cette promiscuité. Et ce n'est pas l'actualité internationale ou les images qu'on en retient — Khomény, Kadhafi, chrétiens assiégés de Liban — qui contribuent à rendre la culture arabe plus attirante.

Troisième nouveauté : les vagues précédentes d'immigrants cherchaient à se fondre dans la société française. On est entré dans une autre époque — en France, comme aux États-Unis — où chaque groupe veut garder son identité culturelle. On a l'intégration, non à l'assimilation. Ce que le poète Pierre Emmanuel appelle « la citoyenneté dans la différence ».

Or les Français n'ont pas beaucoup d'occasions de connaître ces autres cultures. Quand les médias parlent des immigrés, c'est souvent dans la rubrique faits divers ou sous un angle misérabiliste. On a peur de ces étrangers, qui, eux-mêmes, finissent par craindre la peur qu'ils provoquent.

« Nul ne sort indemne du choc des cultures », déclarait l'an dernier Mgr Etcheberry, archevêque de Marseille. Encore faut-il connaître les Français de souche que leur culture, largement dominante, n'est guère menacée. Contrairement à des slogans simplistes, quoique bien intentionnés, la France n'est pas, à l'image des États-Unis, une « nation d'immigrants ». Elle peut permettre l'intégration des immigrés présents sur son territoire sans risquer de se désintégrer elle-même. Mais à condition d'en prendre les moyens, de réduire les causes de tension (habitat, école, etc.). Une plus grande répartition des immigrés dans les ensembles locaux, les quartiers et les communes — n'est-elle pas réclamée par une majorité de Français (sondage SOFRES) ? On peut en tenir compte sans engager des querelles théologiques sur l'existence ou non d'un « seuil de tolérance ».

L'une des choses les plus dures à admettre est que la plupart des immigrés resteront définitivement en France. D'une part, ils ne souhaitent pas partir, pour des raisons économiques, politiques ou culturelles. D'autre part, leurs pays d'origine

n'ont ni les moyens ni la volonté de les accueillir. Enfin, leur départ massif désorganiserait la vie économique nationale, car ces 15 % de travailleurs de l'automobile, 25 % de manoeuvres, 43 % d'éboueurs... ne seraient pas remplacés automatiquement. Sans compter le problème moral que poserait une telle expulsion.

Des hommes politiques peuvent le regretter amèrement et dénoncer les responsables. C'est leur droit. Mais ils trompent les Français en leur faisant croire que le départ de certaines de milliers de personnes, voire davantage, est une solution envisageable. La plupart des immigrés ne partiront pas, et il faudra bien sous peine de tensions graves — apprendre à vivre avec eux.

ROBERT SOLÉ.

## DES BARBÈLES POUR LES « PAPILLONS DU DÉSESPOIR »

La municipalité de Menton a décidé de barrer une fois pour toutes le « Pas de la mort », un passage dans la montagne emprunté par les immigrés clandestins pour franchir la frontière franco-italienne, qui a coûté la vie à une cinquantaine d'entre eux ces dix dernières années. Des filets et des barbelés vont être installés cette semaine pour décourager ceux qu'un responsable de la police de l'air et des frontières de Menton appelle les « Papillons du désespoir ».

« Ce désespoir se situe au col de la Girade qui surplombe la côte entre Vintimille et Menton », explique le commissaire de la PAF. « Les immigrés clandestins s'y égarent la nuit après que les pasteurs italiens les ont abandonnés juste avant la frontière pour éviter de se faire prendre par la police française. Au lieu de cheminer suivant leurs conseils le long de la cime, les « papillons du désespoir », attirés par les lumières de Menton, dévalent vers un à-pic de 80 mètres où les attend une chute fatale. »

Pour sauver d'une mort certaine ceux qui n'auraient pas eu la chance de se raccrocher aux branches des pins en espérant tenir jusqu'au jour, les sapeurs-pompiers de Menton ont commencé à installer des filets de sécurité comme ceux utilisés sous les échafaudages. Afin d'éviter aux « papillons du désespoir » de venir s'y prendre, ils vont également dresser en travers du chemin une triple barrière de grillage et de barbelés. Ils espèrent que les pasteurs ne viendront pas la casser, comme il y a une quinzaine d'années, ouvrant une nouvelle brèche vers le « Pas de la mort ».

## Lisez

Le Monde  
documents et dossiers

Annales  
Économies • Sociétés • Civilisations

Revue bimestrielle fondée en 1929 par  
Lucien FEBVRE et Marc BLOCH,  
publiée avec le concours du C.N.R.S.

## Au sommaire du n° 5 - 1983

LES DOMAINES DE L'HISTOIRE : Ch. J. Guyonverch, la femme, le saint et le roi. Texte irlandais du très Haut Moyen Âge - M. Bur, l'image de la parenté chez les comtes de Champagne - A. Sclau, les mécanismes autorégulateurs des populations traditionnelles - J.-C. Perrot, Premiers aspects de l'équilibre dans la pensée économique française - J.-R. Mantion, Sur la géographie de l'art.

Ch. Klepach-Zuber, La smole cruelle. Marnet, voyage et dot dans la Florence des XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles.  
Histoire de l'Italie (comptes rendus).  
D. Groh, Le Sonderweg de l'histoire allemande : mythe ou réalité ?  
Mouvements sociaux (comptes rendus).

## Au sommaire du n° 6 - 1983

HISTOIRE ET SCIENCES SOCIALES : Cl. Lévi-Strauss, Histoire et ethnologie - S. N. Eisenstadt, M. Abitbol et N. Chazan, Les origines de l'État : nouvelle approche - F. Hartog, Marshall Sahlins et l'anthropologie de l'histoire.

E. Le Roy Ladurie et A. Zysberg, Géographie des toponymes en France - P. Beck, Anthropologie et comportements démographiques : les schémas de faucon bourguignons des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles.  
ÉCONOMIES ET SOCIÉTÉS AGRAIRES : M.-A. Ladero Quesada, l'Andalousie au XVI<sup>e</sup> siècle - B. Karsky, Le paysan américain et la terre à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle - M. Aymard, Autarcisme et marché. Chaynov, Labrousse ou Le Roy Ladurie ?  
L'histoire et les sciences sociales (comptes rendus).

Le numéro : 50 F  
Abonnement 1983 : France : 200 F - Étranger : 275 F  
Abonnement 1984 : France : 210 F - Étranger : 290 F

ARMAND COLIN

## MAÎTRISE de L'ÉNERGIE

## Agriculture et maîtrise de l'énergie

■ Ile-de-France, Poitou-Charentes, Vosges : partout ça bouge.

■ Provence : de la houille blanche dans le canal.

■ Agriculture : du topinambour économe au porc producteur.

Dans « Le Monde » du samedi 17 mars daté 18-19 mars

## .ET ZIP BERLITZ.



## Pour apprendre une langue.

Et ZIP. Les vacances commencent bien chez BERLITZ. Pour apprendre une langue étrangère, des cours semi-particuliers de 2 à 4 semaines au rythme de 3 heures par jour. Des cours dont les prix vous font aimer les langues étrangères.

3 et 4 élèves 1425 F TTC\*

Alors, n'attendez pas pour faire ZIP, dans une de nos écoles.

\* Par école et par semaine. (Matériel en supplément)

BOULOGNE: 609.15.10. CHAMPS-ÉLYSÉES: 720.41.60. LA DÉFENSE: 773.88.16. NATION: 720.11.34. OPÉRA: 742.13.39. PANTHÉON: 633.98.77. SAINT-LAZARE: 522.22.23. SAINT-GERMAIN-EN-LAYE: 973.75.00. VERSAILLES: 950.08.70.

مكتبة الأحرار



# histoire

## Quand les maladies font des aveux

### Le jeu de l'espoir et de la mort

**P**OUR connaître l'histoire des sociétés, les maladies sont aussi importantes que les guerres ou que les crises économiques. C'est ce que nous enseignent plusieurs ouvrages récents : non seulement le *Souffle coupé* du professeur François-Bernard Michel (voir le feuilleton), mais aussi le *Chaudron* et la *Lancette* d'Yves-Marie Berod, les *Microbes* de Bruno Latour, et *Maladies d'hier, maladies d'aujourd'hui* de Claudine Herzlich et Janine Pierret.

**Q**UOI de plus banal que la maladie, de plus tristement répété ? Le mystère du déclenchement, la crainte du diagnostic, la souffrance, le jeu de l'espoir et de la mort... Chacun connaît, ou connaît cela. Cette rencontre malheureuse avec son corps. Et pourtant, comme toutes les productions humaines, elle aussi est une figure de l'histoire. Chaque époque a sa façon de se représenter et d'interpréter le mal. L'individu n'est pas seul face à la maladie. Il a pour l'affronter le secours des idées, des connaissances, des croyances de son temps. Telle est la démonstration que font, de façon fort argumentée, Claudine Herzlich et Janine Pierret, dans un livre passionnant, où elles tentent de reconstituer le statut social des maladies à travers l'histoire, en se servant de documents et de témoignages (journaux intimes, romans, interviews...) produits par les malades eux-mêmes.

Pendant des siècles, la maladie a eu surtout le visage des épidémies. Les ravages de la peste ou du choléra ont été soudainement et une amplitude qui leur donnent des allures d'apocalypse. En quelques jours - voire quelques instants - des milliers de gens sont mourir, défigurés, anéantis. Si la peste disparaît au XVIII<sup>e</sup> siècle, d'autres maladies, comme la variole, la syphilis ou le typhus continuent, au siècle suivant, d'infliger des tourments atroces. Face à ces attaques féroces, l'homme désespéré n'a guère d'autre consolation que la religion, qui tente de le convaincre que la souffrance est un don de Dieu.

Un tournant radical s'opère au XIX<sup>e</sup> siècle, avec le développement d'une maladie qui s'aggrave plus de façon brutale : la tuberculose. Ayant une évolution lente, celle-ci laisse au patient la possibilité de s'installer doucement dans son mal. La maladie n'est plus un phénomène de masse, mais une aventure individuelle, un voyage intérieur - voire une initiation.

Cependant, à mesure que progressent la science et la politique sanitaire, cette aventure doit se soumettre de plus en plus scrupuleusement aux recommandations de l'institution médicale et de l'administration. En même temps que le malade est reconnu comme un individu ayant des droits particuliers, il est pris en charge par l'organisation sociale de la santé. Les progrès considérables de la recherche médicale donnent aux médecins une autorité incontestée dans la prescription des soins et des comportements.

Dans une société réglée par le travail et la production, la santé est exaltée comme le bien suprême, le capital le plus précieux. Les recommandations publiques s'adressent

donc désormais aux futurs malades que nous sommes : nous, pour les cahotter à plus de rationalité dans leur façon de vivre, de se nourrir, de maintenir leur corps en bon état. A mesure que la maladie recule, son empire s'accroît dans l'imaginaire collectif. Se prémunir contre ses attaques éventuelles devient un devoir.

Savoir que ma maladie est due à tel microbe ou tel virus laisse hébété la question fondamentale : pourquoi moi ? pourquoi maintenant ? Une fois repues les prescriptions du médecin, il reste au patient à faire le plus difficile : gérer ce long face-à-face avec la maladie, accueillir la souffrance, la mutilation, accepter l'inévitable. Dans certains cas, ce dialogue avec le mal prendra la forme d'un mode de vie nouveau : comme pour ces malades chroniques, maintenus en activité grâce à des prothèses, ou des traitements sophistiqués qu'ils s'administrent eux-mêmes. Ainsi apparaît une nouvelle façon de vivre, qui n'est ni propre aux infirmes, ni vraiment quodidienne. La mort qui les habite. Fragile défi, illustrant à la fois les progrès de l'invention et de la technique humaine, et la dépendance de l'individu à l'égard de la proliférante machinerie sociale.

FREDERIC GAUSSEN.

★ MALADES D'HIER, MALADES D'AUJOURD'HUI, de Claudine Herzlich et Janine Pierret. Payot, 295 p., 99 F.

## L'asthme et la plume

(Suite de la page 13.)

Tout a été dit sur le cas de Proust, notamment par Genette, Etienne de La Gorce : on se rappelle les réflexions de ce dernier sur le style de la Recherche, qui repousse le sens vers la fin des phrases comme on retient son souffle. F.-B. Michel revient, en médecin, sur l'étiologie des maux de Proust, en liaison avec sa mère - « J'aime mieux avoir des crises et te pleurer que de te décevoir et n'en pas avoir », lui écrit-il (Correspondance 1887-1905, Plon). - et sur l'exceptionnelle sensibilité que développe, dans l'œuvre de l'écrivain, le souvenir de l'unité indurée.

**C**OMME pour souffler un peu, et raisonner à contrario sur les rapports de l'asthme et de la plume, F.-B. Michel intercale entre ses portraits celui de Claudel, qui, loin de manquer d'air, respire au-delà du normal, torse bombé, voix de forge, périodes vestes de champion de plongée... Comme par hasard, cet hyperpneumotique affectionne les métaphores respiratoires, appliquées à l'univers comme au roulis des pequebots (Partage de midi). La vers est pour lui de l'haleine rendue intelligible, l'émotion fondamentale, que l'alexandrin brise et brime...

Mais revenons aux infirmes de la ventilation. Mérimée en écart, la saviez-vous ? Hypochondriaque avant tout, obsédé de mort (Carmen), mais bel et bien asthmatique, et sans doute par suite d'un meilleur amoureux, sa rupture, à quarante ans, avec Mme Desseaux. Plus éloquent, si l'on peut dire, est le cas de Mallarmé, ami-Claudel (du point de vue du souffle), destin du silence, et véritable asphyxié volontaire, tant reste inexplicable le spasme de la gorge auquel il a succombé. Henri Mondor n'a pas tiré au clair cette fin aux allures de suicide. Les oto-rhino-consultés par F.-B. Michel sont perplexes.

Autre perplexité qu'il serait plus aisé, et intéressant, de lever : la corrélation probable, mais jamais établie statistiquement, entre les maladies respiratoires et les rapports névrotiques à la mère, si souvent à l'origine des vocations littéraires. Comment ne pas réunir dans nos mémoires Gide, Proust et Valéry, contemporains à quelques mois près, ensemble aux « merdis » de Mallarmé le suffoquant, tous trois sans père et affublés de mères sur-protectrices, comme, plus tard, Mauriac, Sartre, Camus, Barthes, tant d'autres !

**C**ÉLÈBRE sous-famille, au sein de la grande tribu des écrivains mal-respirants : les tuberculeux, que les progrès de la médecine ont, si l'on ose dire, décimés vers 1950 et que remplacent, avec des connotations culturelles différentes, les cancéreux.

F.-B. Michel ne se propose pas de traiter ce chapitre de l'histoire des maladies, renouvelé récemment par deux professeurs de lettres, anciennes élèves de Barthes, Isabelle Grillet et Caroline Kruse (Histoire de la tuberculose, Ramsay 1983). Il ne prend pas non plus l'air exhaustif, car manquant à l'appel des grands parmi les derniers phénix des lettres, Gide, Mauriac, Nourissier, Boudard. Mais une étude sur le souffle en littérature n'aurait pas été complète sans allusion à Gide, assez vite guéri pour ne retenir de son atteinte qu'un goût accentué de la vie : Camus, que les rechutes paralysaient d'avantage ; et le plus lucide de tous, Barthes.

Entre autres écueils heurteux, l'auteur de Mythologies a gardé le sens de l'ami contracté au « sans », et une attention aiguë aux significations du corps, dans la distance racée, avec une discrétion extrême. A noter encore la façon dont il a été influencé, dans ses mémoires - autres compagnes des écrivains, - par celles de Michelet, son idole, et la manière dont l'endoscopie moderne modifie notre conscience du corps profond.

**D**E sa visite au chevet des auteurs relevant de son art, F.-B. Michel ne tire aucun argument en faveur de la psychosomatique. Bien au contraire, il lui reproche de prolonger la dichotomie âme-corps qu'elle se propose d'effacer. S'il est tenté de penser, avec Groddeck, que « tout ce qui arrive à l'homme a un sens », il estime que les maladies dont il s'occupe sont à la fois psychiques à 100 % et 100 % organiques.

Comme l'a remarqué Freud dans « Dora » (Cinq psychanalyses), le souffle a son histoire en nous. Le premier cri marque le début d'une autonomie inquiétante. Le poumon devient le placenta qui nous relie à notre mère cosmique. L'asthme procède de cette rupture. Il exprime une souffrance trop violente pour passer par le pectoral. La rétention de l'air vaut pour un refus. Celui qui en souffre manifeste qu'il est prêt à mettre cette fonction vitale en balance pour quelque chose qui lui importe davantage. Ce qu'il a à dire est plus capital que la vie. Les écrivains eux-mêmes n'en épuisent pas le sens, puisque, en fin de compte, c'est du mystère angoissant de la condition humaine qu'il est question.

En médecin et en lecteur également éclectique, avec l'humour et l'élégance qui lui assure sa double information, F.-B. Michel nous rappelle brillamment un des rôles communs à la médecine et à la lecture : transformer notre misère personnelle en malheur banal, ou du moins en conscience de partager un lot commun.

BERTRAND POROT-DELPECH.

★ LE SOUFFLE COUPÉ, de François-Bernard Michel. Gallimard, à paraître le 22 mars, 270 p.

## L'Europe du vaccin

**N**OUS avons peine aujourd'hui à nous représenter ce qu'a été durant des siècles, pour les populations européennes, la « petite vérole », ou variole. Bon an mal an, si l'on ose dire, elle tue près d'un enfant sur dix. Beaucoup plus, quand le retour épidémique est violent et les populations plus fragiles : en 1786 encore, un enfant sur trois ou quatre en était. Et les adultes, s'ils n'ont pas été naturellement immunisés par une variole d'enfance, paient un tribut aussi lourd à la maladie.

On crut, vers 1720, tenir la parade avec la « variolisation », une vaccination directe de malade à bien portant. Il fallut déchanter : la grande épidémie des années 1750-1780 fut attribuée en partie aux échecs de l'inoculation variolique.

Là-dessus l'Europe savante apprend en 1798 qu'un petit médecin anglais, Jenner, obtient des résultats encourageants en inoculant, non plus le pus de la variole humaine, mais celui d'une variole bénigne de la vache, le cow-pox.

S'ensuit une bataille d'un siècle entre la vaccination (le mot est de 1801) et la variole. C'est cette bataille que raconte Yves-Marie Berod dans un livre au titre un peu détonnant. En fait, les « croyances populaires » qu'évoque le sous-titre ne paraissent pas avoir eu sensiblement à la diffusion de cette « médecine préventive » qu'est la vaccination antivariolique.

Le plus étonnant de l'affaire est l'intense circulation d'informations sur la découverte de Jenner, alors que l'Europe est en guerre (nos armées en 1798) et que les communications y sont devenues particulièrement difficiles. N'importe : d'Angleterre, la nouvelle passe à Genève grâce à la francophone Bibliothèque britannique, la première des grandes revues internationales de sciences, créée et animée par des Genevois.

Presque aussitôt, un premier envoi de « vaccin » part de Londres, passe en valise diplomatique par Hambourg, et arrive à Vienne (1799). Il trouve là un adepte plus que convaincu, presque fanatique, Dr Carro, docteur en médecine d'Edinbourg, et Genevois lui aussi.

Seconde surprise et seconde chance, décisive, pour la vaccination antivariolique : on y croit alors même que la preuve de son efficacité et de son innocuité n'est pas véritablement faite.

Qui est-ce - on ? Un peu tout le monde. En premier lieu, les méde-

cins eux-mêmes : de ce côté, l'opposition sera rare et dispersée. Puis les familles riches, nobles ou bourgeoises, qui donnent l'exemple en faisant vacciner leurs enfants en public. Les militaires ne sont pas en reste : c'est grâce à eux souvent que le vaccin peut circuler aussi vite et aussi sûrement dans une Europe en guerre jusqu'en 1815.

Enfin, les administrateurs. Si peu de temps qu'ait duré le Grand Empire français, l'impulsion qu'il a donnée à la vaccination antivariolique est spectaculaire. C'est en Italie et en France que l'action des administrateurs est la plus vigoureuse et la plus constante, et qu'elle triomphe peu à peu de difficultés immenses.

L'Eglise s'engage aussi, très clairement et très fermement, aux côtés des républicains et des « sans-Dieu », pour la vaccination.

## De la mode à la fureur

Comment résister quand le médecin, le prêtre, le riche, le préfet et le capitaine prêchent la même cause ? Le fait est que les « croyances populaires », en principe hostiles à cette inoculation incompréhensible et suspecte de magie, ne tiennent guère face à cette conjuration européenne du vaccin. Les plus réservés des contemporains parlent à son sujet de « mode ». Les plus observateurs, d'une manie, d'une fureur, d'une espèce de « frénésie ». Mais cette frénésie est tout à l'honneur des hommes de ce début du dix-neuvième siècle.

Ouvrage d'historien, le *Chaudron* et la *Lancette* est écrit et se lit au pas de charge, en dépit de ses trois cents pages denses. Les faits, les idées, les hommes, sont présentés clairement et fort souvent. Regrettons, une fois de plus, l'absence de cartes de l'Europe et d'un index des noms cités (au moins les principaux). Ce n'est pas parce qu'un livre d'histoire se lit comme un roman qu'il faut cesser de le traiter en livre d'histoire.

JACQUES CELLARD.

★ LE CHAUDRON ET LA LANCETTE - CROYANCES POPULAIRES ET MÉDECINE PREVENTIVE - 1798-1830, d'Yves-Marie Berod. Presses de la Renaissance, 336 pages, 95 F.

## Pasteur et son temps

**L**a lutte contre la maladie est aujourd'hui réduite à un schéma simpliste : d'un côté, le malade ; de l'autre, la recherche. Le cas du cancer est typique de cette réduction.

A partir d'un autre « cas » typique, celui de Pasteur, Bruno Latour présente et suggère une démarche toute différente. Au début de sa carrière, Pasteur est « un cristallographe qui introduit une dizaine de pairs respectables ». A la fin, c'est « l'homme [du] siècle, l'homme qui a son nom dans les rues de toutes les villes de France ».

D'un point à l'autre, un parcours constamment « situé » entre la recherche fondamentale et les besoins les plus concrets de son époque : l'industrie de la bière, celle du sucre, celle de la soie.

### Stimulant...

C'est cet environnement social (et politique au sens large) qui mène, en quelques sortes, aux côtés du savant-sociologue, le combat contre la société des microbes.

Troisième d'une collection consacrée à une réflexion sur l'histoire des sciences (« Pandore », aux éditions A.-M. Métailié), le livre de Bruno Latour est d'un genre « difficile », déjà dans sa première moitié consacrée à l'histoire du « spatio-temporel » ; plus encore dans la seconde, réductions, petit précis de philosophie qui ouvre des perspectives nouvelles, sans doute révolutionnaires, à l'épidémiologie.

La contrainte de ce « difficile » est le stimulant de cette réflexion. A n'aborder cependant qu'avec un « bagage » adéquat et une curiosité aigüe.

J. C.

★ LES MICROBES, GUERRE ET PAIX, suivi de IRREDUCTIONS, de Bruno Latour. A.-M. Métailié, diffusion PUF, avec le concours du Centre national des livres, 281 p., 90 F.

## Dépossédée de son corps...

**F**ÉLICITONS Danielle Gourvitch : le *Mal d'être femme* est un modèle d'érudition passionnée. A travers les textes juridiques, la littérature et, surtout, les récits des médecins, l'auteur nous apprend ce que cela signifiait concrètement, pour une femme, d'être malade dans la Rome antique. Et comment, dépossédée de son corps, objet du seul discours masculin, elle était pour elle un tel mal que d'être femme.

N'oublions pas, insiste Danielle Gourvitch, que les Romains ont soigneusement cultivé l'idée aristocratique qui fait de la femme un être inférieur : une espèce de premier monstre dans la hiérarchie des espèces, dont la santé ne peut être que très relative, vu sa nature pléthorique, surabondante d'humours.

Elle doit à cet organe féminin et capricieux par excellence, l'utérus, sorte d'animal dans l'animal, sa fonction sociale la plus valorisée : la procréation.

Même s'il arrive à la femme de prendre l'initiative en amour, elle n'en sera pas moins traitée par son mari soit comme un éternel bébé plus ou moins exaspérant, soit comme un petit singe plus ou moins bien dressé.

Ce qu'on attend de la matrone romaine, outre les enfants, c'est l'obéissance. On apprécie qu'elle ne se plaigne pas, qu'elle ne discute pas, et l'un des éloges les plus répandus dans les inscriptions funéraires des femmes consiste à louer la défunte d'avoir vécu « sine querela », c'est-à-dire sans exprimer de plaintes.

L'ouvrage de Danielle Gourvitch, qui enseigne la civilisation romaine à l'université de Paris-X, paraît dans l'excellente collection « Resilia », qui nous avait déjà proposé une étude de J.-N. Robert sur les plaisirs à Rome et qui nous annonce des titres fort attirants : *Etre enfant à Rome*, de J.-P. Nèredas, *Etranger dans la cité*, de M.-F. Baslez, et *Folles et cures de la folie dans l'Antiquité classique*, de J. Pigeaux. Une manière originale d'instaurer un dialogue entre la Rome antique et notre société.

R. J.

★ LE MAL D'ÊTRE FEMME, de Danielle Gourvitch. Les Belles Lettres, 276 p., 125 F.

★ A signaler également : LES MALADIES À L'ÂGE DE LA CIVILISATION OCCIDENTALE, de Mirko D. Grmek. Par le président de l'Académie internationale d'histoire des sciences, diverses recherches sur la réalité pathologique dans le monde grec préhistorique, archaïque et classique. Payot, 526 p., 160 F.

## Le Paris de Julien Green



**Le Monde**  
sera présent au Salon du livre  
STAND A 32

**D. Van Cauwelaert**  
**Poisson d'amour**  
**Le charme même...**

...On songe à la fois au Blondin de l'humour vagabonde, au Marceau des *Éléments du cœur*, avec une brusquerie dans la tendresse qui n'appartient qu'aux années 80, et à l'auteur.  
B. Poirot-Delpech / Le Monde

**Seuil**



4<sup>ème</sup> Salon du Livre, Stand E 15

## Encyclopédie de l'Islam

Edition française établie avec le concours des principaux orientalistes sous le patronage de l'Union académique internationale.

Diffuseur exclusif : **MAISONNEUVE ET LAROSE**

15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. : 354.32.70

la revue de philippe sollers

## L'INFINI

Littérature / Philosophie / Art / Science / Politique

Julia Kristeva, Etchemendy et R. L. L. L.

Les Lacs ont écrit dans Paris

MILAN KUNDERA

Milan Kundera, L'Art de la composition

Sylvie Richterova, Les Romances de Kundera

Eva Le Grand, L'Esthétique de la vision romanesque

Jean-Toussaint Desanti, Du séduisant comme "semblant"

Alain Kirié, La Statue contre l'Idolâtre

Alain Naudou, Voyage au pays des bords du gouffre

denoël

## Kundera Kristeva

## Françoise Fabian



### Madame de Staël

livre-cassette

## des femmes

Jean Rambaud

## LES MIROIRS D'ARCHIMÈDE

- Une histoire de mœurs fascinée par le western de l'histoire et qui valent dans le monde détraqué des adultes comme dans un merveilleux terrain d'aventure. Frédéric Gausson (Le Monde).
- Curieusement, cela donne mieux le reflet de ce temps-là (1940-1942) que bien des livres savants. Les faits, les habitudes, le climat sont restitués d'une façon étonnamment proche et réelle. Alex Mattaglia (Le Méridional).
- Un roman émouvant et drôle, baigné d'une secrète poésie. (Cahiers du Livre).
- Un roman très attachant, plein de jeunesse et d'action. M. Gauthierou (Le Figaro).
- L'adolescence perturbée par la guerre. Sérieux et drôle. Jean-Dieter Wolfrum (L'Express).

belfond

## la via littéraire

### C'est ainsi que Gachon est grand

Auvergnat comme ses amis Pourret et Vialatte, Lucien Gachon, qui vient de mourir à quatre-vingt-deux ans, fut un pédagogue, un géographe et un romancier trop négligé. La rédaction de son chef-d'œuvre, *Marie* (Ramsay, 1982), un roman paysan de 1925, ne suffit pas à assurer son retour. Maurice Piat, né, comme lui, dans un coin du Livradois, aurait pourtant voulu en faire un film.

Instituteur, puis professeur à la faculté de Clermont-Ferrand, Gachon fonda un grand ouvrage de géographie humaine, *L'Auvergne et le Val de l'Arche* (Gallimard, 1948). Lié au mouvement de la littérature prolétarienne, il collabora à la revue *A contre-courant*, avec Ludovic Massé et Henry Poulaille. Son étude sur *L'Ecrivain et le Paysan* (1) est essentielle pour comprendre les ambitions des instituteurs et des paysans, qui, après Émile Guillaumin, prirent la plume et furent témoins et lutteurs.

Gachon a publié aussi Jean-Marie, *homme de la terre* ( repris chez Stock), la *Portière* d'Henri Goussier, instituteur. Il avait entrepris la rédaction de ses *Mémoires*, à Chénouillet, où il s'était retiré.

Vialatte, à sa façon, le définit un jour parfaitement : « Il connaît son sujet par le corps et par l'âme, par les mains, par l'esprit, par les yeux, par les cils. L'Auvergnat, il l'a bûché, et il l'a labouré : il le porte imprégné en lui, il l'a dans le sang... » Et c'est ainsi que Gachon est grand. — RAPHAËL SORIN.

(1) Editions des Cahiers bourbonnais (place de la République, Moulins).

### L'ATLAS des traducteurs

Consacrant le rôle indispensable des traducteurs dans les échanges internationaux, des rencontres professionnelles entre traducteurs vont être organisées chaque année, à partir de 1984, qui s'adresseront non seulement aux traducteurs littéraires, mais aussi aux théoriciens de la traduction, aux auteurs, aux éditeurs, aux professeurs de langues ou de littérature comparée, étudiants, critiques, etc.

### vient de paraître

#### Romans

CHRISTOPHER FRANK : *L'Amant des méduses*. — En juillet, sur une plage méditerranéenne, une adolescente entre dans les eaux du large qu'elle croit vouloir à sa guise... Par l'auteur de *La Nuit américaine*. (Seuil, 250 p., 65 F.)

FRANÇOISE DE MARTINOIR : *Un tel à Mazarin*. — Vingt ans après, *Blancs* revient à la bande familiale dans la capitale mazariniste. Elle y accueille un conteur en robes d'été qui fut le maître des maîtres, et trois comédiens. A l'heure des bilans, comment-il recommencer ? (Maurice Nadeau/LN, 232 p., 75 F.)

ERIC OLLIVIER : *L'Éclair des heures glissantes*. — Un banquier français, bon chic, bon genre, est plongé soudain dans les papiers de la jeunesse pétillante et libérée de Rome. Ce livre paru pour la première fois il y a dix ans. Autre édition d'un ouvrage d'Eric Ollivier, mais en poche : *L'Opéra de verre*, ou les délices de la jeunesse. (L'Éclair, 198 p., 55 F.)

ALBERT COSSERY : *Une ambition dans le désert*. — Le premier ministre d'un empire minuscule veut jouer un rôle sur la scène internationale et, pour cela, entreprend de conquérir le désert. Mais ce territoire minuscule échappe bientôt à son contrôle... Par l'auteur des *Faintes dans la vallée fertile*. (Gallimard, 222 p., 67 F.)

EUGÈNE SAVITZKYA : *Les morts sont bons*. — Contes, brèves nouvelles, écorchés extraordinaires du roi d'une contrée lointaine, traverses l'Asie et l'Europe. Au cours de ce voyage initiatique, il connaît toutes sortes d'aventures fantastiques empruntées de la mythologie tibétaine et asiatique. Par l'auteur d'*Un jeune homme trop gros*. (Minuit, 160 p., 55 F.)

PASCAL QUICHARD : *Les Ténements de la Vieillesse Amère*. — La vie d'une patriote russe dans les premières années du 19<sup>ème</sup> siècle de notre ère évoquée par le biais d'écrits intimes. (Gallimard, 145 p., 70 F.)

#### Poésie

L.-S. SENCHOR : *Admiration*. — Le recueil inclut le cycle des *Épigrammes*, les *Admiration* augmenté d'un poème inédit, *Admiration* pour Philippe Marguerite. (Seuil, 414 p., 140 F.)

#### Lettres étrangères

BALTASAR GRACIAN : *Le Prince ou l'Art de gouverner*. — En version intégrale, un vieux manuel de la gloire de l'Espagne, qui date de 1648 et qui est un document de l'histoire des cultures. Traduction de Michèle Gendreau-Massoloux et de Pierre Laurens. Préface de Marc Pommerehne. (L'Âge d'homme, coll. « Unesco d'œuvres représentatives », 404 pages, 150 F.)

#### Histoire littéraire

NIKE WAGNER : *Terre étrangère*. — Un remarquable dossier qui, outre le texte de la pièce (traduite par Michel Ruel et Luc Roudy), présente sous forme d'anthologie illustrée les clés permettant d'aborder Wagner et Terrence.

Ces rencontres comporteront des échanges d'expériences, des comparaisons méthodologiques, des études sur le sens et la portée des traductions, des exposés de vulgarisation, des réflexions sur le statut social des traducteurs, etc.

Sur la proposition de l'éditeur Hubert Nyssen (Actes Sud) et avec l'accord de la mairie d'Arles, l'Association des traducteurs littéraires de France (ATLF) a décidé de retenir cette ville à la fois pour ces colloques annuels et pour y établir une maison des traducteurs où tout au long de l'année seraient organisés des ateliers de traduction, des séjours pour des traducteurs de divers pays ; cette maison aurait aussi pour vocation d'organiser des stages de formation et d'abriter des activités de recherche (bibliothèque spécialisée, publications et ouvrages lexiconographiques, fichiers et documentation, etc.).

L'ATLF a donc fondé une association de fonctionnement, l'ATLAS (Assises des traducteurs littéraires en Arles), patronnée par le ministère de la culture, la direction de la langue et de nombreux organismes.

Les journées des 9, 10, 11 novembre ont été retenues pour ces premières rencontres en Arles. Un bureau, 53, rue de Verneuil, 75007 Paris, assure une permanence les jeudis après-midi (téléphone : 549-18-95).

#### « FMR » et « Kos »

Franco Maria Ricci, l'éditeur milanais qui, pour son mensuel *FMR* — fondé il y a deux ans — revendique, à juste titre, le statut de « plus belle revue du monde », est en train d'écorner le monde de l'édition.

Il vient de faire paraître une nouvelle revue d'art de divulgation scientifique intitulée *Kos*, entièrement consacrée à l'histoire de la médecine et des sciences naturelles. Au sommaire du premier numéro, l'époustouflant *stirac* d'instruments chirurgicaux de G.A. Brambilla, conservés au Musée de l'histoire de la science, à Florence, et un sujet sur le « mal français », illustré de dessins d'Angelesco, et de nombreux autres sujets de la syphilis et de son traitement (bibliothèque Augusta, à Pérouse).

En mai prochain paraîtra aux États-Unis la version anglaise de *FMR*, Franco-Maria Ricci.

envisage de publier ensuite des éditions en français, allemand, japonais... (Kos et FMR, via Cino del Duca 8, 20122 Milano. Abonnement pour ces publications en langue italienne : 40 000 lire par an ; 75 000 lire pour les deux revues).

### La fête du livre et de la poésie

Le quatrième Salon du livre se tiendra, comme chaque année, au Grand Palais, à Paris, du 23 au 28 mars. Pendant ces traditionnels six jours, près de cinq cents auteurs seront présents sur les stands des mille éditeurs français et francophones. De nombreux colloques et manifestations sont prévus, des prix seront décernés. Deux soirées, le vendredi 23 et le mardi 27 mars, retiendront les visiteurs jusqu'à 23 heures. Trois librairies regrouperont des ouvrages sur le thème des libertés et des droits de l'homme, de l'histoire et l'armée et du sport.

M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, inaugurer le Salon le jeudi 22 mars à 18 heures. Le maire de Paris, M. Jacques Chirac, le visitera le lendemain vendredi, à 18 heures. Une autre importante personnalité politique sera présente au Salon : M. Valéry Giscard d'Estaing, en effet, signera son livre le vendredi à 21 heures au stand Flammarion. (Entrée : 18 F. Pour les enfants de sept à quatorze ans et les étudiants : 10 F.)

Le 22 mars, juste après l'inauguration du Salon, une « Nuit de la poésie » comblera les amateurs de vers, de chants, de musique et de danse, au Cirque d'Hiver, à 21 heures (entrée 25 F.). Parmi les artistes invités, on entendra notamment Laurent Terzieff qui dira *Il était*, Colette Magny dira et chantera *Artaud*, Laurent Gaspard et Jean Grosjean feront un *Éloge de la lumière*, Lorand Gaspar dira, outre son œuvre, *Séfario*, Elytis et des poètes du Proche-Orient.

Lise Levy (soprano), Marie Solles (guitariste) et Robert Berman (comédien) donneront la « Fête des écoliers » de Ronsard à René Char. Les poètes Dominique Giamont et Valérie Fortin feront des lectures et rendront un hommage à Jorge Guillén, récemment disparu. De Maupassant Blaise Cendrars et Hélène Martin chanteront Aragon et Genet.

### en bref

● **LE N° 1 DES « CAHIERS LEON TOLSTOI »**, consacré à « Anna Karénine », vient de paraître. Il comprend des études de Michel Accornero, Jean-Louis Bachet, Jacques Chénouillet, François Corbelli, Edouard Fournier, François Fournier, André Monnier, Ruth Schatzman et Marie Simon. Publié par l'Association des Amis de Tolstoï, il est en vente à l'Institut d'études slaves (9, rue Michelet, Paris-6<sup>e</sup>). Prix de la collection : 40 F., jusqu'au 30 juin. (Après cette date : 50 F.) *Dernier* part, à l'occasion du centenaire anniversaire de « En quel monde en foi ? », premier exposé systématique de la doctrine religieuse de Tolstoï, l'Association des Amis de Tolstoï organise le 24 mars, de 9 à 18 heures, dans les locaux de l'Institut d'études slaves (9, rue Michelet, Paris-6<sup>e</sup>) un colloque sur « Tolstoï philosophe et penseur religieux ». Entrée libre. (Renseignements : Association des Amis de Tolstoï, 9, rue Michelet, Paris-6<sup>e</sup>).

● **LE PEN CLUB FRANÇAIS** a décidé de coopter les qualités de membres associés du Centre français de PEN les membres du bureau de PEN Club polonais dont le siège est à Varsovie : Józef Zaleski (président), Artur Międzyryński et Jerzy Zagorodni (vice-présidents), Władysław Bartoszewski (secrétaire général). Cette décision exceptionnelle constitue un geste d'amitié et de solidarité envers ses confrères. Rappelons que les autorités de Varsovie ont, en août dernier, la direction légalement élue du PEN polonais pour la remplacer arbitrairement par une commission administrative qui n'a pas été reconnue par le PEN international.

● **UN HOMMAGE AU POÈTE ESPAGNOL JORGE GUILLÉN** qui vient de mourir (voir le *Monde* du 17 février) à l'âge de 86 ans, sera célébré à 18 heures à la Sorbonne, salle Louis-Léard, en présence de son fils Claudio Guillén et avec la participation de Jean Cayrol, Yves Bonnefoy, Claude Esteban, Bernard Sève, Paul Baudouin, etc.

● **LE PRIX MAX-JACOB** a été décerné à Dominique Grandmont pour son ouvrage *Les-les* (éd. Tempus actuelle).

● **L'ASSOCIATION L'ATELIER IMAGINAIRE** a décerné le prix Prométhée à Catherine Daria pour son premier roman *Le Dossier d'Alésia* préfacé par Jean-Pierre Ots. Ce livre a été retenu parmi cent cinquante-cinq candidats. L'Atelier Imaginaire a aussi attribué le prix Max-Pol Fouchet à Jean-Jacques Beynac pour son recueil de poèmes *Le Cœur hémisphérique*, parmi trois cent cinquante-cinq candidats venus de toute la francophonie. Ce recueil est préfacé par Yves Berger. Les deux ouvrages primés seront édités et diffusés par L'Âge d'homme, de Lausanne.

### en poche

#### « Vivre tient en six mots »

« L'Éclair des heures glissantes », disait Jean Giraudoux de Charles-Louis Philippe. Les autres ont des excuses. Allez donc faire le grand écart entre deux mondes qui se tournent le dos ! Et puis à quoi bon ? Le peuple lit les œuvres qu'il inspire ? Cependant Philippe compte au moins sur une lecture, sa mère, l'héroïne du roman qui se termine par ces lignes : « Tu prendras tes lunettes pour lire ces phrases. Tu épauleras moi à moi en disant, c'est un gros livre plein de mots. En bien, maman, chacun de ces mots est pour toi. »

Boudé par les éditeurs, le *Mère et l'Enfant* ne paraîtra qu'en version tronquée, à compte d'auteur. Et malgré l'accueil élogieux de la critique, on n'en vendra que trois cents exemplaires. C'était en 1900. Depuis, des générations d'écoliers ont pris en dictée cet hymne à l'amour filial et au chocolat au lait. Déséquilibré par sa très modeste ascension sociale, le narrateur accuse son « frère l'Avenir » de l'avoir mené en bateau, il fallait grimper plus haut pour venger les siens ou demeurer avec eux et faire des sottises comme son père. Adieu « les rêves qui entraînent des sabbats », « ces métiers si élégants qu'ils ressemblent à des distractions », et le pauvre proteste : « Puisqu'on m'a mis au monde, c'est qu'il y a une place pour moi. » Qui, à 3,75 F par jour, comme employé municipal.

Trois ans plus tard, Charles-Louis Philippe épanche librement sa rage au cœur dans le *Père Perdrix* qui fait avoir le Goncourt. On y suit deux itinéraires parallèles : le naufrage d'un vieux forgeron frappé de cécité, et la révolte d'un ingénieur qui, lors d'une grève, se solidarise avec les ouvriers. Ce couple de vaincus tentera de surnager, mais l'air finira par se suicider tandis que le cadet, devenu gratte-papier, se recroquevillera dans le « paradis épirope creux » des bureaux.

Un mot revient à chaque page : manger. Avec l'âge et la misère, « vivre tient en six mots : « Voulez-vous me donner à manger ? » Le seul problème, c'est de les prononcer, car les riches ne lisent pas sur les lèvres. Grâce à Charles-Louis Philippe, tous ces messages muets, ces cris rentrés ont trouvé un porte-parole qui, comme le dit Bruno Verrier dans son émouvante préface, « a su rendre à la banalité le prestige inouï du jargon vu dans une langue qui est presque toujours celle du jargon dit ».

GABRIELLE ROLIN

★ LA MÈRE ET L'ENFANT ET LE PÈRE PERDRIX, de Charles-Louis Philippe. Gallimard, Folio 1589.

مكتبة الأناضول



مكتبة

LUON.  
US  
SSER

TBWA

...dans le disque. Inutile  
battre contre le roc & le  
ce est monstrueusement  
ante, le disque vous abla

...l'expression harmonique  
admirablement faible, sans  
et aguer, horreur, le m'exc  
pe, s'écrit qui vous permet

...de programmer votre mor  
ceur. C'est l'apocalypse du dia  
nant la fin de l'âge de pierre  
sortez vite de votre caverne

...et courez changer d'époque  
dans le magasin le plus proche.

**Technics**

**HANT MATERIAL.**

Imprimerie Hilla Corbel



# C'EST LA REVOLUTION. VOUS ALLEZ TOUS PASSER AU RAYON LASER.



Platine Compact  
Disc SLP 10

Même si votre platine tourne-  
disque date de l'année der-  
nière, elle a pris des rides.  
La platine numérique à rayon

laser est arrivée, écrasante  
et invincible, elle va toutes  
les tuer sous l'aspect parfait-  
tement innocent d'une platine

cassette presque normale. Elle  
ouvre d'abord une large bou-  
che qui avale un disque en  
plastique de 12 cm de diamètre

dont la durée est de 60 minutes.  
Cette horrible platine sans  
bras ni tête lit avec un rayon  
laser le signal numérique

le disque. In-  
contre la bêtise  
construite  
disque inn-

Technics, National et Panasonic. 3 marques de Matsushita Electric. 13-15 rue des Frères Lumière - 93151 Le Blanc-Mesnil Cedex. Tél. (1) 8654466 - B.P. 63

## TECHNICS. LE MECAN

مكتبة ليد



## écrire, lire et vivre en France

### L'effervescence de Montpellier

LES amoureux du livre et de la lecture ne savent plus où donner de la tête à Montpellier, où la municipalité a organisé, du 1<sup>er</sup> au 17 mars, sous le titre « Lire à Montpellier aujourd'hui », une multitude de manifestations, rencontres, expositions, spectacles.

C'est ainsi que le vendredi 9 mars, jour particulièrement copieux, on pouvait écouter Jean Marais lire du Cocteau à la salle Mollière, Michel Butor lire ses propres textes à l'univer-

sité Paul-Valéry, et l'écrivain péruvien Alfredo Bryce-Echenique frapper Manuel Scorza au Salon des Écrivains; on pouvait découvrir l'exposition de l'Atelier des Grammes - qui fabrique des livres étonnants en plâtre, en bois, en cuir, en peau de chamois... (1) - à l'École nationale supérieure des bibliothécaires, ou faire un tour à la journée occitane du Carrefour Livre-Enfance, installé dans une salle réservée aux loisirs des enfants. Le soir, on

avait le choix entre une table ronde sur la poésie contemporaine et un spectacle réalisé à partir de la nouvelle de Fred Uhlman, l'Ami retrouvé.

Tout cela, sans compter les manifestations moins ponctuelles: expositions sur l'histoire de l'écriture ou sur Jean Paulhan au Théâtre, sur les Fables de La Fontaine au musée Fabre, sur Camus ou George Sand dans les Maisons pour tous qui portent leurs noms.

Si l'activité des Montpelliérains autour du livre répond d'une manière opportune à la campagne sur le développement de la lecture lancée par le ministère de la culture, il est surtout le résultat d'un travail de longue haleine, entretenu depuis plusieurs mois par le comité de coordination culturelle, organisme créé par la municipalité, qui a entrepris la tâche ardue de réunir toutes les institutions ayant une action culturelle dans la ville. C'est ainsi que le rectorat, l'Université, les bibliothèques, les archives, les Maisons pour tous, le théâtre, les associations, les librairies... ont été priés d'unir leurs efforts et de participer ensemble à l'élaboration de cette Quinzaine. Si l'opération semble un peu le tournoi par son éparpillement et souffre d'un manque d'information en direction du public, elle a eu l'indéniable avantage de mobiliser beaucoup de gens et de susciter un grand nombre d'initiatives.

Pour le député et maire, M. Georges Frêche, cette Quinzaine illustre la volonté de la municipalité de faire maintenant du livre et de la lecture une priorité de son action culturelle. « On est parti de rien, nous explique-t-il. Quand nous sommes arrivés à la mairie, en 1977, la culture était dans une situation déplorable. Montpellier était parmi les dernières villes de France pour la lecture publique. Durant mon premier mandat, nous avons commencé par combler le retard en agrandissant la bibliothèque municipale et en créant six annexes de quartier. C'était du rattrapage. La priorité était alors donnée à la musique, à l'art lyrique et à la danse. Pour mon deuxième mandat (1983-1989), la priorité est maintenant à la lecture. Nous allons doubler en cinq ans les crédits d'investissement, qui passeront de 20 à 40 millions. Une grande

bibliothèque de prêt sera construite en 1986. Nous ouvrirons trois ou quatre nouvelles annexes de quartier et nous agrandirons celles qui existent. J'aimerais aussi organiser l'an prochain à Montpellier une foire du livre destinée aux éditeurs du sud de la France (de Nice à Bordeaux), pour montrer qu'il y a une industrie du livre dans le Midi (2). »

#### Une nouvelle clientèle

Cette action en faveur de la lecture publique semble correspondre à une réelle demande, si l'on en juge par le succès qu'ont remporté les nouvelles bibliothèques annexes, et par l'optimisme que manifestent les principaux libraires de la ville. C'est le cas, en particulier, des patrons de la prestigieuse librairie Sauramps, qui a vu son chiffre d'affaires augmenter de 24 % en 1983. L'avenue des responsables de Sauramps est, est vrai, symbolique à la fois de l'extraordinaire développement culturel de cette ville universitaire depuis vingt ans et du dynamisme de certains libraires modernes.

Créée en 1945, à partir d'une petite imprimerie-papeterie familiale, cette maison fut d'abord spécialisée dans les beaux-arts, la poésie et la littérature. En 1962, ses responsables - le poète Pierre Torralles, gendre de l'imprimeur, et Pierre Descomps, qui venait de l'édition - font un saut important en s'installant dans une boutique de 250 mètres carrés, où ils mettent à la disposition des clients tous les livres disponibles (à l'exception des ouvrages scolaires).

Le succès est tel qu'après quelques années les animateurs de Sauramps doivent songer à s'agrandir.

En 1978, ils trouvent 800 mètres carrés dans le nouveau quartier commercial du Polygone, construit en bordure de la place de la Comédie, autour de la nouvelle mairie. L'investissement est lourd (le personnel passe de 32 à 48 personnes), mais le résultat, étonnant: le chiffre d'affaires, qui stagnait depuis quelques années, passe de 6,5 millions (en 1977) à 25,5 millions en 1982. « En nous installant dans ce quartier commercial, dit Pierre Torralles et Pierre Descomps, nous avons touché une nouvelle clientèle, qui, avant, n'entrait pas chez le libraire. Une clientèle régionale, qui vient chez nous comme on va dans un supermarché et qui s'intéresse d'abord à la vie pratique et personnelle. La part des livres pratiques dans le chiffre d'affaires est passée de 5 ou 4 % à 16 % ».

Cette nouvelle clientèle est exigeante et spécialisée. Elle demande des ouvrages de bon niveau dans l'électronique, l'alimentation, l'éducation des enfants, la médecine, la bricolage... Avec ses 80 000 titres en librairie, Sauramps espère répondre à toutes les curiosités, tous les besoins. Le principe de la maison est simple: le client doit pouvoir tout demander et tout trouver. La clientèle traditionnelle, plus cultivée, un moment désemparée par ce déplacement, est finalement revenue, attirée par le nombre impressionnant de livres disponibles.

Malgré l'importance qu'il a prise, le masotonde Sauramps ne paraît pas avoir fait le vide autour de lui. Les plus dynamiques des confrères semblent même avoir profité de cette effervescence. C'est en tout cas l'avis de M. Jean Debernard, l'inépuisable patron de la librairie Mollière. Après quelques mois dans l'enseignement de la philosophie, ce passionné de lecture a

ouvert, il y a huit ans, avec sa femme, une boutique, derrière le théâtre, qui est devenue le lieu de rencontre des amateurs de romans, de théâtre, de cinéma, de poésie et de bandes dessinées.

Jean Debernard constate, lui aussi, que l'année 1983 a été bonne et que la lecture se porte bien. Ses clients? Beaucoup d'étudiants et d'universitaires, mais aussi les gens du quartier, des commerçants, des femmes faisant leurs courses dans ces rues piétonnières. Son rayon BD (qui représente 22 % de son chiffre d'affaires) a attiré une clientèle jeune, peu argentée, mais fidèle, attentive et chaleureuse.

Grâce aux rencontres organisées à la librairie Mollière, mais aussi dans la salle d'actualité de la bibliothèque municipale, ou dans les Maisons pour tous, les libraires qui babillent la région peuvent nouer des relations avec le public. Les revues littéraires et culturelles remplissent aussi un rôle d'animation et favorisent les échanges intellectuels. La plus importante d'entre elles, *Essaillies*, réunit un groupe particulièrement actif de poètes et de romanciers - Jean Joubert, Frédéric-Jacques Temple, Jean-Pierre Oite, Françoise Escholer, Didier Pobel, Jean-Louis Terrade, Philippe Nadal, - et tente d'établir un pont entre la création régionale et les courants les plus actuels de la littérature contemporaine. Il faut citer aussi *Textures*, plus expérimentale, *Les Cahiers du Léz*, qui s'intéressent à l'édition électronique, *Delta*, spécialisée dans la littérature américaine, *Dires*, consacrée à la poésie et à la psychanalyse, *Strapontin*, qui veut rassembler la littérature, le spectacle et le rock, *Doctes*, plus tournée vers la culture régionale (3).

#### Lectures publiques

L'université joue son rôle dans ce bouillonnement, grâce en particulier à l'action de deux enseignants, Pierre Calsergues (spécialiste d'Apollinaire) et Paul Proust, qui ont invité beaucoup de poètes contemporains à des lectures publiques de leurs œuvres.

Toute cette activité a frappé l'écrivain Alfredo Bryce-Echenique, qui, après avoir enseigné à Paris, a passé quatre ans comme professeur associé à Paul-Valéry. Il a pu apprécier à la fois la richesse de la vie culturelle montpelliéraine... et l'excellent niveau des études latino-américaines à l'université.

Certes, ce mouvement est encore fragile, et bien des intellectuels, notamment parmi les Occitans, s'effrayent toujours du poids de Paris sur la vie culturelle régionale. C'est le cas du poète Max Rousselle, animateur de la revue *Oc*, et dont les œuvres abondantes commencent à être traduites en français (4). Mais on ne peut nier qu'un départ a été pris. Et il ne manque pas d'hommes dans la région prêts à soutenir ce mouvement naissant.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

(1) Anick Vinay et Emile-Bernard Souchère. Atelier des Grammes, 84190 Gigondas.  
(2) Sur l'activité du midi de la France dans le domaine de l'édition, voir l'excellente revue *Impressions du Sud*, publiée par Jean-Jacques Boin, délégué interrégional du livre. (Librairie, 3, rue Chabrier, 13100 Aix-en-Provence, 20 F.).  
(3) *Essaillies* (BP 1132, 34008 Montpellier Cedex 36 F.). *Textures* (1, impasse du Merle-Blanc, 34000 Montpellier, 30 F.). *Les Cahiers du Léz* (10 bis, avenue du Professeur Grasset, 34000 Montpellier, 15 F.). *Delta* (Université Paul-Valéry, BP 2034, 34032 Montpellier Cedex, 30 F.). *Dires* (145, impasse de la Vole, Roumoules, tél. C, 34000 Montpellier, 25 F.). *Strapontin* (13, rue des Volontaires, 34000 Montpellier, 12 F.). *Doctes* (8, rue Lamarck, 34000 Montpellier, 15 F.).  
(4) *Vers Paradis*. Premier tome d'une série de quatre volumes, dont le deuxième doit paraître en octobre. Le Chénia vert.

**DEUX EXPÉRIENCES**  
La Quinzaine du livre de Montpellier aura été l'occasion de deux expériences originales d'édition. Elle a permis de financer l'impression de cinq plaquettes réalisées par des élèves de classes primaires de la ville: trois contes, une pièce de théâtre et un mini-dictionnaire d'argot à l'usage des cours de récréation. D'autre part, deux jeunes écrivains montpelliérains ont édité un texte commandé à Michel Butor, *Le Quatrième major*, illustrant les décors de quatre peintures de Montpellier et de Nice: Gérard Tupier, Vincent Boudier, Patrick Lemaire et Mark Willis. (Ed. CMS, 21, rue Subleyras, 34000 Montpellier.)



\* Dessin de MIRENCE CLEVEY

### Les sympathies de Fata Morgana

AVEC sa silhouette rondouillarde, son œil malicieux, sa mobilité volatile, Bruno Roy fait penser à un faune. Il me reçoit dans la propriété 1900 qu'il vient d'acheter aux abords de Montpellier pour abriter sa petite entreprise, autrefois logée rue de l'Université. Professeur de sociologie, Bruno Roy est surtout le créateur d'une maison d'édition maintenant connue de tous les amateurs de littérature rare: Fata Morgana (1). Parti de rien en 1966, il n'est pas, dix-huit ans plus tard, arrivé beaucoup plus loin, si l'on raisonne en tirages et en chiffre d'affaires. Mais dans son catalogue, qui compte maintenant plus de deux cent cinquante titres, il y a beaucoup de noms importants. L'auteur vedette est Henri Michaux: « Il aime bien me donner des textes, dit Bruno Roy, parce qu'avec moi il est sûr de ne pas avoir trop de lecteurs... »

« Je ne publie que des gens pour lesquels j'ai de la sympathie intellectuelle, explique l'éditeur. Ma production se partage entre trois sortes d'ouvrages: celles des écrivains vivants qui correspondent à l'idée que je me fais de la littérature: Michaux, Leiris, Jabès, Blanchot, Roger Laporte, Lévinas...; des traductions de littératures peu connues: grecque, turque, libanaise, portugaise, serbe, hongroise...; et des inédits ou des textes peu connus de la période 1885-1900. Ainsi, je vais publier les écrits complets de Gustave Moreau... »

Chez Fata Morgana, la présentation, la typographie, sont particulièrement soignées, mais les tirages sont réduits (entre cinq cents et mille deux cents exemplaires) et les prix modérés (de 30 à 60 F.). Les best-sellers de la maison? Ceci n'est pas une

pipe, de Michel Foucault, qui a atteint près de quatre mille exemplaires, la *Folie du jour*, de Blanchot, réédité quatre fois, *Elytis* (qui est passé de trois cents exemplaires, avant le prix Nobel, à deux mille cinq cents après...). Mais, on l'a compris, Bruno Roy ne court pas après les super-bénéfices. Ce qui l'intéresse, c'est d'équilibrer son budget pour pouvoir continuer. Maintenant qu'il est distribué par Distric - et qu'il n'a plus à faire lui-même les expéditions aux libraires - il voit l'avenir avec plus d'optimisme.

Bruno Roy est ravi d'être en province. Excepté pour les relations avec les médias nationaux, tout y est plus simple qu'à Paris, en particulier les rapports avec les gens. On prend davantage son temps. « Les éditeurs parisiens sont angoissés, bousculés. Pour éditer des romans ou des essais, il n'est pas nécessaire de se presser... »

Bien qu'il ait édité des auteurs de la région (Temple, Torralles, Ponge, Roger Laporte...), Bruno Roy ne se considère pas comme un éditeur régionaliste. Il n'a pas d'action sur le plan local et n'a n'importe quelle affinité avec l'Occitanie. « Je me considère plutôt comme méditerranéen. C'est une question de climat, d'écriture. Je ne pourrais pas être éditeur en Alsace, mais peut-être en Italie ou à Istanbul... »

(1) Fata Morgana, Fontfroide-le-Haut, 34908 Saint-Claude.

\* Signalez deux autres éditeurs montpelliérains: Les Presses du Languedoc (33, rue Rochembert), qui publient des ouvrages d'histoire régionale, et Gris basal (11, rue Louis-Braille), spécialisée dans la photographie.

# Le Monde

## Loisirs

NOUVEAU SUPPLÉMENT ILLUSTRÉ  
AU «MONDE» DU VENDREDI 16 DATÉ SAMEDI 17 MARS 1984

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO :

### LISBONNE : REPÈRES AVANT LE PRINTEMPS SUR LE TAGE



#### SPORTS :

Boxe française contre boxe américaine.

#### MODE :

Berlin, Montana, Tornade.

#### GASTRONOMIE :

Les restaurants italiens à l'assaut de la capitale.

Et un choix commenté des programmes de la radio et de la télévision pour la semaine.

CE SUPPLÉMENT EST VENDU ENCARTÉ DANS L'ÉDITION QUOTIDIENNE DU «MONDE»

### Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections  
manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre.  
Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle  
4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.

Conditions fixées par contrat.  
Notre contrat habituel est défini par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

## Jean GROSJEAN

### Pilate

récit

« Comme les précédents, ce texte de Jean Grosjean mérite d'être lu et médité, avec le sentiment d'aller chaque fois plus profond. »

Claude Fleury/Le Républicain Lorrain

« L'auteur aime la concision et il aime qu'un simple jeu du vent crée autour de l'homme l'immensité du ciel! »

Lucien Guissard/Le Croix

GALLIMARD *unif*







## La grève des gens du spectacle

Une grande partie des théâtres parisiens devraient être fermés ce jeudi 15 mars à la suite de la grève des professions du spectacle lancée par la CGT, la CFDT et la CGC. Il n'y aura pas de représentations dans les salles subventionnées. Seul l'Opéra annonce un retard d'un quart d'heure en lever de rideau.

Dans le secteur de la décentralisation, et au sein des grandes tournées, la grève s'annonce largement suivie, peut-être même davantage que lors du précédent arrêt de travail, le 20 janvier dernier. On note quelques gestes de solidarité (Marcello Mastroianni à Paris, l'Opéra vert à Marseille). Enfin, les programmes de télévision sont perturbés par ce mouvement de protestation auquel se joignent techniciens et réalisateurs. Tous les tournages pour le petit écran et quelques tournages pour le cinéma s'interrompent également pour une journée.

La grève, qui a pour but d'attirer l'attention sur les dangers qui menacent la survie même de toute une profession, porte essentiellement sur deux revendications : 1) l'indemnisation du chômage : c'est le thème principal. Les artistes interprètes bénéficient jusqu'à présent d'un régime spécial dit au caractère « intermittent » de leur métier - régime transitoire aujourd'hui, qui risque de ne pas être prolongé au-delà du 31 mars, si la spécificité de la profession n'est pas prise en compte dans le cadre de la nouvelle convention.

En septembre dernier, une mission était confiée à M. Edgar Dana, directeur de l'ANPE des professions du spectacle. Il s'agissait de mettre au point un système de protection sociale fondé sur la notion de « régulation des revenus », qui aurait reconnu le travail permanent des acteurs, danseurs, musiciens, etc., tout ce qui précède les périodes d'engagements. Il s'agissait également de veiller sur les rentrées des cotisations sociales.

Mais la nouvelle convention prévoit d'aligner les intermittents sur le régime général, ou sur celui des travailleurs intermittents (annexe 4 de l'UNEDIC). Selon des calculs du SFA-CGT, se seraient les deux tiers de la profession qui ne toucheraient plus d'ASSEDI, dans le pire des cas.

Les droits sur les œuvres audiovisuelles. - Si les conditions d'indem-

nisation du chômage restent depuis de nombreux mois la préoccupation essentielle des artistes du spectacle vivant, ils continuent également de se battre au sujet du projet de loi sur les droits dérivés. Les producteurs proposent notamment qu'il y ait rémunération après délai et amortissement. « Autant dire jamais », rétorque notamment la CGT, qui attire l'attention sur le développement de l'audiovisuel au détriment du spectacle et estime que ces droits (droits des interprètes) doivent représenter à l'avenir une forme de salaire pour les intéressés.

Mais comprises du public, qui se rend compte seulement une fois par an de ce que c'est, une journée sans spectacle, les revendications des artistes et interprètes ne sont pas simplement postérieures. « Dans les pays qui nous entourent, indique François Marié, du SFA-CGT, il y a un artiste pour quatre ou cinq mille habitants. En France, un pour sept mille cinq cents habitants. » Il y a moins de dix mille artistes-interprètes (sans compter les musiciens), il n'en resterait plus que trois mille si, dans le cadre du régime général d'assurance, le système d'indemnisation du chômage n'était pas adapté. « Y aurait-il alors une expression culturelle française possible? », poursuit François Marié, qui rappelle : « Les grands talents ont toujours surgi dans le foisonnement. »

Précisons cependant que la loi-général de la convention en cours, c'est d'intégrer le spectacle à l'économie nationale, plutôt que d'en faire un secteur assis. De son côté, le ministre de la culture indique qu'il « comprend l'inquiétude légitime de ces professions dont le métier est constitué d'une alternance de périodes de travail et de chômage ». Les négociations entre les partenaires sociaux ont lieu le 19 mars. « Le gouvernement porte, à l'évidence, le plus grand intérêt au résultat de ces négociations. Dans l'hypothèse où ce problème ne pourrait être réglé avant le 31 mars, il estime souhaitable que des dispositions soient prises pour protéger, pour une période limitée, le régime transitoire actuel, en veillant à mettre tout en œuvre pour assurer aux travailleurs du spectacle une protection sociale adaptée », conclut le communiqué de la Rue de Valois.

CLAUDE DEVARREUX.

## THÉÂTRE

### « Cinna », à la Comédie-Française

(Suite de la première page.)

Sur ces colonnes, sur ces drapés, se jettent les rayons obliques ou parfois horizontaux d'une lumière dorée, chaude, vive, une lumière de soleil, œuvre de Philippe Arlaud, qui accentue l'intensité de la réflexion ou de l'émotion des personnages.

Le metteur en scène Jean-Marie Villégier a piloté les voix et les attitudes. Comme il disait que l'alexandrin est le vers qui convient le mieux au dialogue de théâtre parce qu'il est le plus proche de la conversation simple, de sa prose. Les acteurs conduits par Villégier respectent ce prosaïsme, ils ne chantent pas Corneille comme on peut chanter Racine, mais nous attendons une réinterprétation de la substance du discours, des blancs et des noirs, des points d'orgue, une tension.

Le comportement physique est droit, surveillé, dans les salles d'Auguste, plus libre entre conjurés ou entre amoureux dans l'appartement d'Emilie. Il y a une économie des mouvements, tant que la passion, le colère, la peur, ne déterminent pas certains outils de soi.

Marcel Bozonnet joue Cinna. Bozonnet sait à dire à merveille les grands textes, le vers ou la prose. Il dispose d'une intelligence très particulière de ce que les paroles expriment, un toucher mental et sensible un peu tremblé, comme des ondes de lumière qui jouent sur des ondes d'eau, il fait entendre les vers à jour frisant, il est parfois enthousiaste et scrupuleux. Ce jeu ambigu de Marcel Bozonnet convient en ne peut mieux aux tergiversations de Cinna, à ses hésitations de caractère. C'est sur Bozonnet-Cinna que les rayons lumineux de Philippe Arlaud sont le plus « caressants », relevant au mieux la présence singulière, les nerfs à fleur de peau, le feu du regard.

Michel Vitold joue Auguste. Il a un peu l'air d'un vieux fantôme, dans un ancien conte chinois. C'est un Auguste âgé, qui a vécu trop longtemps, régné trop longtemps. Il a gardé toute sa rouerie tactique de politicien de premier plan, mais il n'a plus le feu sacré. Si bien qu'au dernier acte, lorsqu'il a vaincu l'adversaire une fois de plus, en l'acquiesçant, il ne triomphe pas : comme les autres, il a perdu quelque chose. Il n'a plus d'énergie.

Maxime, le tribun de gauche, est joué par Richard Fontana, qui sait très bien dire les textes lui aussi, et qui a une fragilité de nerfs, dans son jeu, des rappels d'enfance.

Claude Mathieu a choisi de présenter une Emilie « moderne », d'allure plutôt plébéienne. Claude Winter a fait comme il convient la banalité, la vue courte, des phrases que Corneille attribue à Livie, l'épouse de l'empereur.

Cette représentation de Cinna est exemplaire. Villégier n'invente pas des idées de décor, de costume, de jeu, arbitraires. Mais il y a une grande richesse de méditation et de poésie dans l'alliance du décor, des costumes, des lumières, des voix, des gestes. Jean-Marie Villégier et les comédiens remettent en évidence la qualité de ce Théâtre-Français, dont l'une des charges essentielles est de maintenir la présentation des tragédies de Corneille et de Racine. Peut-être ce symptôme étonnant apportera-t-il du calme, de la confiance, dans une maison odieuse aujourd'hui, un peu secouée par des différends internes, comme par le relâchement syndical et les inquiétudes personnelles qu'y a provoquées l'intransigence du ministère.

MICHEL COURNOT.

\* Comédie-Française, en alternance.

## CINÉMA

### « LE TEMPS SUSPENDU », de Peter Gothar

#### Vivre à Budapest en 1963

Une journée bénie (1979), premier film de Peter Gothar, Lion d'argent à Venise en 1980, révélait déjà une personnalité, un travail sur la direction d'acteurs qui évoquait John Cassavetes, référence presque obligée de toute tentative pour dépasser le documentaire, mais en gardant certaines vertus mises au service du romanesque. Avec *Le Temps suspendu* (1982), son second film, le cinéaste redouble ses exigences, abat la carte d'un esthétique de plus en plus évidente, au service d'idées qui, elles, le sont bien moins.

Immédiatement après le premier carton, avant même le générique, le canon s'apaise à Budapest, la fusillade continue sporadiquement. Nous sommes le 5 novembre 1956, au lendemain de l'intervention soviétique, les tanks de l'armée rouge occupent le terrain, défilent dans les rues et les boulevards de la capitale aux façades éventrées. L'image se veut objective, point de vue d'un Martien qui survolait les Thermopyles après la bataille. Le son est presque irréel, comme des enfants qui jouent à la petite guerre.

Après le générique, bond dans le temps, 1963, les années terribles de la « consolidation », retour à la sphère du privé, au destin des hommes. Hongrois jeunes et vieux, qui continuent à vivre. Un couple entretient à la fin de la première partie, le père, la mère, deux garçons, a été séparé. Les fils ont quinze/seize ans, la mère fait face, seule, car le père est parti à l'étranger. Chacun essaie de s'insérer, les mœurs d'avant 1956 reprennent droit de cité, le mensonge, la flatterie, les pressions inéluctables. Les jeunes grandissent

dans cette atmosphère, ils passent à l'Occident, à sa musique surtout. Ils s'éveillent, en même temps qu'à la politique, pur mensonge, à l'amour, au sexe. Peter Gothar et son collaborateur au scénario Goza Benemenyi parlent crûment, sans employer de gants. Le metteur en scène stylise ses extérieurs, insiste sur cet aspect en marge des êtres et des choses, coupe tout élan dramatique.

Se cambrer devient cruelle face aux adultes, en rajoute parfois. Il leur attribue toutes les frustrations de la terre, un tel sa religion catholique, un autre encore sa foi laïque, communiste, rudement mise à l'épreuve. *Le Temps suspendu* est le premier film d'un pays socialiste, à notre connaissance, à aborder de front ce qu'on appelle aujourd'hui la normalisation. Les précédents passés irritants de Peter Gothar n'ont de sens que rapport à un objectif parfaitement ciblé.

Les deux dernières séquences donnent le message, si messages il doit y avoir. Le jeune Dines, le grand benêt qui n'osait pas aimer, va enfin faire ses études de médecine, nous sommes en 1967, tandis que son ex-petite amie qui lui faisait tant peur, mariée, semble-t-il, à un autre copain, lui rit au nez. Les « vieux » réunis, la mère et ses deux maris, le vrai, revenu d'Amérique en visite touristique, le nouveau, ancien déporté qui, à pu se réinsérer, se lançant bras dessus, bras dessous dans un couplet de comédie musicale. Tout est bien qui finit bien. Et Peter Gothar a presque trop de talent.

LOUIS MARCOTTELL.

\* Voir les films nouveaux.

## NOTES

### Danse

« DES SITES »  
au Centre Georges-Pompidou  
Suzan Buirge et la vidéo

Voici venir le temps de la vidéo. Chaque créateur, selon son tempérament, son style, tente de manier une image électronique difficile à maîtriser mais qui ouvre le champ de la danse.

Des Sites, présenté par Suzan Buirge, est l'œuvre d'une chorégraphie échevillée, au fait de la technique vidéo et sûre de son propos. Sa démarche est claire : transposer l'émotion ressentie à la lecture d'un texte de Marguerite Duras dans son propre univers avec la contrepoint d'images filmées par Don Foresta. Alternance de deux espaces différents (le scène, l'écran) avec un point commun, Suzan Buirge présente dans la réalité et la fiction.

Sur le plateau blanc, abstrait, réfléchissant par des miroirs, la chorégraphie, engoncée dans des tissus, commencent à esquiver des gestes avec affectation ; puis elle arpente les lieux, méthodiquement, dans une marche reprise ensuite par son frère (Brigitte Cossette). Une relation se crée entre les deux femmes tandis que, sur l'écran suspendu, apparaît ponctuellement un jeune homme en blanc, une plage, un casino, une mer déferlante sur une musique d'ambiance de Ragnar Gripp.

Parfois les gestes réels rappellent ceux du film - une maison un lointain écho. Les deux danseuses prennent de plus en plus possession de l'espace. Suzan Buirge avec vigueur, Brigitte Cossette plus souple, plus déliée. Et alors que le spectateur commence à se laisser de ce va-et-vient entre scène et vidéo, une ligne de fuite lui est offerte avec une vue de Venise comme un mirage en fond de décor. Mais, même ainsi, il n'a plus suffisamment de matière pour s'investir. Entre la danse qui ne se renouvelle pas et le film enfermé dans son écran, rien ne vient plus relancer l'imagination, rien qui puisse valoir la simple lecture du texte de Duras.

MARCELLE MICHEL.  
\* Centre Georges-Pompidou, 20 à 30.

« PRÉSIDENTS DE LA SRF. »  
Pour 1984, les trois présidents de la Société des réalisateurs de films sont les suivants : Coline Serres, Pierre Jallaud et Jean Marbœuf.

### Variétés

GILLES VIGNEAULT, à l'Olympia  
Frère du vent

Depuis vingt ans, Gilles Vigneault revient régulièrement en France et, promesse sa longue silhouette. Quand il était jeune, le Québec a poussé à l'intérieur de lui-même et, un jour, a débordé. Et avec sa voix née des grandes étendues, tantôt douce et insidieuse, tantôt rauque ou en forme de cri, il a raconté ce qu'il a vu, senti, rencontré, pressenti dans son pays large, il a rapporté des causes entre le vent, les pierres et les forêts, il a multiplié les perceptions, les personnes qui ont existé ou qui existent. Des hommes simples et solides qui ont le goût de la vie libre, des gens ouverts et fermés, fermés aux autres parfois, ouverts à tout ce qui est l'espace, le temps à prendre, la nature, les bêtes, les bois. Et Gilles Vigneault, en faisant sa « quête » du pays, a dit la prise de conscience de tout un peuple.

Le temps du lyrisme n'est plus de mode au Québec. Mais Gilles Vigneault n'a lui-même rien abandonné. Hors des fluctuations du show-business et des hasards de la politique, Vigneault est un homme intègre qui chante à tue-tête les gens qu'il aime et qui parlent avec lui d'amour et d'espoir. Vigneault dans la gigue, crée à lui tout seul une fête de village, près du Saint-Laurent, devient un conteur avec une étonnante capacité d'émouvoir et, pour finir, il nous fait comprendre que le bonheur est à portée de main. Ce bonheur dont il dit lui-même qu'il « dort au fond d'un vieux soulier ».

Gilles Vigneault est à l'Olympia, première et deuxième partie, pour deux jours.

CLAUDE FLÉOUTER.

\* Olympia, 20 à 45.

### LE N° 3 DE « PHOTOGRAPHIES »

#### Le sens de l'image

La couverture, une photographie, montre une main et son double, une empreinte, présent-tant ou jouant avec cinq dés de poker. Cette photo est de René-Jacques, elle date de 1928 ou 1929. Page 55, on retrouve la même image, à peine coupée dans le haut, mais surtout rhéboisée avec sa formule de « une ». Le bas de la première étant devenu le haut de la seconde. Les faces exposées des dés ont-elles un sens qui indique la bonne et la mauvaise position du cliché? René-Jacques a-t-il laissé des indications qui permettent de le placer autrement qu'au hasard? Aucune de ces questions ne trouve sa réponse dans le n° 3 de *Photographies*. Mais le sérieux ordinaire de cette revue trimestrielle ne permet guère de penser qu'on ait laissé à la chance le soin de définir le véritable sens de cette image mallarmesque.

Photographies, c'est d'abord l'image, en effet, traitée et reproduite avec le plus grand soin; choisie sans école, dans l'éventail le plus large de cette

production qui réunit art et technique. Le texte se plie à l'image et, comme aussi la mise en page, il sait être savant ou souple, n'exclut l'humour ni l'ironie et surtout pas la précision. Ce troisième numéro donne sa part à l'austérité avec un dossier sur l'enseignement dans le monde. Nous préférons, par goût, souligner la contribution à l'ensemble d'un Victor Hugo très cabot (Philippe Négu) ou celles de Delacroix (Pierre Vaisse) et de Degas (Françoise Cachin); la réapparition du cliché-verre (Michele Melot). L'intervention très opportune enfin de Robert Doisneau. Car la photographie c'est sans doute la littérature, la peinture, l'architecture, c'est le tourisme et le voyage, la religion, la rue, la réalité et ce qui lui échappe, et c'est enfin, tout simplement, la revue le fait bien comprendre, la photographie elle-même.

FREDÉRIC EDELMANN.  
\* Photographies, n° 3, 140 p. 55 F. 61, rue de Richelieu, 75002 Paris.

### « FEMMES DE PERSONNE » de Christopher Frank

#### Modernes et pas fières de l'être

Cécile, Isabelle et Adeline travaillent, ensemble, dans un cabinet de radiologie du côté du parc Monceau. Les deux premières sont médecins, la troisième manipulateuse. Cécile (Marthe Keller), séparée de son mari, élève librement son fils de neuf ans, qui ne s'étonne pas de trouver, de temps en temps, un monsieur de passage dans le lit de sa mère; Isabelle (Caroline Cellier), épouse son époux, homme d'affaires, lui recroise une maîtresse sans qu'il le sache et se demande si elle va garder le troisième enfant dont elle est enceinte; Adeline (Fanny Cottençon) mène une sorte de guerre ironique, dans ses aventures avec les « mecs », mais est plus fragile qu'il ne semble.

Romancier et scénariste, Christopher Frank avait déjà montré une subtilité connaissance de la psychologie féminine dans son premier film, *Josephine*. Il va plus loin. Son scénario et sa mise en scène intimistes ressemblent des motifs qui deviennent des portraits vivants. Ses femmes ont vraiment l'air de travailler, leur profession les met à l'abri des soucis matériels; cela ne les empêche pas d'être coincées dans leur existence privée, d'être en proie à des contradictions. Après les années de conquête du féminisme dont elles ont profité, Cécile, Isabelle, Adeline, à la fois très différentes de caractère et complètes, n'ont pas trouvé la bonne solution. Liberté sexuelle, célibat, corrélation des naissances, ces autres formes d'indépendance (avec le travail ne conviennent pas toujours aux exigences profondes de l'amour.

Car l'amour est la grande affaire de ce film tendre et discrètement romantique, où, tout en s'entraînant pour résister aux moments de désespoir, trois femmes modernes espèrent à un bonheur sentimental qui ne les aliénerait pas. Ce n'est pas la question du cercle, mais, enfin, c'est difficile, car les hommes, eux, n'ont pas fondamentalement changé. Ils veulent toujours décider ou dominer, même lorsqu'ils sont faibles. Gilquin (Jean-Louis Trintignant), que Cécile a, en quelque sorte, capturé par un petit accident de voiture, ne renonce pas à sa famille. Marc (Patrick Chesnais), le mari de Cécile, s'effondre en découvrant que sa fille adolescente a des rapports sexuels. Plus proche de l'univers des femmes se trouve Philippe Léotard, en personnage un peu mystérieux qui se révèle homosexuel.

Christopher Frank ne néglige certes pas ses acteurs. Mais il apporte une bien plus forte sensibilité à la direction d'actrices. On redécouvre Marthe Keller, en Cécile mûrissante, passant de la fantaisie à la gravité, à l'émotion. Caroline Cellier et Fanny Cottençon n'ont jamais été aussi bien utilisées. Et puis Elisabeth Etienne se fait remarquer dans un petit rôle pas commode à tenir.

JACQUES SICLIER.

\* Voir les films nouveaux.

LA FEMME FLAMBÉE

INTERDITE AUX MOINS DE 18 ANS

### SALON SUD 92

ISSY-LES-MOULINEAUX  
du 3 au 18 mars  
Vendredi DIMANCHE 4 MARS à 11 h.  
THÉÂTRE MUNICIPAL  
25, avenue Victor-Cresson  
Ouvert tous les jours de 14 à 19 h.  
DIMANCHE de 10 à 12 h et de 14 à 20 h.



# SOCIÉTÉ

## EN BREF

### Les limites du journalisme

La première chambre du tribunal civil de Paris a condamné, le 14 mars, un journaliste, M. Denis Epitalon, à verser 40 000 francs de dommages et intérêts au prince Rainier de Monaco.

Le journaliste s'était rendu dans une propriété du département de l'Oise, où il avait posé des questions relatives à la vie privée de Rainier, en vue de la publication d'un reportage dans *Paris-Match*.

La société Cogédipresse, editrice de l'hebdomadaire, a été mise hors de cause par le tribunal parce qu'au-

cun article n'est paru sur ce sujet. Le jugement précise cependant : «...en l'espèce, Denis Epitalon, libre de refuser le sujet proposé par la société Cogédipresse, dans la mesure où celui-ci était, à l'évidence, de nature à porter atteinte à l'intimité de la vie privée de Rainier de Monaco, en acceptant de traiter un tel thème de reportage et, surtout, en faisant preuve, dans la conduite de l'enquête, d'une absence certaine de tact, de discrétion et de prudence, a, par un comportement critique que les nécessités de l'information ne justifiaient pas, dépassé les limites de la matière. »

### LE PROFESSEUR JÉRÔME LEJEUNE ÉLU À L'ACADÉMIE DE MÉDECINE

Le professeur Jérôme Lejeune a été élu le 13 mars membre de l'Académie nationale de médecine.

Le professeur Lejeune avait, depuis le début des années 70, fortement milité contre la légalisation de l'avortement.

[Né le 13 juin 1926, M. Lejeune est docteur en médecine, docteur ès sciences. Directeur de recherche depuis 1963 au Centre national de la recherche scientifique, il est professeur de génétique fondamentale à la faculté de médecine de Paris depuis 1964 et responsable du laboratoire de la chaire de génétique fondamentale (hôpital Necker-Enfants-Malades, Paris).]

Membre de l'Académie pontificale des sciences, le professeur Lejeune avait été désigné par le pape aux obsèques du secrétaire général du Parti communiste d'Union soviétique, Youri Andropov. Il est également membre de l'American Academy of Arts and Sciences, et de l'Académie royale des sciences de Suède.

De nombreuses distinctions ont couronné ses travaux (Prix ESSEC du cancer, Prix Kennedy, Prix Jean-Toussaint de l'Académie des sciences, Grand Prix de la Ville de Paris).

### Un nouveau hold-up du « gang des postiches »

Les sept ou huit malfaiteurs armés et affublés de barbes et de moustaches postiches et, pour certains, de cagoules, qui ont attaqué, mercredi 14 mars vers 15 h 15, une succursale du Crédit commercial de France située avenue de Villars, à Paris 7<sup>e</sup>, appartiennent probablement au « gang des postiches ». Depuis le début de ce mois, ce gang, dont aucun des membres n'a été jusqu'ici identifié, avait réussi à voler de leur contenu quelques dizaines de cinquante coffres loués à leurs clients par cinq établissements bancaires de la capitale (*Le Monde* du 10 mars).

Mercredi, les malfaiteurs ont été contraints de prendre la fuite après n'avoir pillé que vingt-six coffres et d'abandonner sur place une partie de leur butin, ayant constaté que l'alarme avait été donnée. Les policiers sont arrivés sur les lieux quelques minutes trop tard. La directrice de l'agence a été légèrement blessée à la tête, et une cliente, victime d'un malaise cardiaque pendant le hold-up, a dû recevoir des soins à l'hôpital.

Ironie du sort, au moment même où avait lieu ce hold-up, des responsables de banques, des policiers de la brigade de répression du banditisme (BRB) et des gendarmes étaient réunis au ministère de l'Intérieur, à la demande de M. Gaston Defferre, pour étudier les moyens de mettre en échec ces audacieux malfaiteurs.

« Un pompiste dévoué pour avoir tué un malfaiteur... » M. Marc Jaillier, soixante-trois ans, gérant d'une station Shell à Toulon (Var), a momentanément cessé, le 12 mars, d'exploiter son affaire, car il avait été gravement blessé la veille, le 11 mars, d'un coup de couteau et de blessures volontaires ayant entraîné la mort.

## TRANSPORTS

### ASSEDIC CONTRE ENTREPRISES PUBLIQUES

#### La SNCF saisie par décision judiciaire...

Par suite d'un litige avec les ASSEDIC, la SNCF fait, par décision de justice, l'objet d'une saisie-arrêt, qui sera réalisée sur les ventes de titres de transport de certains agents de voyages.

L'affaire est vieille de dix années. En 1974, alors que la SNCF avait un statut de société d'économie mixte, les ASSEDIC entendaient lui faire payer une cotisation à une assurance d'insolvabilité, prévue par une loi du 27 décembre 1973, qui permet aux salariés d'une entreprise de prétendre au versement garanti de leurs salaires en cas de règlement judiciaire ou de liquidation de biens.

Or la SNCF s'est toujours refusée à adhérer à un tel régime, arguant de ce qu'elle était une entreprise de l'Etat, ce qui mettait ses employés à l'abri de tout déboire, puisqu'elle n'était pas susceptible de déposer son bilan ni d'être déclarée en faillite. Et elle s'est pourvue devant les tribunaux pour tenter de faire établir son bon droit.

Le tribunal de grande instance de Paris rendait le 28 juin 1977 un jugement favorable à l'interprétation de la SNCF, suivi le 23 mars d'un arrêt dans le même sens de la cour d'appel de Paris. Saisie par les ASSEDIC, la Cour de cassation renvoyait, le 25 février 1981, l'affaire devant la cour d'appel d'Orléans ; le 28 avril 1983, cette dernière rendait un arrêt défavorable à la SNCF, à laquelle elle demandait le dépôt

d'une garantie de créance de 100 millions de francs sur les 219 665 518 F réclamés par les ASSEDIC au titre des cotisations des années 1974 à 1982 (depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1983, la SNCF est devenue un établissement public à caractère industriel et commercial, et elle n'est donc plus concernée par les questions touchant aux faillites).

C'est cette somme de 100 millions de francs que, nonobstant son nouveau pourvoi en cassation, les ASSEDIC ont entrepris de recouvrer. Une saisie des recettes aux guichets de la SNCF étant légalement exclue, celles-ci seront donc pratiquées auprès des vendeurs privés - c'est-à-dire des agences de voyages - commercialisant des billets de la SNCF. Six distributeurs sont concernés : Wagons-Lits Tourisme, Havas Voyages, Doro Voyages, SCAC Friedland, AOV et Via Voyages. Ils devront désormais verser directement aux ASSEDIC le montant de leurs ventes de billets SNCF.

Air France fait, pour la même raison, l'objet de poursuites identiques. La compagnie aérienne nationale a, elle aussi, été condamnée par la cour d'appel d'Orléans à payer les cotisations au titre de l'assurance-insolvabilité, mais, selon l'entreprise, le montant n'en a pas été évalué expressément. Aucune saisie n'a par ailleurs été exercée à l'encontre de la compagnie.

### Après le procès d'un policier meurtrier

#### LE CHAGRIN DE LA DAME EN NOIR

18 h 30, mercredi 14 mars. Les lourdes portes du Palais de justice de Paris sont enfin closes. Les couloirs se vident, les salles d'audience s'apaisent. Seule, la vingt-troisième chambre correctionnelle, celle des flagrant délits, joue les prolongations, débattant son dernier contingent quotidien de récondamnés à la frontière, son dernier lot de Sénégalais en situation irrégulière. La nuit approche. La justice a fait son œuvre. Docte ou populaire, c'est selon, impatiente assurément-elle, avec l'autorité de la chose jugée en tout cas, en toute bonne conscience sous une carapace de textes, lois et codes.

18 h 30. Sur le trottoir du boulevard du Palais, par-delà les hautes grilles, une femme crie. Elle paraît s'effondrer à chaque pas, se tordre les mains. Blonde, habillée de noir, croit-on, à travers la mêlée qui l'entoure, le protège, la retient, elle semble avoir beaucoup d'amis. « Elle va se suicider, oui mon-sieur, elle se suicidera, elle l'a dit. Elle n'a tenu que pour le procès. »

Elle est venue d'expliquer, de dire cette anecdotique histoire. « Je suis la tante du petit, vous comprenez. C'était mon neveu, Bruno. » D'une tête, un homme dépasse les grilles qui s'agitent : « Il l'ont acquitté ! Avec Badinter à la justice, vous vous rendez compte ! Maintenant les policiers vont se croire tout permis. »

Claude Marin, trente-deux ans, gardien de la paix, est sorti libre de la cour d'assises de Paris devant laquelle il comparait pour le meurtre de Bruno Zerbib, dix-huit ans. Sa condamnation, deux ans de prison dont quinze mois avec sursis, couvrait sa détention provisoire.

Bruno avait un scooter, le regardait en connaisseur celui de M. Marin, qui, le voyant de son appartement au troisième étage et le prenant pour un voleur, prit aussitôt son fusil 22 long rifle muni d'un silencieux et d'une lunette de visée. Une balle sans avertissement, en pleine tête, pour Bruno. Une mort par méprise, par peur.

La dame en noir s'est assise sur le banc. Elle pleure... EDWY PLENEL

### Mgr Louis-Marie-Bille nouvel évêque de Laval

Le pape a accepté, le jeudi 15 mars, la démission de Mgr Paul Carrière, évêque de Laval, qui a atteint l'âge limite de soixante-quinze ans, et nommé, pour le remplacer, Mgr Louis-Marie Bille.

[Né le 18 février 1938 à Fleury-la-Aubrais (Loiret), Louis-Marie Bille entre en 1954 au séminaire de Luçon, puis suit les cours des facultés de théologie et de lettres de l'Université catholique de l'Ouest. Il entre ensuite à l'Institut biblique de Rome et à l'École biblique de Jérusalem.

Ordonné prêtre en 1962, il fut successivement professeur d'écriture sainte au grand séminaire de Luçon (1966-1972) et professeur du troisième de préparation au sacerdoce à La Roche-sur-Yon (1972-1977). En 1971, il avait été nommé responsable de la formation permanente du diocèse et devint animateur du bureau national de la formation permanente du clergé. Il occupait depuis 1980 la fonction de vicaire épiscopal et d'archidiacre du Haut-Bocage.]

## SPORTS

### CYCLISME

#### Paris-Nice : la promenade des Irlandais

De notre envoyé spécial

Nice. - Il n'y avait que deux Irlandais au départ de Paris-Nice et ils ont pris les deux premières places : Sean Kelly, qui vient de gagner l'épreuve pour la troisième fois consécutive, et Stephen Roche, vainqueur de la course au soleil en 1981. Ainsi, depuis quatre ans, les routiers français, belges et néerlandais subissent-ils la loi d'une minorité originelle d'un pays où l'on pratique plus volontiers le football gaélique que le cyclisme.

Ce résultat singulier n'est pas surprenant. Pendant une semaine, Kelly et Roche ont fait la démonstration d'une supériorité incontestable. On les savait très proches l'un de l'autre en valeur absolue, et jusqu'au bout le duel qui les opposait - puisqu'ils appartiennent à des équipes différentes - fut extrêmement serré. Kelly restant en permanence sous la menace directe de son jeune compatriote.

Tout allait donc se jouer mercredi 14 mars dans l'ultime secteur contre la montre : 11 kilomètres sur les pentes du col d'Eze. Un exercice court mais difficile et par conséquent brutal : 500 mètres d'élévation en direction de la Grande Corniche par une route rugueuse, balayée par le vent.

Au sommet de l'obstacle, le chronomètre a rendu son verdict. Kelly : 20 min. 41 sec. ; Roche : 20 min. 42 sec. Nous sommes loin du record établi en 1972 par Raymond Poulidor, qui avait grimpé en 20 min. 4 sec., à près de 33 km/h de moyenne. Pourtant, derrière les deux Irlandais, on peut tirer un trait. Enrie Carion, le lauréat du mont Ventoux, s'est classé troisième à 1 mn 2 s, tandis que Bernard

Hinault, handicapé il est vrai par une côte fracturée, lors de la bagarre avec les manifestants de Gardane et La Seyne (*Le Monde* du 13 mars), a pris la quatrième place avec un retard de 1 mn 3 s devant Millar, Vallet et Bagot.

#### Le programme d'Hinault

L'ancien vainqueur du Tour de France, qui a effectué dans l'ensemble un bon Paris-Nice, dresse de son début de saison un bilan positif : il s'estime satisfait, et surtout il se sent rassuré.

« Kelly et Roche, qui marchent remarquablement, étaient les plus motivés, a-t-il déclaré, mais d'autres épreuves nous attendent, et mes objectifs sont plus lointains, mon ambition principale visant à remporter le Tour de France une deuxième fois, comme Anquetil et Merckx. Dans ce but, j'ai débuté avec mon entraîneur Paul Koechlin et mon manager Philippe Coppel un programme précis qui prévoit ces jours de courses par un - pas d'avantage - ainsi que des stages en montagne afin de connaître les cols dans leurs moindres détails. »

Hinault, qui veut éviter la saturation, s'accorderait des périodes de décompression. Pour la première fois, il prendra une semaine de vacances à la fin de la Liège-Bastogne-Liège au mois d'avril. Il renoncera au Tour des Flandres et à Paris-Roubaix, deux épreuves qu'il juge trop acrobatiques et trop dangereuses. Toutefois, il a confirmé sa participation à Milan-San-Remo, son prochain rendez-vous.

JACQUES AUGENDRE

### FOOTBALL

#### Le Cameroun et le Nigeria en finale de la Coupe d'Afrique

De notre envoyé spécial

Abidjan. - Cinq heures et quarante minutes de football non-stop ont été nécessaires, mercredi 14 mars, pour connaître les deux équipes qui disputeront, dimanche 18 mars, à Abidjan, la finale de la quatorzième Coupe d'Afrique des nations. Dans la première demi-finale, jouée dans la capitale ivoirienne, le Nigeria a causé une énorme surprise en battant l'Egypte par 2 buts à 2 après prolongations et 8 coups de pied au but réussis contre 7. Dans la deuxième demi-finale, à Bouaké, le même scénario a permis au Cameroun d'éliminer l'Algérie par 0 à 0 après prolongations et 5 coups de pied au but à 4.

Thomas N'Kono, le gardien de but camerounais, avait été l'une des grandes révélations de la Coupe du monde 1982 où il n'avait pas encaissé le moindre but. Devenu professionnel à l'Espanol de Barcelone, il avait disputé les deux premiers matches de la Coupe d'Afrique contre l'Egypte et le Togo avant d'être rappelé par son club pour une importante rencontre de championnat.

Joseph-Antoine Bell, son remplaçant, avait si bien saisi sa chance contre la Côte d'Ivoire que les responsables camerounais lui avaient maintenu leur confiance pour la demi-finale malgré le retour de N'Kono.

Heureuse initiative ! En multipliant les preuves, il ne s'est pas contenté de décourager les attaquants algériens, mais il a assuré la qualification de son équipe en tirant lui-même le coup de pied au but décisif contre son homologue algérien Mehdi Carbah. Une magnifique revanche pour Bell qui n'a jamais accepté la supériorité présumée de N'Kono.

Face à une équipe algérienne posant bien le jeu avec des techniciens comme Ali Fergani, Lakhdar Belloumi ou le naciagman Rabah Madjer avant de placer de dangereuses accélérations, les Camerounais, so-

lides en défense, ont toujours su répliquer du tac au tac grâce au tranchant et à l'opportunisme de leur capitaine, Théophile Abega, et des deux Bastias, M'Bida et Roger Milla.

Si le talent et la réussite de Joseph-Antoine Bell ont fait pencher la balance, il faut croire aussi que ce n'était pas le jour des équipes représentant le Maghreb. Deux grands favoris de la deuxième demi-finale face à une très jeune équipe nigériane, dont un seul joueur avait disputé la Coupe d'Afrique 1980, les Egyptiens menaient en effet 2 à 0 à la quarantaine minutes. Soucieux de se ménager pour la finale, dans des conditions de jeu épuisantes (les joueurs perdent de 3 à 5 kilos en cours de match par déshydratation), ils n'ont pu empêcher le retour des Nigériens sur un penalty-coup d'ac-cordé par l'arbitre à deux minutes de la mi-temps, puis sur un superbe but d'égalisation à un quart d'heure de la fin du temps réglementaire. La qualification échappa définitivement aux Egyptiens lorsque le huitième tir au but, celui d'Ibrahim Awadalla fut détourné par Peter Rufay, le gardien nigérien.

GÉRARD ALBOUY

#### ● BASKET-BALL : Antibes prend une option sur le titre. - En s'imposant 83-76 à Limoges.

Antibes a pris le 14 mars une option sur le titre de champion de France 1984 qui reviendra aux azuréens s'ils battent le Stade français à Paris puis Reims à domicile. Au classement général, Limoges et Antibes sont à égalité avec 64 points.

#### ● TENNIS : Tournoi de Metz. - La fin des matches du premier tour du Tournoi de Metz (75 000 dollars) a donné, le 14 mars, les résultats suivants :

Wilson (EU) b. Mitton (A.F.S.) 7-6, 6-0 ; Scanlon (EU) b. S. Simonsson (Suède) 6-3, 7-5. Pour le début du deuxième tour, voici les résultats : Meier (Tch.) b. Pincet (Tch.) 6-1, 6-3 ; Tarozzy (Hongrie) b. Seger, ccau (Roumanie) 6-2, 7-5 ; Krishnan (Inde) b. Porres (Fr.) 7-6, 2-6, 6-3.

#### ● Championnat de France : Bordeaux en danger. - Tenu en échec sur leur terrain par Brest (1-1), les Girondins de Bordeaux n'ont plus qu'un point d'avance au classement général sur Monaco qui est allé gagner à Nîmes (2-1). Les autres résultats de la treizième journée du championnat de première division, disputée le 14 mars, ont été les suivants :

Sochaux b. Paris-SG 2-1 ; Auxerre b. Rennes 3-1 ; Rouen b. Nantes 2-0 ; Toulouse et Laval 0-0 ; Nancy b. Lens 2-0 ; Strasbourg b. Toulon 2-0 ; Lille et Saint-Etienne 1-1 ; Bastia b. Metz 1-0.

Classement. - 1. Bordeaux, 43 pts ; 2. Monaco, 42 ; 3. Auxerre, 40 ; 4. Paris-SG, 39 ; 5. Toulouse, Nantes, 36 ; 7. Laval, 32 ; 8. Rouen, Strasbourg, 31 ; 10. Sochaux, Lens, Bastia, 30 ; 13. Lille, 29 ; 14. Nancy, 28 ; 15. Metz, 26 ; 16. Brest, Saint-Etienne, Toulon, 24 ; 19. Nîmes, 20 ; 20. Rennes, 19.

# CANAPES CAP

## Habillez-les à votre mode

Vous êtes rayures ? Petites fleurs ? Cuir bleu ?... quel que soit votre style, votre canapé bien à vous vous attend chez CAP.

Car pour habiller nos 3 places, 2 places, fauteuils, chaises, déhoussables, convertibles, nous vous donnons réellement le choix : 110 tissus, 9 qualités et 44 coloris de cuir de la plus belle peau font la richesse de la collection CAP. Sans compter les prestigieuses collections de tissus signés Casol, Ducrocq, Pierre Frey, Etamine, Rubelli...

Tous les goûts sont vraiment dans les canapés CAP. A vous de choisir... Quand le choix vient s'ajouter au prix direct, il n'y a plus de raisons de chercher ailleurs. Alors mettez le cap sur CAP.

### 2 magasins à Paris.

**CAP** 37, rue de Citeaux - 75012 PARIS. Tél. 307.24.01.  
**CAP** 27, avenue Rapp - 75007 PARIS. Tél. 555.88.22.

**PRIX DIRECTS DANS LES 2 MAGASINS :**  
 ORIENTAL - 3 places.  
 12,05 m. Tissu 32% coton,  
 68% viscose : 6 650 F.  
 En cuir, à partir de 7 800 F.  
 Tissu à partir de 4 860 F.



## SPECTACLES

## COMMUNICATION

Jeudi 15 mars

En raison de la grève des comédiens  
certains programmes ont été modifiés  
d'autres risquent d'être perturbés.

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Série : Colombo.  
Jeu de mots (rediff.).  
21 h 45 Contre-enquête.  
Magazine des faits divers de A. Honeg.  
Sept courts sujets, parmi lesquels : « Un vendredi soir » (sur le racisme ordinaire), « La vie est un rêve » (les aventures d'une dauphine de Miss France et de l'homme de sa vie), « Les sorcières dans l'annuaire », etc.  
22 h 45 Histoires naturelles.  
Émission d'E. Lohu, L. Barrière et J.-P. Fleury.  
Le marquis de M...  
23 h 15 Journal.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Série : Le Testament.  
D'après N. Sade, réal. D. Sieven.  
Film américain de S. Meisler (1956), avec T. Hunter, N. Wood, S. Monnier, E. Frenay, E. Holliman.  
Un jeune homme d'attaque à un grand propriétaire, pour trouver son frère assassiné. Il y réussit à sa peine sous l'aide d'une métisse qui, elle, veut venger son père.  
21 h 35 Basket-ball : Orthez-Belgrade.  
En direct de Coubertin, finale de la Coupe Korac.  
22 h 15 Nicos : Super orcas de Paris (Russe).  
En direct de Remy.  
23 h 15 Journal.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Cinéma : Colline brava.  
Film américain de S. Meisler (1956), avec T. Hunter, N. Wood, S. Monnier, E. Frenay, E. Holliman.  
Un jeune homme d'attaque à un grand propriétaire, pour trouver son frère assassiné. Il y réussit à sa peine sous l'aide d'une métisse qui, elle, veut venger son père.  
21 h 35 Cinéma : Colline brava.  
Film américain de S. Meisler (1956), avec T. Hunter, N. Wood, S. Monnier, E. Frenay, E. Holliman.  
Un jeune homme d'attaque à un grand propriétaire, pour trouver son frère assassiné. Il y réussit à sa peine sous l'aide d'une métisse qui, elle, veut venger son père.

Vendredi 16 mars

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 30 TF 1 Vision plus.  
12 h Les rendez-vous d'Annick.  
12 h 30 Atout cœur.  
13 h Journal.  
14 h Série : Un grand amour de Balzac.  
Une coproduction franco-japonaise. Le roman d'amour entre Balzac et Evelyne Hansen. De sept ans de passion en sept épisodes.  
14 h 55 Temps libres.  
Lecture, sport, cinéma, théâtre... Des invités pour une soirée.  
16 h 45 Destination... France.  
D'un département à l'autre : la Haute-Loire.  
17 h 10 Documentaire : le Musée d'Epinal.  
Magasinier populaire, images d'Épinal, une visite du musée départemental des Vosges.  
17 h 30 Dessins animés.  
17 h 45 Microscopie.  
Magazine de la micro-informatique.  
Derniers jeux vidéo, crayons électroniques ou optiques.  
18 h Feuilleton : La folie des bêtes.  
18 h 15 Le village dans les nuages.  
18 h 40 Variétés.  
18 h 55 7 heures moins 5.  
19 h Météo première.  
19 h 15 Émissions régionales.  
19 h 40 Les petites drôles.  
20 h Journal.  
20 h 35 Variétés : Les vainqueurs.  
Émission d'Y. Mourou et M. Riccardi.  
Avec C. Goss, M. Sordani, C. Berthel...  
21 h 50 Documentaire : Exile.  
Émission de F.-M. Ribes.  
Première partie : Portugal et Pologne.  
Plus de quatre millions d'immigrés vivent en France. Le premier numéro de cette série en trois épisodes rapporte les témoignages d'une jeune Portugaise et d'un Polonais en France depuis cinq ans. Peu de témoignages, mais l'un documenté très documenté.  
22 h 45 Branchée-musique : 22, v'la le rock.  
Avec Grand Master Flash, Herbie Hancock, Lionel Richie, Kool and the Gang, Rock Steady Crew...  
23 h 30 Journal et cinq jours en Bourse.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 17 h Télévision régionale.  
Programmes autonomes des douze régions.  
19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.  
20 h Les jeux.  
20 h 30 D'accord pas d'accord, émission de l'INC.  
20 h 35 Vendredi : les meurtres de faim, et alors...  
Débat.  
Magazine d'information d'A. Campy.  
A la suite de la diffusion le 17 février dernier du reportage de Lionel Ritacco « Ils meurent de faim, et alors ? », une émission qui a suscité de nombreuses réactions du public, « Vendredi » organise un débat mené par André Campy, avec M. Michel Riccardi, ministre de l'Agriculture.  
21 h 50 Maccabées : Le retour de l'Auvergnat.  
Avec J. Danno, P. Tisserand, J.-L. Manjun, A.-M. Bessé...  
22 h 25 Journal.  
22 h 55 Avec le temps : Marie-Thérèse.  
Émission de Méné Grégoire.  
23 h 5 Prélude à la nuit.  
Deux : « Impromptus », opus 142, de Schubert, par P. Roesch, pianiste.

## FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

- 17 h 5 L'histoire de France en bandes dessinées.  
17 h 11 Festival Ozone Jazz de Neuchâtel.  
17 h 17 Casseurs en herbe.  
17 h 35 Magazine : Thalassa.  
18 h Magazine du rock : Rocking-chair.  
18 h 30 Écoutez votre siècle.  
(Magazine de l'IRCAM.)  
18 h 54 Gil et Julia.  
19 h Informations.  
19 h 35 Feuilleton : Le chevalier d'Harmental.  
19 h 40 Dessin animé : Gédéon.

## FRANCE-CULTURE

- 7 h 2 Matinales : En direct du Parlement européen de Strasbourg.  
8 h Les chemins de la connaissance : Électre ; à 8 h 32. Les bracomiers.  
8 h 50 Échec : le hasard.  
9 h 7 La matinée des arts et du spectacle.  
10 h 45 Le texte et la marge : « Le chaudron et la lachryme », avec Y.-M. Bercé.  
11 h 2 Musique : Perspectives du XX<sup>e</sup> siècle : 50<sup>e</sup> anniversaire de l'Orchestre national de France (à 13 h 30 et à 16 h).  
12 h 5 Agora.  
12 h 45 Panorama.  
14 h 5 Un livre, des voix : « Le chercheur d'opale », de J. Belay.  
14 h 47 Les après-midi de France-Culture : Les inconnus de l'histoire, Flavius Arrien.  
18 h 30 Feuilleton : La chanson des Nibelungen.  
19 h Actualités magazine.  
19 h 30 Les grandes avenues de la science moderne : Les chemins de la physique.  
20 h Lecture : Diderot.  
21 h 30 Musique : Black and Blue.  
22 h 30 Nuits magiques.

## FRANCE-MUSIQUE

- 6 h à 6 h Les voix : à 2 h, Hugo Wolf.  
7 h 10 Actualité du disque.  
9 h 5 D'une oreille l'autre : œuvres de Jolles, Dukas, Chabrier, Franck, Ravel, Jaurès.  
12 h 5 Concert : œuvres de Dvorak, Mendelssohn, par l'Orchestre symphonique de la radio de Francfort, dir. C. Elmendorff.  
13 h 32 Les chants de la terre.  
14 h 5 Répertoire contemporain : G. Soccio.  
15 h 30 Les enfants d'Orphée.  
15 h Musiciens à l'œuvre : les grandes voix du Canada (+) : E. Johnson, Vickers, G. London...  
18 h 5 L'imprévu.  
19 h Le temps de jazz : feuilleton (E. Dolphy) ; les claviers, par H. Renaud.  
20 h Avant concert.  
20 h 20 Concert (donné le 18 février 1983 à Genève) : œuvres de Mozart, Ravel, Rimski-Korsakov, par l'Orchestre national de France, dir. E. Krivine.  
23 h Les voix : Américains à Paris (Tom Johnson) ; œuvres de Péroin, Johnson, Moondog, Bach ; Jeffrey Lohr, Sunwinsky.

Convention, 15<sup>e</sup> (322-42-27) ; Mayfield, 16<sup>e</sup> (325-27-06) ; Paris City, 18<sup>e</sup> (322-46-01).  
UN BON PETIT DIARIE (Fr.) : St. Ambroise, 11<sup>e</sup> (700-83-16) ; Grand-Pavé, 15<sup>e</sup> (354-46-35).  
UN FAUTEUIL POUR DEUX (A. v.a.) : George-V, 8<sup>e</sup> (362-41-46).  
LA VILLE BRÛLE (Esp. v.a.) : Saint-Sébastien, 9<sup>e</sup> (354-50-91).  
LA VILLE DES PIRATES (Fr.-Esp.) : Olympia, 14<sup>e</sup> (325-35-35).  
VIVE LES FEMMES (Fr.) : Claf. Bonbourg, 9<sup>e</sup> (278-34-15) ; UGC Danton, 6<sup>e</sup> (325-42-62) ; UGC Rotonde, 6<sup>e</sup> (325-42-62) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (325-42-62) ; UGC Émirats, 9<sup>e</sup> (325-42-62) ; Biarritz, 9<sup>e</sup> (723-69-23) ; Marseille, 9<sup>e</sup> (770-72-86) ; UGC Boulevard, 9<sup>e</sup> (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12<sup>e</sup> (343-01-44) ; UGC Gobelin, 13<sup>e</sup> (336-23-44) ; Miroir, 14<sup>e</sup> (335-53-43) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (322-47-94) ; Muret, 16<sup>e</sup> (651-99-75) ; Images, 18<sup>e</sup> (322-47-94) ; Secrétan, 19<sup>e</sup> (241-77-99).  
WEN KUONI (LE BON DIEU) (Th.-V.) : St-André des Arts, 6<sup>e</sup> (325-48-18) ; Claf. Rochecrouart, 9<sup>e</sup> (876-81-77).

## Les grandes reprises

ALIEN (A. v.a.) : Galand, 9<sup>e</sup> (354-72-71).  
AGENT SECRET (A. v.a.) : Calypso, 17<sup>e</sup> (380-30-11).  
ALLES COUCHER AILLEURS (A. v.a.) : Action Christine, 6<sup>e</sup> (325-47-46).  
ANGE (A. v.a.) : Action Christine, 6<sup>e</sup> (325-47-46) ; Miroir, 14<sup>e</sup> (335-53-43).  
AURELIA STEINER (Fr.) : Dantier (Esp.), 14<sup>e</sup> (321-41-01).  
LES ARISTOCRATES (A. v.l.) : Napoléon, 17<sup>e</sup> (380-41-46).  
AU-DELA DU RÊVE (A. v.a.) : Olympia, 14<sup>e</sup> (325-35-35).  
LE BAL DES VAMPIRES (A. v.a.) : Champ, 9<sup>e</sup> (354-51-40).  
BARRY LINDON (Angl. v.a.) : Grand-Pavé, 15<sup>e</sup> (354-46-35).  
BIBLE (A. v.a.) : Action Rive-Garonne, 9<sup>e</sup> (325-47-46).  
BLANCHE-NEIGE ET LES SEPT NAINS (A. v.l.) : UGC Opéra, 2<sup>e</sup> (261-50-32).  
CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A. v.a.) : Studio Bertrand, 7<sup>e</sup> (783-64-66).  
CHRONIQUE D'ANNA MAGDALENA (A. v.a.) : Studio Média, 9<sup>e</sup> (633-25-97).  
LA COURTESANE (A. v.a.) : André-Bazin, 13<sup>e</sup> (337-74-39).  
DANS LA VILLE BLANCHE (Esp.) : Saint-Ambroise, 11<sup>e</sup> (700-83-16).  
LE DERNIER TANGO À PARIS (Fr. v.a.) : Rialto, 19<sup>e</sup> (607-47-41).  
LES DÉBARDES DE L'ÉLÈVE TORLESS (A. v.a.) : Olympia Luxembourg, 6<sup>e</sup> (325-47-46) ; Olympia Balzac, 8<sup>e</sup> (361-10-60) ; Olympia Entrepôt, 14<sup>e</sup> (345-35-38).  
DON GIOVANNI (Angl. v.a.) : Calypso, 17<sup>e</sup> (380-30-11).  
EMMANUELLE (Fr.) : Paramount City, 9<sup>e</sup> (362-45-76).  
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Rameau, 16<sup>e</sup> (288-64-46).  
ERASERHEAD (A. v.a.) : Eucalypt, 13<sup>e</sup> (707-32-04).

EUROPE 51 (R. v.a.) : Logis III, 5<sup>e</sup> (354-42-34).  
LA FABLEUSE HISTOIRE DE DONALD ET DES CASTORS JUNIORS (A. v.l.) : Napoléon, 17<sup>e</sup> (755-43-42).  
LE FACTEUR SONNE TOUJOURS DEUX FOIS (A. v.a.) : Timples, 9<sup>e</sup> (272-44-36).  
FANFAN LA TULIPE (Fr.) : Logis III (Esp.), 5<sup>e</sup> (354-15-04).  
FANNY ET ALEXANDRE (Sécl. v.a.) : Olympia St-Germain, 6<sup>e</sup> (223-47-23).  
FENÊTRE SUR COUR (A. v.a.) : Grand-Hall, 1<sup>e</sup> (297-49-70) ; St-Michel, 5<sup>e</sup> (326-79-17) ; Saint-Germain Héroïque, 5<sup>e</sup> (326-79-17) ; Gaumont Colisée, 5<sup>e</sup> (326-79-17) ; Action Le Fayotte, 9<sup>e</sup> (326-79-17) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (375-79-79) ; Biarritz-Montparnasse, 15<sup>e</sup> (344-25-02) ; V.L. : Biarritz, 2<sup>e</sup> (742-60-33).  
FUYO (A. v.a.) : Espace Café, 14<sup>e</sup> (327-54-54) ; Saint-Lambert (Esp.), 15<sup>e</sup> (352-91-68).  
GIMME BEAUTY (A. v.a.) : Vidéom, 6<sup>e</sup> (325-40-34).  
GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (Fr.) : Dantier, 14<sup>e</sup> (321-41-01).  
HUISSIER MON AMOUR (Fr.) : Champollion, 9<sup>e</sup> (354-51-40).  
JESUS DE NAZARETH (R. v.l.) : Grand-Pavé, 15<sup>e</sup> (354-46-35).  
JE NE SUIS PAS UN ANGE (A. v.a.) : Action Rive-Garonne, 9<sup>e</sup> (325-47-46).  
JONATHAN LIVINGSTON LE COELAND (A. v.a.) : Claf. 6<sup>e</sup> (333-10-82).  
LA LUNA (R. v.a.) : Saint-Lambert, 15<sup>e</sup> (352-91-68).  
LATA (A. v.a.) : Action Christine, 6<sup>e</sup> (325-47-46).  
LUDWIG VISCONTI (R. v.a.) : Saint-André des Arts, 6<sup>e</sup> (325-48-18).  
MARK DIXON DÉTECTIVE (A. v.a.) : Action Christine, 6<sup>e</sup> (325-47-46).  
MIDNIGHT EXPRESS (A. v.l.) : Champ, 2<sup>e</sup> (508-31-49).  
MOLIERE (Fr.) : Bonaparte, 6<sup>e</sup> (326-12-12).  
MONTY PYTHON LA VIE DE BRIAN (A. v.a.) : Champ, 9<sup>e</sup> (354-51-40).  
LE MINISTRE DE LA PEUR (A. v.a.) : Action Christine, 6<sup>e</sup> (325-47-46).  
ONIRAMA (Esp.) : Timples, 9<sup>e</sup> (272-44-36).  
ORFÈVE NEGRO (Fr.) : Grand-Pavé, 15<sup>e</sup> (354-46-35).  
PAINT ET CHOCOLAT (Fr.) : Saint-Lambert, 15<sup>e</sup> (352-91-68).  
OUTLAND (A. v.a.) : Claf. 13 Frontière, 18<sup>e</sup> (329-62-75).  
LA PARTY (A. v.a.) : Action Christine, 6<sup>e</sup> (325-47-46).  
LA PASSION DE JEANNE D'ARC (Dan.) : Timples, 9<sup>e</sup> (272-44-36).  
LE 7<sup>e</sup> SÉCREAU (Esp. v.a.) : Studio Bertrand, 7<sup>e</sup> (783-64-66).  
LE SECRET DE VERONIQUE VOSS (A. v.a.) : Rialto, 19<sup>e</sup> (607-47-41).  
SHENING (A. v.a.) : Locomotive, 6<sup>e</sup> (344-57-34).  
THE ROSE (A. v.a.) : Publicité Média, 9<sup>e</sup> (325-47-46).  
THE ROSE (A. v.a.) : Rialto, 19<sup>e</sup> (607-47-41).  
UN NOUVEAU MONDE DE COCCINELLE (A. v.l.) : Napoléon, 17<sup>e</sup> (755-43-42).  
UNE FEMME EN FUGUE (A. v.a.) : Forum, 1<sup>e</sup> (297-53-74) ; Impérial, 2<sup>e</sup> (742-72-32) ; Quinzaine, 5<sup>e</sup> (333-29-38) ; Montparnasse, 9<sup>e</sup> (359-92-82) ; Paramount, 14<sup>e</sup> (325-45-11).

LA VEUVE JOYEUSE (A. v.a.) : Paramount, 14<sup>e</sup> (325-45-11).  
LE VOLEUR DE BICYCLETTE (R. v.a.) : Logis Quartier Latin, 5<sup>e</sup> (354-42-34).

## Les festivals

- J. BERTO COMÉDIENNE ET CINÉASTE : 18 h : Station Bastille ; 20 h : Côté et Jolie vont en bateau.  
BUMPHREY BOGART (v.a.) : Action Christine, 6<sup>e</sup> (325-47-46) ; le Mystère, Documentaire.  
MARK BROTHERS : Action Rive-Garonne, 9<sup>e</sup> (325-47-46) ; Mimos de cheval.  
J. CARPENTIER (v.a.) : Eucalypt, 13<sup>e</sup> (707-32-04), 16 h 30 : The Thing ; 18 h 30 : Amant ; 20 h 30 : New-York 1971 ; 21 h 30 : Christine.  
CINÉMA FRANÇAIS, le ciné des années 60 : Olympia, 14<sup>e</sup> (345-35-38) ; Miroir.  
COUNTRY MUSIC (v.a.) : Studio Bertrand (783-63-66) ; Nashville Lady.  
G. DESROD : Studio Cages, 9<sup>e</sup> (354-89-22) ; la Société du spectacle.  
FILM FANTASTIQUE (v.a.) : Eucalypt, 13<sup>e</sup> (707-32-04), 16 h : Histoires ; 18 h : Chair pour Frankenstein ; 20 h : Histoire des préhistoires ; 22 h : Zombi (v.a.).  
A. BUTCHER (v.a.) : Action Le Fayotte, 9<sup>e</sup> (378-80-50) ; Salutaz.  
PROMOTION DU CINÉMA (v.a.) : Studio 21, 19<sup>e</sup> (606-36-07) ; le Ministère de la Paix.  
C. SAURA (v.a.) : Dantier, 14<sup>e</sup> (321-41-01), 20 h : Noces de printemps.  
TARROVSKI (v.a.) : Champ, 9<sup>e</sup> (344-28-80) ; 17 h : Stalker ; 22 h : le Mirir.  
TROIS PORTRAITS DE FEMMES PAR MANUEL DE OLIVEIRA (v.a.), République-Cinéma, 1<sup>e</sup> (305-51-33), en alternance : Francine ; Beaulieu ; le Fantôme et le Présent.

## Les séances spéciales

- L'ANNÉE DE TOUTES LES DANSES (A. v.a.) : Boite à Film, 17<sup>e</sup> (622-44-21).  
AMERICAN GOLD (A. v.a.) : Châtelet Victoria, 1<sup>e</sup> (308-94-14), 20 h 25.  
MADE RUNNER (A. v.a.) : Studio Galand, 9<sup>e</sup> (354-72-71), 16 h.  
CLEMENTINE TANGO (Fr.) : Châtelet Victoria, 1<sup>e</sup> (308-94-14), 20 h 25.  
KLEINMAN (R. v.a.) : Châtelet Victoria, 1<sup>e</sup> (308-94-14), 17 h 45.  
HAIR (A. v.a.) : Boite à Film, 17<sup>e</sup> (622-44-21), 22 h.  
L'HYPOTHÈSE DU TABLEAU VOLÉ (Fr.) : Olympia, 14<sup>e</sup> (345-35-38), 18 h.  
LÉTIERS D'AMOUR EN SOMAILE (Fr.) : Olympia Saint-Germain, 6<sup>e</sup> (325-47-46).  
MARC DIXON DÉTECTIVE (A. v.a.) : Olympia Luxembourg, 6<sup>e</sup> (325-47-46).  
MONTY PYTHON (R. v.a.) : Timples, 9<sup>e</sup> (272-44-36), 20 h.  
NOCES DE SANG (Esp. v.a.) : Dantier, 14<sup>e</sup> (321-41-01), 20 h.  
OFFICIER ET GENTILHOMME (A. v.a.) : Châtelet Victoria, 1<sup>e</sup> (308-94-14), 16 h.  
OUTSIDERS (A. v.a.) : Olympia Luxembourg, 6<sup>e</sup> (325-47-46), 24 h.  
TAXI DRIVER (A. v.a.) : Boite à Film, 17<sup>e</sup> (622-44-21), 22 h 25 et 0 h 15.  
THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A. v.a.) : Studio Galand, 9<sup>e</sup> (354-72-71), 22 h 25 et 0 h 15.

## PALAIS DES CONGRÈS

A PARTIR DU 6 AVRIL 1984

Plus jeune et dynamique que jamais,  
de retour à Paris, le plus célèbre  
Ensemble de Danse Populaire du monde.

## BALLET MOÏSSEIEV

En création mondiale  
UNE NUIT SUR LE MONT CHAUVÉ  
musique de Moussorgski.

1<sup>re</sup> catégorie 180 F. 2<sup>e</sup> catégorie 100 F.  
3<sup>e</sup> catégorie 130 F. 4<sup>e</sup> catégorie 50 F.

Soirées : mardi - mercredi - jeudi - vendredi - samedi 20 h 30.  
Matinées : samedi (sauf 21 avril) - dimanche 15 h - Relâche le lundi.

## BON DE COMMANDE

à adresser à Ballet MOÏSSEIEV, Palais des Congrès  
Porte Maillot - Boîte postale 7 - PARIS CEDEX 17

NOM \_\_\_\_\_ TEL \_\_\_\_\_  
RUE \_\_\_\_\_  
LOCALITÉ \_\_\_\_\_

Indiquer ci-dessous 3 dates et jours différents				
DATES	Nbre places	Prix unitaire	TOTAL	SIGNATURE
Ballet MOÏSSEIEV	le			
ou le				
ou le				

Joindre règlement de 50 F par chèque bancaire ou postal  
3 volets à l'ordre de « Ballet MOÏSSEIEV » et une enveloppe timbrée à mon adresse pour renvoi des billets.

Renseignements par tel. : 758.27.06

LOCATION PAR TEL. : 758.13.03

UNE PRODUCTION SPECTACLES A.L.P. ET SPECTACLES LUMBROSO

O.P.T. 1984











# COMMUNICATION

## Les professionnels de la vidéo se mobilisent contre les pouvoirs publics

Le premier Salon de la vidéo a été organisé du 10 au 12 mars au Palais des congrès à Paris, rassemblant, autour d'une centaine d'éditeurs et de distributeurs, l'ensemble de la profession. S'agissant de la vidéo politique, les professionnels réclament l'abrogation du décret sur les délais de diffusion, celle de la redevance sur les magnétoscopes et la fin du contingentement des importations.

Is étaient surpris, les professionnels de la vidéo. Surpris par l'affluence à cette manifestation autonome où, pour la première fois, les stands des éditeurs de programmes n'étaient pas noyés au milieu des fabricants de magnétoscopes ou des prestataires de services. Surpris d'avoir fait l'unité de la quasi-totalité des éditeurs, malgré les querelles de chapelle et la division des organisations professionnelles.

Surpris enfin d'exister encore après cette année noire qui a vu successivement le blocage de Poitiers, le contingentement des importations de magnétoscopes à 450 000 unités par an, la redevance sur les magnétoscopes, la hausse de la TVA sur les cassettes enregistrées et le décret fixant à un an après leur sortie en salles l'édition des films sur cassettes.

Certes, le marché du magnétoscope a connu une chute brutale de 28 %, et le parc des appareils stagne à 1 250 000, loin derrière les autres pays européens. Mais il reste pourtant 170 éditeurs et distributeurs, 3 000 vidéo-clubs et un catalogue d'environ 7 500 films.

Les rescapés se sont sensiblement radicalisés. Pour la grande majorité des professionnels, la vidéo reste l'un des derniers bastions « du libre accès à l'image ». Certains font de la formule une interprétation politique, n'hésitant pas à amalgamer le combat pour la vidéo à celui de l'école ou de la presse. Les autres

opposent la liberté de la privatisation aux contraintes des réseaux : « Si le moteur à explosion avait été inventé avant la machine à vapeur, explique M. Guggenheim, président de Locatel, les réseaux de chemin de fer n'auraient jamais existé. Aujourd'hui, l'existence du magnétoscope rend contestable l'engagement des pouvoirs publics dans un programme de câblage. »

Considérant que la vidéo « doit être traitée comme les autres médias », les éditeurs n'échappent pas pourtant à un certain machisme : le marché est en ordre, la profession n'a rien à se reprocher, les problèmes viennent essentiellement de l'extérieur, de l'incompréhension des pouvoirs publics. Après s'être heurtés au ministère du budget et au secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication, les professionnels de la vidéo concentrent maintenant leurs attaques sur le ministre de la culture. Le décret fixant à un an le délai pour l'édition des films devient le symbole même de l'interventionnisme arbitraire de l'Etat. Contre lui, les éditeurs mobilisent les personnalités du cinéma, de Coluche à Jean-Luc Godard.

### Délicats équilibres

Mais la profession reste divisée sur les moyens d'action. Les uns souhaitent reprendre la négociation, les autres songent à braver la loi en suivant l'exemple de M. René Chateau, éditeur du *Marginal*. Ces hésitations témoignent d'un profond désarroi. Le « décret Lang » a été obtenu sur la pression de la profession cinématographique, ce qui n'a pas empêché les éditeurs de faire cause commune avec le Bureau de liaison des industries cinématographiques (BLIC) contre Canal-Plus. Mais, aujourd'hui, le BLIC ne représente plus de quarante chaînes, soit venus à un accord, et les éditeurs trahis.

La profession est donc condamnée à se battre seule et, sans doute, en ordre dispersé. M. René Chateau compte sur la Cour européenne de

justice pour obtenir gain de cause contre le « décret Lang ». Thorn EMI lance une campagne de publicité sur le piratage de *Tchao Pantin*, tandis que l'édition légale du film reste bloquée par le décret. Les éditeurs vidéo veulent être seuls juges de l'opportunité des sorties des films en vidéo. Cinquante-huit dérogations ont d'ailleurs été accordées dans ce sens depuis la publication du décret.

Mais abroger toute règle en la matière ruinerait rapidement l'économie du cinéma : pourquoi refuser en effet à Canal-Plus, au câble ou aux chaînes publiques ce que l'on accorderait à la vidéo ? A raisonner d'un point de vue strictement corporatiste, on oublie facilement les délicats équilibres du système audiovisuel. Sur un marché en pleine explosion, où la concurrence des supports de diffusion se fait chaque jour de plus en plus vive, l'Etat est bien obligé de concilier la liberté de chaque partenaire avec celle des autres.

Le discours contre l'intervention des pouvoirs publics fait aujourd'hui recette. Mais il est souvent singulièrement ambigu. Les éditeurs vidéo en fournissent un parfait exemple lorsqu'ils requièrent par ailleurs la mobilisation du gouvernement contre un fléau qui menace leur marché et celui du cinéma : la piraterie. Sur ce point, l'auto-organisation de la profession a ses limites, et personne ne conteste le travail de sensibilisation mené par le ministère de la culture au niveau national et international. Les éditeurs vidéo souhaitent même un renforcement des procédures judiciaires et des peines contre les pirates.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

## LE CARNET DU Monde

### Naissances

— Vincent Nicolas BERGER, Jean Ignace et Maria Ignace LINS de ALBUQUERQUE BERGER, ont la joie de faire part de la naissance de

Pierre Elchirne, Paris, le 15 février 1984.  
3, Taofek Laval Street, Lagos.  
Avenida Atila, 1536, Rio-de-Janeiro.  
6, rue de Bagatelle, Neuilly-sur-Seine.

— M. COURANT, M. et M<sup>me</sup> PHILIPPE BAUCHARD, M. et M<sup>me</sup> Henri, Fernand, Lucien FORTE, ont la joie d'annoncer la naissance de leur arrière-petite-fille et petite-fille

Hélène, chez Pascal Bauchard et Suzanne Bauchard née Fort, Le 10 mars 1984.

— M. et M<sup>me</sup> HADDAJI, M. et M<sup>me</sup> CHALANSET ont la joie d'annoncer la naissance de leur deuxième fils

Sofiane Haddaji, le 12 mars 1984.

— Clive et Lucette NORMAN ont la joie d'annoncer la naissance de

Marc, Thomas, le 22 février 1984, à Inverchiving (Scotland).

— M. et M<sup>me</sup> NOVOTNIE, M. et M<sup>me</sup> ALBA SAGE ont la joie d'annoncer la naissance de

Thomas, à Soult, le 22 février 1984, 3, rue Jean-de-La-Fontaine, 60100 Nogent-sur-Oise.

### Décès

— Pierre Brouillard, M. et M<sup>me</sup> Julien Maury, M. Alain Delavallée, Raymond Quenec, ont la douleur de faire part de la naissance de

M<sup>me</sup> Pierre BROUILLAUD, née Yvonne Maury, professeur au CNEC, survenue le 7 mars 1984.

— Les obsèques auront lieu le 16 mars 1984, à La Roche-Guyon (Val-d'Oise), dans l'intimité.

— Dieu, personne ne l'a jamais contemplé. Si nous nous aimons les uns les autres, Dieu demeure en nous.

— M<sup>me</sup> DEPROUW, ancienne conseillère municipale de Marcoussis (91), ancienne conseillère syndicale (95) du Syndicat national des instituteurs, membre des Equipes enseignantes (instituteurs catholiques de l'enseignement public), s'est éteinte, chez elle, le 17 février 1984.

— Malgré ses longues souffrances, elle a quitté la vie, le 21 février, dans l'intimité, à la Roche-Guyon (Val-d'Oise), son mari, avec qui elle a tout partagé, Bernard, Dominique et Dominique, Laurent et Annie, Luc et Lucie, ses enfants, sa fierté.

— Michel, Yvonne, Thomas, Stéphanie, ses petits-enfants, sa joie, sa famille et ses chers amis.

— L'Eucharistie de l'As-Revoir, qu'elle avait demandée, a été célébrée, dans l'intimité, le 21 février, en l'église Saint-Thibaud de Marly-le-Roi.

— Je ne puis fermer les yeux, il n'y a pas de mort, j'ai vu mon Paradis dans les cœurs qui se souviennent.

— (M. Genevois).

— M. Robert GUILLOUX (s.j.)

Le mercredi 14 mars 1984, à l'âge de quatre-vingt-dix ans. Obsèques le vendredi 16 mars, à 13 h 45, en la chapelle des Jésuites, 9, rue Dugommier, Nantes.

Le conseil d'administration, Les anciens élèves, La direction, Les professeurs et le personnel de l'Ecole supérieure d'agriculture, ont la douleur de faire part du décès de

Révérend Père Robert GUILLOUX (s.j.) directeur de l'ESA d'Angers de 1933 à 1949

survenue à Nantes, le 14 mars 1984, à l'âge de quatre-vingt-dix ans. Ses obsèques auront lieu à Nantes, 9, rue Dugommier, le vendredi 16 mars, à 13 h 45.

— Le Bureau fédéral, La commission exécutive de la Fédération générale des retraités civils et militaires, ont le regret de faire part du décès, à l'âge de soixante-dix-huit ans, de

Georges LAURE, secrétaire fédéral de 1968 à 1982.

Ses obsèques ont eu lieu à Caudebec, le 15 mars 1984.

— FGR, 20, rue Vignon, 75009 Paris.

(Le Monde du 15 mars.)

— M<sup>me</sup> Tania Le Lionnais, M<sup>me</sup> Elisabeth Schmitt, M. Gabriel Barre, M<sup>me</sup> Marie-Adèle Penney, ses parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de

François LE LIONNAIS, commandeur de la Légion d'honneur, médaillé de la Résistance, croix de guerre 1939-1945, président honoraire de l'AESF, président fondateur de l'OULIPO,

survenue dans sa quatre-vingt-troisième année, le 13 mars 1984.

— Selon la volonté du défunt, son corps a été légué à la science.

— Cet avis tient lieu de faire-part.

23, route de la Reine, 92100 Boulogne-Billancourt.

— Le conseil d'administration, Le bureau et les membres de l'Association des écrivains scientifiques de France, ont la douleur de faire part du décès de

François LE LIONNAIS, fondateur et président honoraire de l'association,

le mardi 13 mars 1984.

— L'Ouvroir de littérature potentielle, a la douleur de faire part du décès de

François LE LIONNAIS,

qui en était le président et qui en fut le fondateur avec Raymond Queneau.

— Né à Paris le 3 octobre 1901, François Le Lionnais était mathématicien, ingénieur chimiste et ingénieur d'organisation du travail et de recherche opérationnelle. Il a été l'un des premiers en France à comprendre la nécessité de l'information scientifique. Grâce à lui, la science a eu une place à la radio et à la télévision et il a été fait entendre à une large public de nombreux savants et techniciens.

— François Le Lionnais était un passionné de la vie, de la rigueur et de la probité intellectuelle.

— Il tenait à recueillir les idées reçues sur ce qu'il appelait des divagations pseudo-scientifiques, notamment à propos des OVN, de la sorcellerie, des horoscopes, de la télépathie. Il avait créé en 1950, avec Louis de Broglie, l'Association des écrivains scientifiques. Avec Raymond Queneau, il avait aussi créé l'OULIPO (Ouvroir de littérature potentielle). Il a été, entre autres, chef de la division d'enseignement et de diffusion des sciences de l'UNESCO, conseiller de la RIF, membre de divers comités de langage et de la terminologie scientifique.

— Il était l'auteur de plusieurs ouvrages parus notamment sur les mathématiques et la poésie d'adieu ou à l'adieu.

— Le président de l'université de Provence, Le directeur de l'UER de psychologie de l'université de Provence, Le directeur du centre de recherche en psychologie cognitive (associé au CNRS),

Le directeur du laboratoire de psychologie expérimentale d'Aix-en-Provence, Les collègues et le personnel de l'UER de psychologie, font part du décès de leur collègue et ami

Georges NOIZET, professeur à l'université de Paris-V, ancien directeur de l'UER de psychologie d'Aix-en-Provence, ancien directeur du laboratoire 182 associé au CNRS,

survenue le 11 mars à Paris.

(Le Monde du 14 mars.)

Yves PATUREAU, magistrat,

porté disparu le 3 février 1984, sera inhumé le samedi matin 17 mars, au cimetière de la Chartreuse (Bordeaux). La levée du corps aura lieu à l'Institut médico-légal de Paris, quai de la Rapée, vendredi 16 mars, à 8 h 15.

— Une messe sera célébrée en l'église Saint-Bruno (Bordeaux), le samedi 17 mars, à 8 h 45.

— M<sup>me</sup> Werner Saul, son épouse, Ses enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Werner SAUL, dit Cary, dessinateur de presse,

survenue le 11 mars 1984, dans sa soixante-dix-huitième année.

— L'inhumation a eu lieu le 14 mars, au cimetière de Vevey, dans l'intimité.

53, rue des Philosophes, 1400 Yverdon (Suisse).

— Roger Thivillier, son époux, Et sa famille, ont la profonde tristesse d'annoncer le décès de

Irène THIVILLIER, née Lépin, survenue le 3 mars 1984.

— L'inhumation a eu lieu, dans la plus stricte intimité, à Prévost-sur-Oise. Le présent avis tient lieu de faire-part.

— 11, rue du Conseiller-Collignon, 75116 Paris.

### Remerciements

— M<sup>me</sup> Louise Ver, sa compagne, M<sup>me</sup> Marie Leclairin, née Madec, M. et M<sup>me</sup> Albert Leclairin, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Emile Leclairin et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Henri Ver, Toute la famille, ont tous exprimé des sentiments de sympathie très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

colonne

Albert LECLAIRIN-SERVOZ, grand officier de la Légion d'honneur,

ont tous les personnes qui se sont associées à leur peine de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

— Raymonde Mathis et ses enfants remercient tous ceux qui ont partagé leur peine, leur prière, leur expérience, depuis le rappel à Dieu, le 4 février 1984 à Toulouse, de

Gabriel-Ferdinand MATHIS.

— Père Juste, Je leur ai fait connaître ton nom et je le leur ferai connaître pour que l'amour dont tu m'as aimé soit en eux et moi en eux. (Jean XVII, 26.)

— M<sup>me</sup> Laurence Richard, Sa famille et ses amis, profondément touchés des nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

Laurent RICHARD, inspecteur général honoraire de l'éducation nationale,

remercient toutes les personnes qui se sont unies à leur peine par leur présence, leurs pensées et leurs prières.

Anniversaires

— Pour le douzième anniversaire de la mort du

professeur Georges DUBARRIER, une pieuse pensée est demandée à ceux qui se souviennent de lui et l'ont aimé.

— De la part de M<sup>me</sup> Georges Dubarrier, et de son fils Pierre Dubarrier, 32, avenue Carnot, 75017 Paris.

— Il y a seize ans que

Claude SERNET nous a quittés.

— Nous pensons à lui et à son œuvre.

### CONFLIT AUX « DERNIÈRES NOUVELLES D'ALSACE »

#### La rédaction condamne l'insertion « sauvage » dans le journal d'un tract du Livre CGT

De notre correspondant

Strasbourg. — Le conflit qui oppose depuis plusieurs semaines la Fédération française des travailleurs du Livre CGT à la direction des Dernières Nouvelles d'Alsace, s'est aggravé dans la nuit du 13 au 14 mars. Les ouvriers du Livre ont, en effet, remplacé, aux rotatives, une page d'informations économiques par un tract syndical CGT dans plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires du quotidien alsacien, malgré l'opposition du directeur-rédacteur en chef du journal, M. Alain Howiller. Ces journaux ont été partiellement distribués sur l'agglomération strasbourgeoise.

Une assemblée générale de la rédaction des Dernières Nouvelles d'Alsace, réunie mercredi 14 mars, a condamné « ce fait sans précédent dans l'histoire de la presse alsacienne : un détournement à l'égard des lecteurs et des annonceurs ». Une motion, adoptée par la majorité des journalistes présents (79 voix pour et 12 abstentions, sur un effectif de 165 journalistes), exige que la FFIL-CGT s'engage à ne plus intervenir « dans les domaines qui relèvent exclusivement de la responsabilité de la rédaction ».

En revanche, les journalistes signataires ont refusé de se prononcer sur les revendications émises du Livre CGT mais ont dénoncé « événements très graves » qui « remettent dangereusement en cause le principe intangible de la liberté d'information ».

Pour leur part, les syndicats SNJ et SILAC-CFDT (Syndicat de l'information du Livre et de l'action culturelle) — tout en condamnant l'attitude du Livre CGT — ont pris quelque distance par rapport à ce texte. Le premier dénonce « l'attitude de la direction qui a facilité cette escalade », le second « ne s'associe pas à une démarche qui rangerait la rédaction dans le camp d'une direction » et refuse de « donner carte blanche à celle-ci pour organiser un lock-out ».

Le conflit, qui a déjà empêché la parution du journal mardi 13 mars, a éclaté lors de la négociation collective annuelle. Le Livre CGT demande notamment « une garantie de l'emploi et une garantie de ressources », la réduction de la durée hebdomadaire du travail, une amorce de septième semaine de congé et un quatorzième mois. Après l'échec des négociations, le 22 février dernier, les ouvriers ont notamment refusé d'encadrer des suppléments dans le journal et de composer certains textes l'après-midi.

Une guerre d'usure s'est alors installée entre les ouvriers et le personnel d'encadrement, qui a assuré certaines tâches. Lundi, les ouvriers ont estimé que ces cadres jouaient les « briseurs de grève » et que « l'attitude anti-ouvrière de la direction tenait des Dernières Nouvelles » contraignait le Livre à empêcher la parution du journal. Ce sont ces explications que le Livre a publiées dans la mini-édition du mercredi 14 mars sous le titre : « Les raisons d'une non-parution ».

Mercredi soir, les ouvriers du Livre ont refusé de s'engager à ne plus intervenir dans le quotidien. Le journal a cependant été publié avec, dans son cahier régional, le texte complet de la motion adoptée l'après-midi par les journalistes et les communiqués de la direction, des cadres et du syndicat du Livre CGT.

JACQUES FORTIER.

● L'hebdomadaire « L'Os à moëlle » reparait — Fondé par Pierre Dac, l'Os à moëlle reparait ce jeudi 15 mars, sous l'impulsion de M. Jacques Pessis, collaborateur du Parisien libéré, et de Radio-Monte-Carlo. (Prix : 5 F.) Fidèle à sa devise, « contre tout ce qui est pour et pour tout ce qui est contre », l'Os se propose, « dans la tristesse de l'actualité, de faire couler quelques larmes de joie ».

400 rue Saint-Honoré - 75001 Paris

**nouveau drouot**

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75008 Paris  
Téléphone : 246-17-11 - Téléc : Drouot 842260  
Informations téléphoniques permanentes : 776-17-17

**Compagnie des commissaires-priseurs de Paris**  
Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures  
sauf indications particulières

**VENDREDI 16 MARS**

S. 14. — Bons meubles, objets mobiliers, cartes postales, photographies anciennes — M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, M. Benoit, expert.

**LUNDI 19 MARS**

S. 1. — Dessins et tableaux, orfèvrerie, meubles et objets d'art — M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, MM. Labat, Samson, Déchant et Stetten, Lepic et Nazare-Aga.

S. 9. — Anseble, objets d'art — M<sup>me</sup> PESCHETEAL, PESCHETEAL-BADIN.

S. 11. — Pendules de L.X.V. type mod. 18<sup>e</sup> et des styles L.X.V., L.X.VI, Evres anciens — M<sup>me</sup> WAPLER.

S. 13. — Linge, tableaux, bibelots, meubles — M<sup>me</sup> LANGLADE.

S. 14. — A 14 h : meubles et objets — M<sup>me</sup> CORNETTE DE SAINT-CYR.

**LUNDI 19, MARDI 20 MARS**

S. 54/10. — Importants tableaux modernes, Succession de M<sup>me</sup> R. Godot ayant fait partie de la collection Drouot et appartenant à divers amateurs — M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, MM. Pacitti et Jean-Michel, Marchéaux (expos. S. 54, le 17, S. 10, le 19).

**MERCREDI 21 MARS**

S. 2. — Livres anc. et mod. — M<sup>me</sup> DELORME, MM. Gueff, Courvoisier.

S. 54. — Imp. Tabl. mod. et sculptures du 20<sup>e</sup> s. — M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, M<sup>me</sup> Collin, M<sup>me</sup> Fabre, M<sup>me</sup> Tullant.

S. 13. — Meub. et obj. d'art — M<sup>me</sup> MILLON, JUTHEAU.

S. 15. — Meub. — M<sup>me</sup> BONDU.

**JEUDI 22 MARS**

S. 8. — Bons presse-papiers — M<sup>me</sup> BOISGIRARD, DE HEECKEREN.

S. 10. — A 14 h : meubles et objets — M<sup>me</sup> CORNETTE DE SAINT-CYR.

**VENDREDI 23 MARS**

S. 1. — Art nouveau, Art Déco — M<sup>me</sup> COUTURIER, NICOLAY, M. Marcellin, expert.

S. 2. — Bijoux, objets de vitrine, orfèvrerie ancienne et moderne — M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, MM. Fromanger, Vézianque Fromanger, experts.

S. 4. — Estampes japonaises du XVIII<sup>e</sup> s. à nos jours. Collection M.D. Succession de M<sup>me</sup> A. et à divers amateurs à points, peintures, paravents — M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, MM. Fortet, Le Vol, experts.

S. 5. — Tabl. anc. et mod. Huit époques, terres, céram. et meub. du 18<sup>e</sup> s., tapisseries — M<sup>me</sup> AUDAP, GODEAU, SOLANET.

S. 6. — A 14 h 30 : import. Tabl. mod. — M<sup>me</sup> CORNETTE DE SAINT-CYR.

S. 7. — 4 miniatures d'Europe du 16<sup>e</sup> s. Art de l'Islam et de la Chine — M<sup>me</sup> OGER, DUMONT.

S. 12. — Estampes, jouets — M<sup>me</sup> DELORME, M<sup>me</sup> Roussier, M<sup>me</sup> de Hecqueren, experts.

S. 16. — Tapis d'Orient — M<sup>me</sup> CHARBONNEAUX.

**ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE**

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Fessart (75008) - 261-80-07.  
AUDAP, GODEAU, 24, rue Drouot (75008) - 770-47-88.  
BOISGIRARD, DE HEECKEREN, 2, rue de Provence (75008) - 770-81-36.  
J.P.H. et D. BONDU, 17, rue Drouot (75008) - 770-38-18.  
Catherine CHARBONNEAUX, 134, Fg-Saint-Honoré (75008) - 369-86-66.  
CORNETTE DE SAINT-CYR, 24, avenue George-V (75008) - 726-15-94.  
COUTURIER, NICOLAY, 81, rue de Valenciennes (75007) - 555-56-44.  
DELORME, 14, avenue de Marigny (75008) - 562-31-19.  
LANGLADE, 12, rue Descombres (75017) - 227-00-81.  
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (salementment FERNAN-LAURIN), 12, rue Drouot (75008) - 246-17-11.  
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75008) - 246-46-44.  
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75008) - 246-98-95.  
PESCHETEAL, PESCHETEAL-BADIN, FERNAN, 18, rue de la Grange-Saint-Etienne (75008) - 770-88-38.  
WAPLER, 16, place des Vosges (75004) - 278-57-32.  
Ces études ont été publiées par T.O.S.P., 64, rue La Boétie, Paris (84) - 563-12-66.

*Handwritten signature: Joly, in 10*



## L'ACCORD COMMUNAUTAIRE SUR LA PRODUCTION LAITIÈRE

## Les agriculteurs allemands rejettent le projet de Bruxelles

Le congrès de la FNSEA, qui se tiendra les 20, 21 et 22 mars à Versailles, sera l'occasion pour les agriculteurs français de préciser la nature de leur opposition à la réduction de la production laitière décidée par les ministres de l'Agriculture des Dix. Le président de la Fédération agricole, M. François Guillaume, a réaffirmé, mercredi 14 mars, à Saint-Lô, son opposition au plafonnement de la

production laitière, tandis que le ministre français de l'Agriculture, M. Michel Rocard, rappelait, devant l'assemblée de Strasbourg, que la France était moins touchée que ses partenaires par le plan de réduction. Deux mille jeunes agriculteurs de l'est de la France ont manifesté, dans le même temps, devant l'immeuble où siègent les parlementaires européens

pour signaler leur opposition au compromis de Bruxelles.

De son côté, l'Association des agriculteurs ouest-allemands a fermement rejeté, mercredi, l'accord intervenu entre les ministres européens. Au cours d'une assemblée générale extraordinaire, ils ont décidé d'organiser, le 23 mars à Dortmund, une

grande manifestation destinée à soutenir leurs revendications.

Tout en indiquant que « des progrès restent à faire », le porte-parole du gouvernement ouest-allemand, M. Peter Bönisch, a souligné, en revanche, que le compromis « constituait un pas important » et que « la présidence française avait fait un travail positif et constructif ».

## Les éleveurs de Poitou-Charentes : on va pénaliser une région qui n'y est pour rien

Poitiers. — La colère, et, surtout, la lassitude, se lisent sur les visages des agriculteurs de Poitou-Charentes. Ils ont appris, hier, que la région allait être pénalisée par la réduction de la production laitière décidée par les ministres de l'Agriculture des Dix. Ils ont appris, en outre, que la région allait être pénalisée par la réduction de la production laitière décidée par les ministres de l'Agriculture des Dix.

## De notre envoyé spécial

« On va pénaliser une région qui n'y est pour rien », c'est le refrain que l'on entend partout dans la région Poitou-Charentes. Les agriculteurs se sentent trahis par le gouvernement français.

M. Claude Rouleau, président du Conseil économique et social et producteur lui-même, reconnaît volontiers « qu'une pause en matière de quantités produites était devenue indispensable, les excédents laitiers de la CEE étant un problème qu'on ne pouvait pas ne pas résoudre ».

Il est bien vrai que de 1973 à 1983 la collecte du lait a progressé de 29,9 % dans la CEE, 34,4 % de mieux en République fédérale d'Allemagne, 46,5 % aux Pays-Bas, 67,4 % en Irlande et 23,6 % en France. Mais c'est là que le bât blesse : alors que, chez nous, les Pays de la Loire voyaient augmenter leur production de 57 %, la Bretagne de 55,7 %, la Basse-Normandie de 18,7 %, les Deux-Sèvres de 11,64 %, la Poitou-Charentes connaît un recul de -6,6 %.

« Une mauvaise affaire... », jadis secrétaire d'Etat à l'Agriculture dans un gouvernement Pierre Mendès France, M. Jean Raffarin, président de l'Association centrale des laitiers Poitou-Charentes et du Comité français de la Fédération internationale laitière, laisse tomber séchement son verdict. Pour l'homme qui fut directement associé à l'PMF dans la loi de répartition des quotas de lait dans les écoles de France et de Navarre, « il faut savoir ce que l'on veut ». Pour M. Raffarin, la région Poitou-Charentes, qui a le plus grand troupeau de vaches laitières de France, est la région la plus pénalisée par la réduction de la production laitière.

« Nous souffrons d'une maladie grave, qui consiste à importer ce que nous pouvons produire, pour produire ce que nous pouvons importer », dit-il. « N'est-ce pas un non-sens ? Et comment peut-on parler de « marché commun » à l'heure où nous importons des tourteaux de soja et du maïs pour fabriquer... autour des vaches à lait... du lait artificiel ? »

Comme nous le dirons, aux ans, tous nos autres interlocuteurs, M. Raffarin rappelle encore que « depuis toujours », les laitiers français ont réclâmé, sans jamais l'obtenir, une taxation des matières grasses végétales, des margarines qui sont en concurrence directe avec les produits laitiers. Et puis, c'est là qu'il situe précisément la gravité de la décision prise à Bruxelles, « rien ne peut être fait désormais pour empêcher que diminuent obligatoirement les revenus des agriculteurs et que les producteurs connaissent de nouvelles difficultés ».

## Le spectre du chômage

Autre conséquence inéluctable de la réduction de la production laitière, « qu'on n'est bien passé d'évoquer », comme le disait un éleveur, la menace de la diminution du nombre des emplois. « On va créer des chômeurs supplémentaires, obligatoirement : il faut savoir qu'un hec-

taire en herbage fournit le double de travail, toutes activités confondues, que procure un hectare de céréales. Réduire le troupeau, c'est inévitablement réduire le malin d'œuvre... »

M. Claude Rouleau, président du Conseil économique et social et producteur lui-même, reconnaît volontiers « qu'une pause en matière de quantités produites était devenue indispensable, les excédents laitiers de la CEE étant un problème qu'on ne pouvait pas ne pas résoudre ».

Mais les accords de Bruxelles vont avoir pour effet, en Poitou-Charentes, de « pénaliser gravement des exploitants qui ont réussi tant bien que mal à maintenir leurs revenus à un niveau par une productivité accrue ». Comme il l'explique, « il fallait bien, puisque les prix ne suivaient pas les augmentations incessantes des charges, que chacun en fasse chaque jour un petit peu plus que la veille... Que faire d'autre ? A pénaliser sur le revenu, la seule réponse est : « surproduction ! ».

Le danger, pour M. Rouleau, tient dans le fait que la région Poitou-Charentes risque fort d'être victime de fâcheux amalgames à l'heure des contingents : « Si l'on nous confond avec les autres régions laitières françaises qui sont, elles, en expansion, c'est catastrophique : notre capacité à progresser serait automatiquement atténuée. Alors il n'y a pas trente-six solutions : les futurs contingents de production doivent être distribués au niveau de régions-programmes et évaluer, en fonction de la conjoncture future, il faut nous laisser jouer à fond la carte régionale. Ne pas faire de différences entre « petits » et « gros » éleveurs : le contingent par région, d'abord, puis par entreprise, puis par producteur. A chaque entreprise la responsabilité d'organiser le fonctionnement de sa propre zone ».

## Pré-retraite

des cinquante-sept ans ?

A 70 kilomètres de Poitiers, en plein cœur de la Sèvre niortaise, M. Maurice Laurent, président de la coopérative de Sèvre-et-Belle, préfère, lui, s'interdire de juger définitivement avant de connaître les modalités d'application de la décision prise à Bruxelles. Mais il peut cependant dire, sans attendre ces précisions, que, « de toute façon, les producteurs vont être pénalisés, ceux d'entre eux qui ont investi dans des équipements plus touchés que les autres... ». Pour M. Laurent, ce qui est inadmissible, c'est « qu'on va pénaliser une région qui n'est en rien responsable de surproduction, une région qui exporte extrêmement peu, le marché français consommant la presque totalité du produit « haut de gamme », les beurres d'appellation... Poitou-Charentes ».

M. Jean-Michel Renaud, éleveur et président de la laiterie coopérative d'Echiré — « le plus fameux beurre français » — met, pour sa part, l'accent sur un déficit problème local : « Il ne faut pas perdre de vue que si tels éleveurs de la ré-

gion peuvent faire pousser des céréales là où il y a aujourd'hui de l'herbe à vaches, au contraire, les fermes du bocage ne pourront jamais envisager quelque conversion que ce soit ! Les terres « mouillées » qui sont les leurs sont des terres à herbes et à rien d'autre... C'est un handicap insurmontable... ».

M. Jean-Joël Pétoria, président du Centre d'Unionnisme agricole de Saint-Symphorien et éleveur lui-même — soixante vaches en association par moitié — est formel quant aux mesures qu'il faudra peut-être devoir prendre en cas de réduction de production : « En aucun cas nous n'abandonnerons les améliorations techniques des troupeaux. Ce qui revient à dire qu'on va être contraints d'envoyer à la boucherie les bêtes les moins productives. Il n'y a pas d'autres solutions. Mais nous ne devons pas nous laisser aller à nous plaindre, nous devons nous mettre en place un plan de développement et emprunter pour investir ! ».

L'avenir immédiat et l'avenir plus lointain, tous ces hommes du lait le voient en sombre, en très sombre. A moins que... A moins qu'on ne mette en place, au plus vite, une politique bien adaptée de préretraite, qui permettrait aux éleveurs ayant dépassé les cinquante-sept ans de se retirer. Il faut savoir, à ce propos, que 12 % des producteurs français de lait ont plus de cinquante ans, et que 26 % ont plus de cinquante-cinq ans. En 1981, pour le seul département des Deux-Sèvres, on comptait 51,10 % de producteurs ayant entre cinquante et soixante ans, et 6,70 % de plus de soixante ans, qui, ensemble, détenaient 48,27 % du cheptel de vaches laitières.

Apprendre que les intérêts français ont été « bien défendus », comme l'a déclaré M. Michel Rocard à Bruxelles, fait sourire, d'un sourire fort amer, tous les « laitiers » de la région Poitou-Charentes. Vingt-cinq mille exploitations — soit plus d'une sur trois — 16 % de la valeur de la production agricole finale régionale, trois mille cinq cents salariés employés tant pour les collectes que pour la transformation, se trouvent concernés.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

## En Franche-Comté : allez donc faire pousser des céréales à 800 mètres d'altitude !

Besançon. — Limiter la production laitière, la réduire ? « On voit bien que ce sont les Français qui ont trouvé ça ! » En Franche-Comté, et singulièrement sur les plateaux et les contreforts du Jura, les agriculteurs ne comprennent pas. « Ça va être qu'on pourrait bien faire d'autre ? Le problème ? Beaucoup de ceux qui ont essayé, en profitant des primes qu'on leur donnait, en sont revenus. La culture ? Allez donc faire pousser des céréales à 800 mètres sur un terrain où le rocher affleure presque partout et où la neige est là près de six mois par an ! Allez : ce n'est pas par hasard que les paysans se sont spécialisés dans l'élevage des laitières... ».

En Franche-Comté, les herbages couvrent près de 70 % de la surface agricole utile, et plus de la moitié des exploitations ont pour unique activité la production laitière. Un cheptel de trois cent mille vaches produit annuellement quelque 12 millions d'hectolitres d'un lait presque exclusivement transformé en gruyère de comté (le vous savez, la petite cloche) et en emmental. C'est dire que les « fluctuations des technologies » avaient de quoi jeter le trouble dans le monde rural franc-comtois. Elles alimentent en tout cas les conversations à l'heure où, dans un bruit de bidons entrecroisés, les paysans se rencontrent à la fromagerie du village.

Président d'une des multiples coopératives laitières, les Fruitières, qui, avec les mairies indépendantes et les industriels de la transformation, reçoivent et traitent le lait collecté dans la région, M. Eugène Kolly, soixante-trois ans, « a toujours été paysan et a toujours fait du lait ». Il travaille aujourd'hui en groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) avec son fils. Son épouse vient donner un coup de main pour les deux traites quotidiennes. « Le revenu agricole n'a pas diminué en lui-même, mais les charges, le prix des engrais pour les pâtures, du matériel, des réparations, a grimpé. On est obligé de faire toujours davantage pour tourner. Dans les années 1960,

## De notre correspondant

par exemple, il fallait avoir quinze vaches pour acheter un tracteur, aujourd'hui il en faut cinquante ».

En fait, d'ailleurs, c'est encore la préoccupation de tous ceux qui s'efforcent d'améliorer le rendement laitier de la race montbéliarde, un remède de la Pie-Rouge de l'Est qui, à force de sélection, est devenue une des toutes premières productrices d'Europe (en moyenne 4 tonnes de lait par an).

S'arrêter de faire de la sélection ? « Je me demande comment on pourrait arrêter ça de nous, s'étonne M. Kolly. Comme je me demande comment celui qui fait des céréales pourrait s'empêcher de rechercher des performances. Cela fait partie de notre métier, de notre idéal. » Un idéal auquel M. Joseph Mamet s'accroche depuis des années. Dans son petit village des Fins, près de la frontière suisse, il a tracé la voie de toute une procédure de sélection génétique de contrôle de production, adoptée par la quasi-totalité des éleveurs de montbéliards. « On est même en train, dit-il, de marier la montbéliarde à une race allemande, le holstein, pour obtenir un rendement supérieur... ».

Président de la caisse régionale de crédit agricole du Doubs, M. Mamet ne cache pas, lui non plus, son inquiétude : « Déjà qu'on s'aperçoit que les agriculteurs ont des problèmes lorsqu'on regarde leurs comptes, il faut réduire la production cela conduirait à de graves difficultés... ».

## Ça ne peut pas se faire chez nous

Paradoxalement pourtant, les agriculteurs de Franche-Comté ne paraissent pas vraiment mobilisés autour de cette question. Ils en parlent sans doute, mais le ton semble manquer un peu de conviction. Est-ce que, dans ce qu'ils ont lu ou entendu à la radio mardi matin, à l'heure du laitier, sur les accords de

Bruxelles, ce qui touchait au « démantèlement » des montants compensatoires les aurait amenés à penser qu'une de leurs revendications principales était enfin acceptée ? Cela peut effectivement contribuer à calmer, du moins pour un temps, leurs réactions.

En fait, l'impression qui domine ici quand on leur parle de réduction de la production laitière est que les éleveurs n'y croient pas. « C'est une mesure nationale, ça ne sera pas appliqué dans des zones comme les nôtres... Il faut voir sur quelles bases ce sera calculé... Peut-être qu'on se basera sur la production à l'hectare de terre et que, dans ce cas, ce seront ceux qui font de l'élevage en batterie ou qui font manger les vaches directement dans les péniches de soja qui devront réduire leur production, mais pas nous... ».

Certains, il est vrai, ne seraient pas fâchés de voir les Bretons, qui se sont mis à concurrencer les Franco-Comtois sur le marché de l'emmental, faire les frais de l'opération. Mais d'autres sont bien conscients que l'Ouest ne se laissera pas faire et qu'on y trouvera aussi des arguments pour assurer que « ce ne peut pas se faire chez nous ». Ceux-là s'étonnent d'ailleurs que les responsables agricoles de la région, « qui ont fait descendre les gens dans la rue pour des raisons beaucoup plus folles », tardent à réagir. « On a l'impression que M. Rocard les a mis dans sa poche... ».

« Pas du tout », assure M. Michel Jeannerod, président de la fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles. « C'est vrai que le gauche est passé en partie avec des voix de paysans. Mais cela risque d'être différent la prochaine fois. Nous préférons agir par d'autres voies que celle des manifestations, car on a une frousse terrible que ça se passe mal : on serait débordés ! ».

Il est vrai que, comme pourrait le dire un proverbe franco-comtois : « Quand le lait déborde, il est trop tard pour couper le gaz... ».

CLAUDE FABER.

## OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Botz, 563.12.66

VENTE s/ saisie imm. Palais de Justice, CRETEIL, Jeudi 22 Mars 1984, à 9 h 30

UN APPARTEMENT de 4 p. princ. en 3<sup>e</sup> ét. Bât. F. escal. 9 avec C.A.V.E., PARKING et BOX au PLESSIS-TRÉVISE (94) 180 à 192, avenue de la Maréchalée 50, avenue Saint-Pierre

MISE A PRIX : 65.000 F S'adr. M<sup>r</sup> LEOPOLD-COUTURIER, avocat, 14, rue d'Anjou, PARIS-9, tél. 265-92-75 ; tous avocats pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. Sur lieux pour visiter.

VENTE s/ saisie imm. Palais de Justice, CRETEIL, Jeudi 22 Mars 1984, à 9 h 30

UNE PROPRIÉTÉ comprenant un PAVILLON D'HABIT. de 3 P.P. au rez-de-ch., grenier, jardin. Cont. tot. 225 m<sup>2</sup> à VILLIERS-SUR-MARNE (94) 53, av. du Mal-de-Lettre-de-Tassigny

MISE A PRIX : 58.000 F plus une redev. viagère de 8.555,68 F payable par douzième mensuellement S'adr. M<sup>r</sup> LEOPOLD-COUTURIER, avocat, 14, rue d'Anjou, PARIS-9, tél. 265-92-75 ; tous avocats pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. Sur lieux pour visiter.

VENTE s/ saisie imm. Palais de Justice, CRETEIL, Jeudi 22 Mars 1984, à 9 h 30

UN APPARTEMENT de 4 p. princ. en 3<sup>e</sup> ét. Bât. F. escal. 9 avec C.A.V.E., PARKING et BOX au PLESSIS-TRÉVISE (94) 180 à 192, avenue de la Maréchalée 50, avenue Saint-Pierre

MISE A PRIX : 65.000 F S'adr. M<sup>r</sup> LEOPOLD-COUTURIER, avocat, 14, rue d'Anjou, PARIS-9, tél. 265-92-75 ; tous avocats pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. Sur lieux pour visiter.

VENTE s/ saisie imm. Palais de Justice, CRETEIL, Jeudi 22 Mars 1984, à 9 h 30

UN APPARTEMENT de 4 p. princ. en 3<sup>e</sup> ét. Bât. F. escal. 9 avec C.A.V.E., PARKING et BOX au PLESSIS-TRÉVISE (94) 180 à 192, avenue de la Maréchalée 50, avenue Saint-Pierre

MISE A PRIX : 65.000 F S'adr. M<sup>r</sup> LEOPOLD-COUTURIER, avocat, 14, rue d'Anjou, PARIS-9, tél. 265-92-75 ; tous avocats pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. Sur lieux pour visiter.

VENTE s/ saisie imm. Palais de Justice, CRETEIL, Jeudi 22 Mars 1984, à 9 h 30

UN APPARTEMENT de 4 p. princ. en 3<sup>e</sup> ét. Bât. F. escal. 9 avec C.A.V.E., PARKING et BOX au PLESSIS-TRÉVISE (94) 180 à 192, avenue de la Maréchalée 50, avenue Saint-Pierre

MISE A PRIX : 65.000 F S'adr. M<sup>r</sup> LEOPOLD-COUTURIER, avocat, 14, rue d'Anjou, PARIS-9, tél. 265-92-75 ; tous avocats pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. Sur lieux pour visiter.

VENTE s/ saisie imm. Palais de Justice, CRETEIL, Jeudi 22 Mars 1984, à 9 h 30

UN APPARTEMENT de 4 p. princ. en 3<sup>e</sup> ét. Bât. F. escal. 9 avec C.A.V.E., PARKING et BOX au PLESSIS-TRÉVISE (94) 180 à 192, avenue de la Maréchalée 50, avenue Saint-Pierre

MISE A PRIX : 65.000 F S'adr. M<sup>r</sup> LEOPOLD-COUTURIER, avocat, 14, rue d'Anjou, PARIS-9, tél. 265-92-75 ; tous avocats pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. Sur lieux pour visiter.

VENTE s/ saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le Jeudi 22 Mars 1984 à 14 heures - En un seul lot

UN APPARTEMENT comp. séjour, ch., cuis., pend. et toilet. de l'appentis y situant sv. de aux w.c. situés de la cour de la bât. A au rez-de-ch., en sous-sol cave n° 6, de un imm. sis angle de la rue Caroline n° 11 et rue Abel-Truchet sis numéro

LIBRE DE LOCATION à PARIS-17<sup>e</sup>

MISE A PRIX : 40 000 F S'adr. pr. te rem. à la SCP SCHMIDT DAVID, av. à PARIS-17<sup>e</sup>, 76, av. de Wagram, tél. 766-16-69, du lundi au vendredi entre 14 h et 16 h exclusivement. Sur lieux pour visiter.

VENTE s/ saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le Jeudi 22 Mars 1984 à 14 heures - En un seul lot

UN LOGEMENT de 3 P. coin, auquel serait adjoint UN LOCAL d'une pièce, cuis., au rez-de-ch. Bât. B à ISSY-LES-MOULINEAUX (92) 5, rue Emile-Duployé

M. à P. : 55.000 F S'adr. M<sup>r</sup> BAILLY, GUILLET, DELMAS, avocats associés à PARIS (17<sup>e</sup>), 18, rue Duphot - Tél. 260-39-13 ; M<sup>r</sup> Jack BEAUJARD, avocat à PARIS (14<sup>e</sup>), 30, rue Daguerre ; les avocats pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. Sur lieux pour visiter.

VENTE s/ saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le Mardi 27 Mars 1984 à 13 h 30

MAISON D'HABIT. à TREMBLAY-LES-GONNESSE (93) 64, avenue Henri-Barbusse sur s.-sol, d'un rez-de-ch. de 3 P. princ., grenier, garage, terr. 473 m<sup>2</sup>

MISE A PRIX : 120 000 F S'adr. M<sup>r</sup> LEOPOLD-COUTURIER, avocat à PARIS-9, 14, rue d'Anjou, tél. : 265-92-75. Ts avocats pr. Trib. Gde Inst. de Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. Sur les lieux pour visiter.

VENTE s/ saisie immobilière et s/ saisie du dixième, au Palais de Justice à CRETEIL, le Jeudi 29 Mars 1984, à 9 h 30

APPART. en DUPLEX à VITRY-SUR-SEINE (94) 6, AVENUE GAMBETTA de 5 pièces princ. aux 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> étages. C.A.V.E. - TROIS PARKINGS

MISE A PRIX : 550.000 F S'adr. : SCP BRUN et BOCHER, avoc. assoc., 60, r. de Londres, PARIS (8<sup>e</sup>). Tél. 293-50-40. SCP GASTINEAU, MALANGEAU, BOITTELLA-COISSAU, avoc. assoc., 2, r. des Pyramides, PARIS (1<sup>re</sup>). Tél. 260-46-79. Ts les avocats pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil. S/ place pour visiter le 27 MARS 1984, de 9 h à 11 h.

VENTE au Palais de Justice de PARIS, JEUDI 29 MARS 1984, à 14 h. EN UN SEUL LOT

UN APPARTEMENT 7, RUE GUILLAUMET de 5 pièces au 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> ét. Bât. G. esc. 3 Une C.A.V.E. au sous-sol n° 39

M. à P. : 100.000 F - S'adr. SCP LE SOURD-DESFORGES avocats, 27, quai A.-France, PARIS (7<sup>e</sup>). Tél. : 551-31-60. M<sup>r</sup> PINON, synd., 16, rue de l'Abbé-de-l'Épée, PARIS (5<sup>e</sup>). Ts avocats pr. les trib. Gde Inst. de Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS		
	+ ou -	Rep. + ou déq.	Rep. + ou déq.	Rep. + ou déq.		
SE-11	7,9570	7,9400	+ 135	+ 185	+ 645	+ 795
SE-12	6,2632	6,2400	+ 186	+ 137	+ 190	+ 698
Yen (100)	3,5577	3,5446	+ 137	+ 173	+ 339	+ 1083
DM	3,0005	3,0025	+ 173	+ 183	+ 355	+ 1089
Flors	2,7280	2,7299	+ 142	+ 152	+ 294	+ 845
F.R. (100)	15,0407	15,0307	- 114	- 8	- 343	- 22
F.S.	3,7181	3,7212	+ 281	+ 298	+ 578	+ 602
L. (1000)	4,9497	4,9526	+ 228	+ 298	+ 578	+ 602
L. (1000)	11,6139	11,6138	+ 348	+ 394	+ 713	+ 797

## TAUX DES EURO-MONNAIES

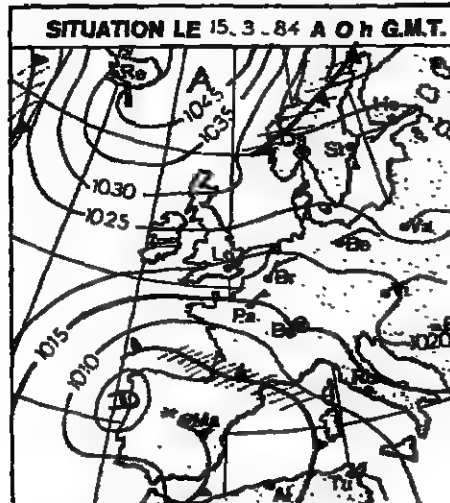
	9 7/8	10 1/4	9 15/16	10 1/16	10 1/8	10 5/8	10 9/16	10 15/16
SE-11	5 3/8	5 3/4	5 7/16	5 13/16	5 7/16	5 13/16	5 7/8	6 3/8
DM	6	6 1/2	5 15/16	6 1/16	6 1/16	6 1/16	6	6 3/8
F.R. (100)	10	11	13 1/2	14 3/4	13 1/2	13 3/4	12 1/2	13 3/8
L. (1000)	16	17	16 1/2	17 1/2	16 1/2	17 1/2	16 1/2	17 1/2
F.S.	8 5/8	9 1/8	8 5/8	9 1/8	8 5/8	9 1/8	8 5/8	9 1/8
F. franc	12 1/4	13	12 1/4	13	12 1/4	13	12 1/4	13

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

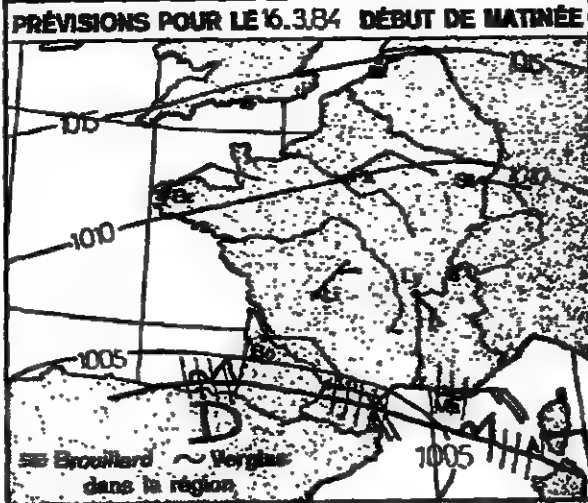


# INFORMATIONS « SERVICES »

## MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 15.3.84 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 16 MARS A 0 HEURE (G.M.T.)

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 15 mars à 0 heure et le vendredi 16 mars à 24 heures.

Les hautes pressions de l'Europe du Nord sont stationnaires et les dépressions peu actives de Méditerranée se combinent lentement en s'éloignant vers l'Est.

Vendredi, il fera beau sur la plus grande partie de la France. Seules les régions pyrénéennes et le pourtour de la Méditerranée resteront en bordure d'une perturbation qui donnera encore un peu de pluie. Il neigera en montagne entre 1 000 et 1 500 mètres. Ces précipitations seront plus abondantes sur les versants exposés au sud et à l'est des Pyrénées et du Massif Central. Sur toutes les autres régions de France, persistance d'un beau temps bien ensoleillé et chaud après la désagrégation des brumes matinales.

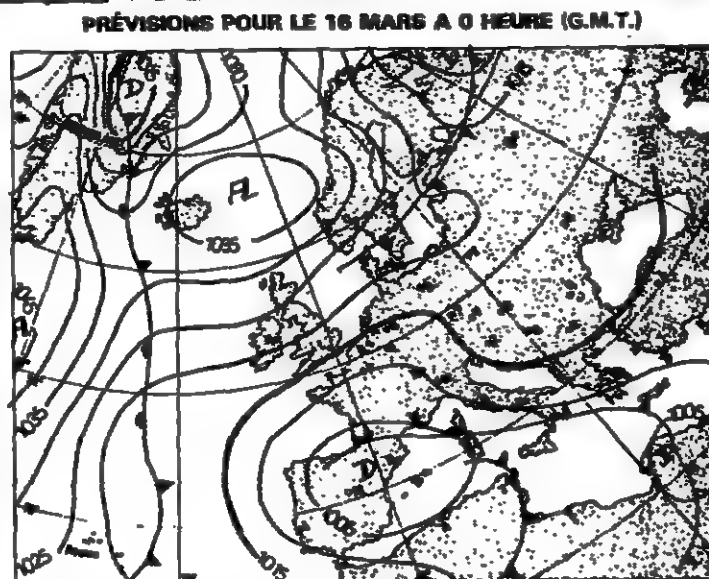
En début de journée, seul un faible risque de gelées de -1 à -2 degrés sur l'Alsace et la Franche-Comté; ailleurs, les températures seront comprises entre 3 et 6 degrés. L'après-midi, les températures évolueront jusqu'à 12 à 14 degrés sur la moitié nord et seront légèrement supérieures à 15 degrés sur la moitié sud.

Le vent faiblira un peu en Méditerranée. Quelques rafales de secteur sud encore probables en cours de journée.

### Complément montagne pour le week-end

La situation va continuer à s'aggraver sur nos régions pyrénéennes. Seules les Alpes du Sud garderont un ciel chargé et il neigera par intermittences vers 1 200 mètres. Sur toutes les autres montagnes, beau temps bien ensoleillé et chaud l'après-midi. Tout juste quelques brèves de brume dans les vallées au lever du jour. Pas de gélées matinales prévues.

La pression atmosphérique réduite, au niveau de la mer, à Paris, à 8 heures,



PRÉVISIONS POUR LE 16 MARS A 0 HEURE (G.M.T.)

de 1 013,2 millibars, soit 759,9 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée de 14 mars; le second le minimum de la nuit du 14 au 15 mars):

Ajaccio, 15 et 4 degrés; Biarritz, 10 et 4; Bordeaux, 12 et 6; Bourges, 15 et 0; Brest, 11 et 4; Caen, 12 et 3; Cherbourg, 8 et 5; Clermont-Ferrand, 15 et 0; Dijon, 13 et -2; Grenoble - Saint-Martin-d'Hères, 14 et -2; Grenoble-Saint-Geoirs, 12 et -1; Lille, 11 et 0; Lyon, 12 et -1; Marseille-Marguare, 13 et 10; Nancy, 11 et -3; Nantes, 13 et 5; Nice-Côte d'Azur, 13 et 5; Paris-Montsouris, 14 et 2; Paris-Orly, 14 et 1; Pau, 11 et 4; Perpignan, 10 et 7; Rennes, 14 et 5; Strasbourg,

## EN BREF

### AUTOMOBILE

#### CITROËN : CINQ NOUVELLES VERSIONS « ENTREPRISE »

Citroën commercialise en mars cinq nouvelles versions « Entreprise ». Trois d'entre elles concernent la gamme BX : la BX 14 E Entreprise (8 CV), la BX 16 RS Entreprise (9 CV) et la BX 19 Diesel Entreprise (8 CV); les deux autres complètent la gamme CX : la Break CX 20 Entreprise (10 CV) et la Break CX 25 Diesel Entreprise (10 CV). Elles s'ajoutent aux cinq versions Entreprise déjà existantes : les LNA Entreprise 4 et 6 CV, la Visa Entreprise, la Visa 11 E Entreprise et la GSA Spécial Entreprise. Dérivée des voitures particulières correspondantes, ces modèles intègrent plusieurs modifications : portes latérales amovibles, portes latérales arrière amovibles, suppression de la bar-

quette arrière, plancher de charge amovible avec arrêt de charge, miroir des vitres arrière en position haute.

\* Prix : BX 14 E Entreprise, 47 226 (HTVA, 56 002,92 (TTC); BX 16 RS Entreprise, 53 935 (HTVA), 62 899,51 (TTC); BX 19 Diesel Entreprise, 54 365 (HTVA), 64 476,59 (TTC); Break CX 20 Entreprise, 71 330 (HTVA), 84 597,38 (TTC); Break CX 25 Diesel Entreprise, 82 175 (HTVA), 97 489,58 (TTC).

### COLLOQUE

#### L'ASSOCIATION DE PRESSE FRANCE-JAPON

organise le mardi 27 mars, de 16 h à 19 h, à l'hôtel Nikko, un colloque sur l'enseignement supérieur au Japon, sous la présidence de M. Louis Dupeux, ambassadeur de France, avec MM. Marc Dupuis, professeur à l'université Paris-VI, ancien

conseiller scientifique près l'ambassade de France à Tokyo, Jean-Michel Ledecq, ancien directeur de l'Institut franco-japonais de Kanazawa à Kyoto, Masaru Yoshimori, professeur à l'université Paris-IX, Morikazu Watanabe, professeur à l'université de Tokyo.

\* Réservations et inscriptions à l'Association de presse France-Japon, 14, rue Cassagne, tél. : 727-30-98.

### TABLEAUX

#### LES QUATRE SAISONS

Un ensemble des œuvres de Henri-Jacques Masson, peintre de paysages, est exposé jusqu'au 31 mars à la galerie d'art de la ville de Beauvais. Le bénéfice de la vente est destiné à soutenir les travaux de l'Institut Pasteur affectés à la recherche sur le cancer. \* 94, boulevard Saint-Henri, 75008 Paris. Tél. : 565-66-98.

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 3668

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

### HORIZONTALEMENT

I. Les plus grands sont les plus diminués. - II. Chanteuses de gospel. Possessif. - III. Manifeste un esprit vagabond. Interrogatoire de juge d'instruction. - IV. Epithète de mise pour Brummel. Quand on le dit bas, ce n'est vraiment pas le paradis. - V. Peuple des Philippines. - VI. Unité des Saintes ou de la ville homonyme. Offenbach en compte beaucoup plus que Saint-Sever. - VII. Note. Grecque. - VIII. Tradition commune à tous les continents. - IX. Souvent estivants, mais rarement vacanciers. - X. Neuf. Passe à Pacy. - XI. Préposition. Extrait de Léhar. Participe passé.

### VERTICALEMENT

1. Ce qu'est la valeur qui n'est pas de fait qu'elle en a trop. - 2. Soumis à un type. - 3. Gendarme « enjuponné ». Lorsqu'il agit, il donne souvent des maux de tête. - 4. Haut lieu d'accostage où débarquent plus d'un couple. Père d'un ingrat. - 5. Article. Symbole du métal de Crookes. Encombre les côtes tout en débarrassant les côtes. - 6. Pair de Grèce. Art d'oublier ses défauts dans la recherche de ceux des autres. - 7. Caractères d'imprimerie. Un des principaux engins de la force de frappe. - 8. Qui a du mal à faire bonne figure. La canicule le frappe souvent de mort. - 9. Bon à détacher. Centres d'attraction.

### Solution du problème n° 3667

Horizontalement  
I. Palace. As. - II. Abominer. - III. L'apocalypse. IV. It. For. V. Zébrures. - VI. DC. Bonlot. - VII. Recel. Io. - VIII. Ape. Cri. - IX. Muzette. - X. Ego. Ange. - XI. Enfant.

Verticalement  
1. Palindrome. - 2. Abat. Ce. Age. - 3. Lopez. Canon. - 4. Amie. Ebbes. - 5. Cid. Bolet. - 6. ENA. Rue. Tan. - 7. Eiffel. Cent. - 8. Arrosier. Gâ. - 9. Es. Toiser.

GUYN BROUTY.

## ÉCHECS

### La finale

#### du Tournoi des prétendants

#### KASPAROV GAGNE LA TROISIÈME PARTIE

Première victoire pour Garry Kasparov dans la troisième partie de la finale du Tournoi des prétendants qui l'oppose à Vassili Smyslov. Victoire probante puisqu'un milieu de la partie la position de Smyslov était déjà inférieure. Kasparov mena alors, avec une précision exceptionnelle, une attaque qui contraignit son adversaire à donner une qualité. L'affaire était entendue, et après avoir joué son quatrième et ultime coup, Smyslov abandonna. Kasparov remporta donc par 2 à 1.

Selon les experts présents à Vilnius, trois coups ont été décisifs dans cette partie : 10-Fd3 pour Kasparov, joué après vingt-deux minutes de réflexion et qui obligea son rival à réfléchir à son tour vingt minutes; 12-f6 pour Smyslov, considéré comme une imprécision, et 14-a3 pour Kasparov qui offrit à Smyslov un pion que ce dernier jugea « empoisonné » et refusa de prendre.

Blancs : KASPAROV  
Noirs : SMYSLOV

### 3<sup>e</sup> partie

#### Gambit de la dame

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32
1.	d4	d5	d4	d5	d4	d5	d4	d5	d4	d5	d4	d5	d4	d5	d4	d5	d4	d5	d4	d5	d4	d5	d4	d5	d4	d5	d4	d5	d4	d5	d4	d5
2.	c3	c6	c3	c6	c3	c6	c3	c6	c3	c6	c3	c6	c3	c6	c3	c6	c3	c6	c3	c6	c3	c6	c3	c6	c3	c6	c3	c6	c3	c6	c3	c6
3.	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5
4.	c3	c6	c3	c6	c3	c6	c3	c6	c3	c6	c3	c6	c3	c6	c3	c6	c3	c6	c3	c6	c3	c6	c3	c6	c3	c6	c3	c6	c3	c6	c3	c6
5.	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6
6.	d5	d6	d5	d6	d5	d6	d5	d6	d5	d6	d5	d6	d5	d6	d5	d6	d5	d6	d5	d6	d5	d6	d5	d6	d5	d6	d5	d6	d5	d6	d5	d6
7.	c6	c7	c6	c7	c6	c7	c6	c7	c6	c7	c6	c7	c6	c7	c6	c7	c6	c7	c6	c7	c6	c7	c6	c7	c6	c7	c6	c7	c6	c7	c6	c7
8.	d6	d7	d6	d7	d6	d7	d6	d7	d6	d7	d6	d7	d6	d7	d6	d7	d6	d7	d6	d7	d6	d7	d6	d7	d6	d7	d6	d7	d6	d7	d6	d7
9.	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7
10.	f7	f8	f7	f8	f7	f8	f7	f8	f7	f8	f7	f8	f7	f8	f7	f8	f7	f8	f7	f8	f7	f8	f7	f8	f7	f8	f7	f8	f7	f8	f7	f8
11.	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5
12.	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5
13.	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5
14.	d3	d4	d3	d4	d3	d4	d3	d4	d3	d4	d3	d4	d3	d4	d3	d4	d3	d4	d3	d4	d3	d4	d3	d4	d3	d4	d3	d4	d3	d4	d3	d4
15.	h4	h5	h4	h5	h4	h5	h4	h5	h4	h5	h4	h5	h4	h5	h4	h5	h4	h5	h4	h5	h4	h5	h4	h5	h4	h5	h4	h5	h4	h5	h4	h5
16.	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6
17.	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7
18.	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5
19.	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5
20.	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5
21.	h4	h5	h4	h5	h4	h5	h4	h5	h4	h5	h4	h5	h4	h5	h4	h5	h4	h5	h4	h5	h4	h5	h4	h5	h4	h5	h4	h5	h4	h5	h4	h5
22.	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6
23.	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7
24.	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5
25.	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5
26.	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5
27.	h4	h5	h4	h5	h4	h5	h4	h5	h4	h5	h4	h5	h4	h5	h4	h5	h4	h5	h4	h5	h4	h5	h4	h5	h4	h5	h4	h5	h4	h5	h4	h5
28.	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6	f5	f6
29.	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7	f6	f7
30.	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5	g4	g5
31.	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5	e4	e5
32.	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5	f4	f5

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 15 mars :

### DES DÉCRETS

- Relatif aux modalités de versement des remises à allouer au titre des frais de gestion aux sociétés ou sections de sociétés mutualistes constituées entre fonctionnaires ou aux unions de ces organismes.
- Fixant le régime financier des grâces octroyées pour la campagne 1983-1984.
- Pris en application de l'article L.358 du code de la santé publique et relatif à l'obtention des diplômes d'Etat de docteur en médecine et de docteur en chirurgie dentaire par les étudiants de nationalité étrangère ou les personnes titulaires de diplômes étrangers de médecine ou de chirurgie-dentiste, ou ayant accompli des



## AUX PAYS-BAS

## La réduction du déficit public divise le gouvernement

### De notre correspondant

## ant

**Amsterdam.** — La réduction du déficit public a semé le désordre au sein du gouvernement néerlandais, une coalition de centristes, composée des chrétiens-démocrates, libéraux conservateurs. M. Onno Ruding, le ministre chrétien-démocrate des finances, vient d'affirmer qu'en 1985 il faudrait diminuer les dépenses publiques de 10 milliards de florins (27 milliards de francs), tandis que l'accord gouvernemental prévoit il y a deux ans et demi, prévoyait une réduction de 2 milliards.

de l'année dernière, les syndicats avaient longuement, mais en vain, lutté contre cette attitude à leur pouvoir d'achat. Pendant sept semaines, les sectobus ont été défilés dans des grèves dans les transports publics, les douanes, les services de nettoyage, la police, etc., avaient semé le désordre dans la vie quotidienne des Pays-Bas.

En apprenant les dernières propositions de M. Ruding, les syndicats des fonctionnaires ont de nouveau annoncé des manifestations, si le

M. Ruding ne sait soutenir par les ministres libéraux, mais ses idées ne font pas l'unanimité parmi les ministres de son propre parti, dont M. Jan De Koning (affaires sociales), qui juge excessives la réduction du supplémentaire. Pour le premier ministre chrétien-démocrate, M. Ruud Lubbers, le déficit public, qui représente actuellement 12 % du produit national brut, soit 35 milliards de florins, ne pourra pas être réduit aussi rapidement que le veut son ministre des finances.

Celui-ci souligne que les revenus provenant de la vente du gaz naturel sont en baisse et que les dépenses de l'Etat en matière d'allocations de chômage ne cessent de monter. Près de 17 % de la population active est imputable au chômage actuellement, soit huit cent soixante mille personnes. Globalement, selon M. Ruding, les pronostics officiels ont été trop optimistes, en prévoyant une croissance de l'économie plus élevée que celle qui se traduira dans les prochains mois.

En outre, le ministre des finances veut que les réductions supplémentaires soient employées dans leur totalité à redresser le déficit de l'Etat. D'autres ministres chrétiens-démocrates sont plutôt partisans d'une réduction des impôts et des versements sociaux qui réduiraient le chômage, mais le pouvoir d'achats n'a cessé de diminuer ces dernières années. De plus en plus d'économistes néerlandais constatent que le moment était de chose à finir par avoir un

## FONDATEUR DU CLUB DE ROME

## Aurelio Peccei est mort

## Le pèlerin du futur

**Aurelio Peccai**, fondateur et président du Club de Rome, est mort le mercredi 14 mars d'une crise cardiaque, dans la capitale italienne. Il était âgé de soixante-neuf ans.

Un grand amoureux de l'humanité vient de s'éteindre. La renommée mondiale d'Arrigo Peccei ne date que d'une douzaine d'années, lorsqu'un groupe de savants et d'économistes, fondé par lui en 1967 et baptisé Club de Rome, commanda au Massachusetts Institute of Technology (MIT) une étude sur les tendances qui dérèglent notre société planétaire. Le rapport, publié en 1972 sous le titre *The Limits to Growth*, fit l'effet d'une bombe. D'aujourd'hui, ces membres de l'Ac-

mentateurs lurent à travers les lignes ce qui n'y était pas : un plaideoyer pour la « croissance zéro » (1). En fait, l'objectif du travail était la reconnaissance des interdépendances et interactions de cinq facteurs critiques : explosion démographique ; production alimentaire ; industrialisation ; épuisement des ressources naturelles et pollution.

Les mots magiques et inquiétants d'alors étaient ceux de « croissance exponentielle », ce qui reste encore vrai pour la démographie, mais ne l'est plus pour l'industrie.

Le Club de Rome commanda ensuite d'autres rapports, qui rectifièrent le tir un peu trop tendu du premier. L'essentiel n'était pas, au reste, dans la cascade de chiffres crachés par les ordinateurs du MIT, mais dans la volonté d'Aurelio Peccei de dépasser les visions stratégico-politiques portées par les nations sur le monde, pour analyser les dilemmes de l'humanité, les conditions de sa survie et de tirer constamment la sonnette d'alarme.

Il avait été bien préparé à ce rôle de Casandre actif. Né à Turin en 1908, fils d'un représentant de commerce, dès sa sortie de l'Université, en 1935, la firme Fiat l'envoie en Chine. Il connaît ensuite les prisons fascistes et, après la guerre, le Comité de libération nationale lui demande de remettre en marche le groupe, qui avait durement souffert.

En 1949, il part diriger le département Fiat en Amérique latine, puis en 1957, il dirige le département. Ensuite, une firme de consultants fondée par les plus importantes sociétés italiennes. Il voit là notamment la possibilité d'aider à l'industrialisation du tiers-monde et, pendant près de quinze ans, il agira dans une cinquantaine de pays d'Afrique, du Proche-Orient, d'Amérique latine, aidant aussi bien à la fertilisation de 6000 hectares de désert en Egypte, à la recherche d'eau souterraine en Arabie Saoudite qu'à l'établissement d'un réseau routier en Libye, etc.

Dans la foulée, il contribue en 1964 à la solution de la crise d'Olivetti et crée l'ADELA, compagnie d'investissement qui groupe des capitaux provenant de cent cinquante industries et banques d'Europe, d'Afrique du Nord et du Japon, pour faciliter le développement industriel en Amérique latine.

Depuis la fondation du Club

Depuis la fondation du Club de Rome, tout le monde se souvient aujourd'hui que les constantes répertoriées dans le livre de l'Est et du Sud de la planète, Aurelio Peccei s'était complètement investi dans sa mission : faire prendre conscience aux grands de ce monde des nécessités d'un changement radical pour éviter l'effondrement d'une civilisation en développement intensif des technologies et celui de la faim.

Sentant d'un avion à l'autre, organisant des "concerts" à Tokyo, à Berlin, à Budapest, etc., ce grand bonhomme, toujours disponible, tranquille, aux yeux graves et chatouzeux, à la chevelure et à la moustache griseuses, n'hésitait pas à se dépêtrer pour faire passer son message. On lui en voulait parfois de son existence, et c'est avec raison qu'on lui reprochait de penser qu'une sorte de monde insaisissable peut exister en raison de la mort de l'humanité, qu'un "modèle" de développement — dans tous les sens du mot — finit

peuement. Il aimait cette phrase de Denis Gabor : *« L'homme ne peut prédire le futur, mais il peut l'inventer »*. Il est difficile de prédire, en tout cas, ce qui deviendra le Club de Rome, après la mort de son auteur.

**PIERRE DROUIN.**

(1) Le titre français du rapport, *Haute à la croissance* (Fayard), contribua à l'orienter cette interprétation. Le volume, préfacé par Robert Lantier, contenait une excellente étude de Jenine Delvaux sur le Club de Rome.

Aurelio Paoletti n'avait cure de ces réactions. Il l'espérait comme un homme qui ne se soucie pas du futur. La dernière fois que nous l'avons rencontré, en octobre 1983, à un colloque du Club de Rome organisé à Budapest, il était revenu sur ce thème qui lui était cher : « Nous avons accumulé les éléments d'un pouvoir fantastique, mais nous n'avons pas développé la sagesse requise par le nouvel état des choses. » Dans ses livres, et notamment *Cent Pages pour l'avenir*, *La Qualité humaine*, *L'Heure de la vérité*, il développait inlassablement les mises en garde, fustigeait les armements, l'autre bombe inquiétante était, pour lui, celle de la démographie.

Afin de sortir du tunnel, il adjurait de conduire le système humain à un niveau supérieur d'organisation et de responsabilité, reposant sur deux piliers : la justice et le développement. Il aimait cette phrase de Denis Gabor : « L'homme ne peut prédire le futur, mais il peut l'inventer. » Il est difficile de prédire, en tout cas, ce que deviendra le Club de Rome, après la mort de son catalyseur.

**PIERRE DROUIN.**

(1) Le titre français du rapport, *Haute à la croissance?* (Fayard), contribue à fortifier cette interprétation. Le volume, préfacé par Robert Lantès, contient une excellente étude de Janine Delaunay sur le Club de Rome.

**ELETRORÁS - II POWER DISTRIBUTION PROJECT**  
(C.A.N. 17-0004-77)

**LETOPOPAULO - ELETTRICIDADE DE SÃO PAULO S.A.**  
LETOPOPAULO - ELETTRICIDADE DE SÃO PAULO S.A. is a beneficiary under loan N° 2384-BR, obtained through Central Bank of Brazil S.A. - ELETTRORRAS, from the INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT - IBRD - to cover part of the electrical distribution expansion programme planned for the years 1984/1987.

ITEM Nº	MATERIAL DESCRIPTION	ESTIMATED VALUE (RUSS - MILLION)
1	Aluminum conductors (ACSR, ASC)	3.8
2	Aluminum conductors insulated	1.1
3	Disconnecting Switches-kilovolt-type (15 kV)	1.0
4	Low Voltage Disconnecting Switches (100 amp)	8.8
5	Line Supports	6.8
6	Distribution Transformers (single and three phase)	3.0
7	Weather Meters	4.9
7	Metalized Switchgear (15 kV)	2.8
8	Miscellaneous	2.8

Suppliers and manufacturers from member countries of IBRD, Switzerland and Taiwan who wish to be included in a mailing list to receive invitations to participate in the bidding for the above mentioned items are requested to state in writing in which items they are interested, addressing their communication as follows:

**ELETROPAULO - ELETRICIDADE DE SÃO PAULO S.A.**  
IBRD LOAN Nº 2364-BR  
ATT: SUPERINTENDENCY FOREIGN SUPPLY  
Av. Brigadeiro Luiz Antonio, 1813 - 9º andar  
07317 - São Paulo - BRAZIL







# MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

14 mars

### Effritement

Quand les professionnels s'attendent à une amélioration, la séance de mercredi à la Bourse de Paris s'est révélée franchement quelconque avec des courants d'affaires équilibrés, de l'effritement et un peu de repli çà et là. Déjà affecté ces derniers temps, l'Alcatel fut réservé à la baisse avant d'accuser un recul de 6,5 %, la Française des pétroles a faibli (- 2,7 %), en « grand dam » des détenteurs de portefeuille. Bref, avec les quelques hausses enregistrées à droite et à gauche, la clôture, l'indicateur instantané s'établissait à 0,34 % en dessous de son niveau précédent.

L'attention, bien sûr, s'est portée sur la nouvelle loi sur l'Anrep. Les négociations furent très longues. Finalement, un cours de 301 F (+ 7,88 %) fut inscrit, mais il s'y en a bien d'autres. En effet, on a vu à la clôture, à la clôture, l'indicateur instantané s'établissait à 0,34 % en dessous de son niveau précédent.

Malgré la nouvelle baisse du dollar, la devise-titre n'a toujours pas bougé, s'établissant entre 9,90 F et 9,95 F, contre 9,88 F et 9,95 F. En revanche, l'or a continué de progresser à Londres : 400 dollars l'once contre 397,25 dollars. A Paris, le lingot a cédé 650 F à 101 050 F et le napoléon 6 F à 640 F.

Le volume des transactions a diminué : 11,86 millions de francs contre 13,27 millions.

## NEW-YORK

Retour à la morosité

Après deux journées de hausse, une certaine morosité s'est, mercredi, de nouveau emparée du marché new-yorkais. Sur leur lancée précédente, les cours ont d'abord continué de monter mais n'ont pas ensuite réussi à maintenir leur avance et, à la clôture, l'indice des industrielles n'enregistrait plus qu'un gain de 1,25 point à 1 666,03.

Cet aller et retour s'est fait avec assez peu d'affaires, 77,25 millions de titres seulement ayant changé de mains, contre 102,65 millions la veille. Le bilan de la séance a même été négatif. Sur 1 957 valeurs traitées, 708 ont progressé, mais 801 ont baissé et 448 n'ont pas varié.

Autour du « Big Board », l'atmosphère s'est assombrie. La conviction sur les possibilités de réduire l'énorme déficit budgétaire s'affaiblit. D'un autre côté, la tension observée sur les taux des Bons du Trésor à court terme commence à préoccuper la communauté boursière. Qui plus est, certains « brokers » craignent que, d'ici à la fin du trimestre, c'est-à-dire du mois de mars, les grands investisseurs ne soient tentés à vendre avant de présenter leurs bilans. Bref, de retour pendant 48 heures, la sérénité a maintenant fait la place au doute.

VALEURS	Cours de 13 mars	Cours de 14 mars
Alcoa	40 5/8	41 7/8
Amstar	39	39 1/2
Chrysler	50 1/4	49 7/8
Chrysler	50 1/4	49 7/8
Chrysler	50 1/4	49 7/8
Chrysler	50 1/4	49 7/8
Chrysler	50 1/4	49 7/8
Chrysler	50 1/4	49 7/8
Chrysler	50 1/4	49 7/8
Chrysler	50 1/4	49 7/8
Chrysler	50 1/4	49 7/8

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

**MONTEDISON.** - Le groupe chimique italien envisage de créer une nouvelle filiale de forme holding au sein de laquelle seraient regroupées les participations détenues dans diverses sociétés, notamment Montedison SpA (Sulphur). Si ce projet était mené à son terme, les actions de cette nouvelle entreprise pourraient être introduites à Wall Street, peut-être avant la fin de l'année.

**KODAK-PATHÉ.** - Cette filiale française du géant américain de la photographie devrait être bénéficiaire en 1983, après avoir enregistré 105 millions de francs de pertes en 1982.

Ce retour aux profits est attendu par les responsables de la firme, compte tenu d'une progression de 0,3 % en 1983 du chiffre d'affaires à 4,94 milliards de francs, dont 46,7 % réalisés à l'exportation, soit un montant de 2,306 milliards de francs, en hausse de 10,9 % par rapport à 1982.

**KODAK-PATHÉ.** - Cette filiale française du géant américain de la photographie devrait être bénéficiaire en 1983, après avoir enregistré 105 millions de francs de pertes en 1982.

Ce retour aux profits est attendu par les responsables de la firme, compte tenu d'une progression de 0,3 % en 1983 du chiffre d'affaires à 4,94 milliards de francs, dont 46,7 % réalisés à l'exportation, soit un montant de 2,306 milliards de francs, en hausse de 10,9 % par rapport à 1982.

**KODAK-PATHÉ.** - Cette filiale française du géant américain de la photographie devrait être bénéficiaire en 1983, après avoir enregistré 105 millions de francs de pertes en 1982.

Ce retour aux profits est attendu par les responsables de la firme, compte tenu d'une progression de 0,3 % en 1983 du chiffre d'affaires à 4,94 milliards de francs, dont 46,7 % réalisés à l'exportation, soit un montant de 2,306 milliards de francs, en hausse de 10,9 % par rapport à 1982.

**KODAK-PATHÉ.** - Cette filiale française du géant américain de la photographie devrait être bénéficiaire en 1983, après avoir enregistré 105 millions de francs de pertes en 1982.

Ce retour aux profits est attendu par les responsables de la firme, compte tenu d'une progression de 0,3 % en 1983 du chiffre d'affaires à 4,94 milliards de francs, dont 46,7 % réalisés à l'exportation, soit un montant de 2,306 milliards de francs, en hausse de 10,9 % par rapport à 1982.

**KODAK-PATHÉ.** - Cette filiale française du géant américain de la photographie devrait être bénéficiaire en 1983, après avoir enregistré 105 millions de francs de pertes en 1982.

Ce retour aux profits est attendu par les responsables de la firme, compte tenu d'une progression de 0,3 % en 1983 du chiffre d'affaires à 4,94 milliards de francs, dont 46,7 % réalisés à l'exportation, soit un montant de 2,306 milliards de francs, en hausse de 10,9 % par rapport à 1982.

**KODAK-PATHÉ.** - Cette filiale française du géant américain de la photographie devrait être bénéficiaire en 1983, après avoir enregistré 105 millions de francs de pertes en 1982.

Ce retour aux profits est attendu par les responsables de la firme, compte tenu d'une progression de 0,3 % en 1983 du chiffre d'affaires à 4,94 milliards de francs, dont 46,7 % réalisés à l'exportation, soit un montant de 2,306 milliards de francs, en hausse de 10,9 % par rapport à 1982.

**KODAK-PATHÉ.** - Cette filiale française du géant américain de la photographie devrait être bénéficiaire en 1983, après avoir enregistré 105 millions de francs de pertes en 1982.

Ce retour aux profits est attendu par les responsables de la firme, compte tenu d'une progression de 0,3 % en 1983 du chiffre d'affaires à 4,94 milliards de francs, dont 46,7 % réalisés à l'exportation, soit un montant de 2,306 milliards de francs, en hausse de 10,9 % par rapport à 1982.

**KODAK-PATHÉ.** - Cette filiale française du géant américain de la photographie devrait être bénéficiaire en 1983, après avoir enregistré 105 millions de francs de pertes en 1982.

Ce retour aux profits est attendu par les responsables de la firme, compte tenu d'une progression de 0,3 % en 1983 du chiffre d'affaires à 4,94 milliards de francs, dont 46,7 % réalisés à l'exportation, soit un montant de 2,306 milliards de francs, en hausse de 10,9 % par rapport à 1982.

**KODAK-PATHÉ.** - Cette filiale française du géant américain de la photographie devrait être bénéficiaire en 1983, après avoir enregistré 105 millions de francs de pertes en 1982.

Ce retour aux profits est attendu par les responsables de la firme, compte tenu d'une progression de 0,3 % en 1983 du chiffre d'affaires à 4,94 milliards de francs, dont 46,7 % réalisés à l'exportation, soit un montant de 2,306 milliards de francs, en hausse de 10,9 % par rapport à 1982.

**KODAK-PATHÉ.** - Cette filiale française du géant américain de la photographie devrait être bénéficiaire en 1983, après avoir enregistré 105 millions de francs de pertes en 1982.

Ce retour aux profits est attendu par les responsables de la firme, compte tenu d'une progression de 0,3 % en 1983 du chiffre d'affaires à 4,94 milliards de francs, dont 46,7 % réalisés à l'exportation, soit un montant de 2,306 milliards de francs, en hausse de 10,9 % par rapport à 1982.

**KODAK-PATHÉ.** - Cette filiale française du géant américain de la photographie devrait être bénéficiaire en 1983, après avoir enregistré 105 millions de francs de pertes en 1982.

Ce retour aux profits est attendu par les responsables de la firme, compte tenu d'une progression de 0,3 % en 1983 du chiffre d'affaires à 4,94 milliards de francs, dont 46,7 % réalisés à l'exportation, soit un montant de 2,306 milliards de francs, en hausse de 10,9 % par rapport à 1982.

**KODAK-PATHÉ.** - Cette filiale française du géant américain de la photographie devrait être bénéficiaire en 1983, après avoir enregistré 105 millions de francs de pertes en 1982.

Ce retour aux profits est attendu par les responsables de la firme, compte tenu d'une progression de 0,3 % en 1983 du chiffre d'affaires à 4,94 milliards de francs, dont 46,7 % réalisés à l'exportation, soit un montant de 2,306 milliards de francs, en hausse de 10,9 % par rapport à 1982.

**KODAK-PATHÉ.** - Cette filiale française du géant américain de la photographie devrait être bénéficiaire en 1983, après avoir enregistré 105 millions de francs de pertes en 1982.

Ce retour aux profits est attendu par les responsables de la firme, compte tenu d'une progression de 0,3 % en 1983 du chiffre d'affaires à 4,94 milliards de francs, dont 46,7 % réalisés à l'exportation, soit un montant de 2,306 milliards de francs, en hausse de 10,9 % par rapport à 1982.

**KODAK-PATHÉ.** - Cette filiale française du géant américain de la photographie devrait être bénéficiaire en 1983, après avoir enregistré 105 millions de francs de pertes en 1982.

## BOURSE DE PARIS Comptant

14 MARS

VALEURS	Cours de 13 mars	Cours de 14 mars
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301

## Obbligations convertibles

VALEURS	Cours de 13 mars	Cours de 14 mars
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301

## Actions au comptant

VALEURS	Cours de 13 mars	Cours de 14 mars
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301

## Étrangers

VALEURS	Cours de 13 mars	Cours de 14 mars
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301

## SICAV 14/3

VALEURS	Cours de 13 mars	Cours de 14 mars
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301
Alcatel	301	301

## Indices quotidiens

INDICES QUOTIDIENS	13 mars	14 mars
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1

## TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE	13 mars	14 mars
Taux de 15 jours	12,5/15	12,5/15
Taux de 15 jours	12,5/15	12,5/15
Taux de 15 jours	12,5/15	12,5/15
Taux de 15 jours	12,5/15	12,5/15
Taux de 15 jours	12,5/15	12,5/15
Taux de 15 jours	12,5/15	12,5/15
Taux de 15 jours	12,5/15	12,5/15
Taux de 15 jours	12,5/15	12,5/15
Taux de 15 jours	12,5/15	12,5/15
Taux de 15 jours	12,5/15	12,5/15

## COURS DU DOLLAR À TOKYO

COURS DU DOLLAR À TOKYO	14 mars	15 mars
1 dollar (en yen)	223,36	223,50
1 dollar (en yen)	223,36	223,50
1 dollar (en yen)	223,36	223,50
1 dollar (en yen)	223,36	223,50
1 dollar (en yen)	223,36	223,50
1 dollar (en yen)	223,36	223,50
1 dollar (en yen)	223,36	223,50
1 dollar (en yen)	223,36	223,50
1 dollar (en yen)	223,36	223,50
1 dollar (en yen)	223,36	223,50

## COMPAGNIE INDUSTRIELLE

COMPAGNIE INDUSTRIELLE	13 mars	14 mars
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1

## AMRO-BANK

AMRO-BANK	13 mars	14 mars
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1

## Règlement mensuel

RÈGLEMENT MENSUEL	13 mars	14 mars
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1

## COTE DES CHANGES

COTE DES CHANGES	13 mars	14 mars
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ LIBRE DE L'OR	13 mars	14 mars
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1

## MONNAIES ET DEVISES

MONNAIES ET DEVISES	13 mars	14 mars
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1

## PIÈCES DE 10 DOLLARS

PIÈCES DE 10 DOLLARS	13 mars	14 mars
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1

## PIÈCES DE 5 DOLLARS

PIÈCES DE 5 DOLLARS	13 mars	14 mars
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1
Indice C.A.E. 20	163,7	163,1



# AFFAIRES

## L'affaire dite des avions renifleurs

**ELF RÉCUPÉRERAIT 150 MILLIONS DE FRANCS, SELON M. DE WECK**

L'ERAP, maison mère d'ELF-Aquitaine, pourrait récupérer près de 150 millions de francs français d'ici un an sur l'argent dépensé dans l'affaire dite des « avions renifleurs ». C'est du moins ce qu'affirme M. Philippe de Weck, ancien président de l'Union des banques suisses, dans un entretien accordé au quotidien de Lausanne *Vingti-Quatre heures*. « La presque totalité des 43 millions de francs suisses versés aux « inventeurs » en 1978 pourrait être réglée par acomptes successifs d'ici un an », indique M. de Weck, faisant état de ses entretiens avec les liquidateurs des intérêts de l'inventeur belge, le comte de Villages.

M. de Weck apporte des précisions sur l'utilisation d'une partie de ces fonds. Selon lui, 582 000 dollars et 458 000 de francs suisses ont été versés pour l'aide au développement au Niger : 113 000 dollars et 16 000 de francs suisses à la République du Niger, 470 000 dollars et 432 000 de francs suisses à l'Association française des volontaires de progrès, et près de 10 000 de francs suisses au Groupement des aides privées pour le Niger.

● **General Motors rachète Terex.** — Le constructeur automobile américain a annoncé le 14 mars le rachat pour une somme non précisée de la société écossaise de construction de matériels lourds pour travaux publics Terex. Cette société écossaise était une filiale du groupe allemand IBH Holding.

## Le sort de la sidérurgie lorraine au cœur du débat sur la révision du plan acier

Le climat s'alourdit dans la sidérurgie à l'approche des décisions gouvernementales sur la révision du plan acier d'août 1982 qui devraient être prises au prochain conseil des ministres, le 21 mars.

Diverses manifestations ont eu lieu mercredi 14 mars. A Caen, 3 000 personnes ont défilé dans les rues de la ville, inquiètes du sort de la Société sidérurgique de Normandie (SMN, 4 800 personnes). A Paris, 200 métallurgistes de Sacilor ont défilé du fil de fer près de la porte Maillot. Trois militants de la CFDT qui se dirigeaient vers l'Elysée ont été interpellés. La CGT organise, vendredi 16 mars, une manifestation en Lorraine pour la défense des bassins, à laquelle devrait se rendre M. Krasucki.

Les syndicats et les présidents des groupes sidérurgiques ont été reçus au ministère de l'Industrie par M. Fabius le mercredi 14 mars. Aucune indication sur la révision du plan acier n'a été fournie, ce qui a fait dire à la CFCT qu'il s'agissait d'une « réunion pour rien ». La CGT de son côté « ne s'estime pas résignée ». M. Sainjon, secrétaire général des métaux CGT, s'est déclaré une nouvelle fois « très inquiet, notamment pour la Lorraine », avant de déplorer que « M. Fabius n'ait apporté aucun élément concernant la réduction des capacités de production et la suppression de près de 30 000 emplois » dans la sidérurgie.

Selon les syndicats, M. Fabius aurait « noté » la volonté des syndicats de voir se réaliser les trois gros investissements prévus dans le plan acier de 1982 : le train universel de Gandrange, le train à froid de Florange (deux projets de Sacilor en Moselle) et la tôle forte d'Usinor à Dunkerque.

La sidérurgie est sans doute le dossier le plus difficile d'un gouvernement qui a trop tardé à réviser le plan et qui se voit obligé aujourd'hui d'annoncer des coupes douloureuses et de nombreuses suppressions d'emplois. Il reste 10 000 suppressions d'emplois liées au plan de 1982 à effectuer, et la révision du plan à l'étude porte sur la disparition de 15 000 à 25 000 postes supplémentaires.

En crise régionale, sociale et industrielle, l'acier coûte pourtant cher à la nation. Usinor et Sacilor ont perdu 10 milliards de francs l'an passé et, à ne rien faire, le déficit ne pourrait que se creuser inexorablement. Or la France, membre de la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier), s'est engagée, comme ses partenaires, à ne plus subventionner ce secteur à partir de 1986. Rien n'est encore décidé, mais tout porte à croire que le gouvernement souhaite rétablir les comptes du secteur en 1987 ou en 1988.

La France a-t-elle la possibilité de faire la loi de façon durable. Mais les avis sont encore partagés sur la méthode pour y parvenir.

Le point principal de conflit porte sur la construction d'un laminoir universel de Sacilor à Gandrange, qui fournirait de l'acier à partir des tôles à un coût 30 % inférieur, mais supprimerait beaucoup d'emplois — Longwy par exemple verrait ses effectifs réduits de 6 000 à 3 000 et la SMN de 4 800 à 1 500 voire 1 000.

Reste enfin l'écheveau des aides sociales, où il faut « remettre tout à plat » et partager la fabrication entre les deux groupes. Un début de concertation avait été engagé entre Usinor et Sacilor, mais les négociations ont été rompues, les deux entreprises ne s'entendant sur rien.

Ugine-Fos (Sacilor) serait néanmoins probablement fermé.

Le reste des investissements, la tôle forte de Dunkerque et la modernisation de Solihac, serait approuvé.

L'arbitrage gouvernemental portera sur ces choix, mais également sur le rythme des fermetures et sur celui de la réalisation des aciéries électriques. Quoi qu'il arrive, il devrait y avoir 5 000 à 6 000 départs par an (la sidérurgie compte près de 95 000 emplois), pour moitié en congé de conversion et pour moitié en préretraite grâce à la CGPS (convention générale de protection de la sidérurgie), qu'il faudra prolonger. Pour faciliter la création d'entreprises dans les bassins touchés, les groupes devraient donner 45 000 F par an pendant trois ans par salarié à toute entreprise qui réembaucherait un sidérurgiste. Cette aide serait payée moitié par l'Etat et moitié par les groupes.

L'ensemble du dispositif pourrait permettre une économie de 5 milliards de francs à 10 milliards de francs par rapport aux perspectives actuelles et ramener la note pour l'Etat à 30-35 milliards de francs avant qu'il ne soit retrouvé. Si tout se passe bien.

## De 5 000 à 6 000 départs par an

Deuxième problème : les trains à fil. La France en possède quatre (SMN et Rombeas pour Sacilor et Longwy et Neuves-Maisons pour Usinor). Il faut en fermer un, comme le demande la CECA. Ce serait Rombeas ou Neuves-Maisons. Mais s'ajoute sur ces sites la transformation des aciéries-forges en aciéries électriques, qui fournissent de l'acier à partir des tôles à un coût 30 % inférieur, mais supprimerait beaucoup d'emplois — Longwy par exemple verrait ses effectifs réduits de 6 000 à 3 000 et la SMN de 4 800 à 1 500 voire 1 000.

Reste enfin l'écheveau des aides sociales, où il faut « remettre tout à plat » et partager la fabrication entre les deux groupes. Un début de concertation avait été engagé entre Usinor et Sacilor, mais les négociations ont été rompues, les deux entreprises ne s'entendant sur rien.

Ugine-Fos (Sacilor) serait néanmoins probablement fermé.

Le reste des investissements, la tôle forte de Dunkerque et la modernisation de Solihac, serait approuvé.

L'arbitrage gouvernemental portera sur ces choix, mais également sur le rythme des fermetures et sur celui de la réalisation des aciéries électriques. Quoi qu'il arrive, il devrait y avoir 5 000 à 6 000 départs par an (la sidérurgie compte près de 95 000 emplois), pour moitié en congé de conversion et pour moitié en préretraite grâce à la CGPS (convention générale de protection de la sidérurgie), qu'il faudra prolonger. Pour faciliter la création d'entreprises dans les bassins touchés, les groupes devraient donner 45 000 F par an pendant trois ans par salarié à toute entreprise qui réembaucherait un sidérurgiste. Cette aide serait payée moitié par l'Etat et moitié par les groupes.

L'ensemble du dispositif pourrait permettre une économie de 5 milliards de francs à 10 milliards de francs par rapport aux perspectives actuelles et ramener la note pour l'Etat à 30-35 milliards de francs avant qu'il ne soit retrouvé. Si tout se passe bien.

ERIC LE BOUCHER.

## BOUYGUES RACHÈTE DEUX ENTREPRISES

Bouygues, une des premières entreprises françaises de bâtiment et travaux publics, continue son expansion-diversification en rachetant deux entreprises, la SAUR (Société d'aménagement urbain et rural), spécialisée dans la distribution et le traitement des eaux, et ETDE (Entreprise transport et distribution d'électricité), qui pose des réseaux et des installations électriques et téléphoniques.

Les conseils d'administration ont donné leur accord de principe le 13 mars, mais l'affaire ne se concrétisera que courant juin.

La SAUR, avec un million deux cent mille abonnés et un chiffre d'affaires de 2,1 milliards de francs en 1983, est la troisième dans son secteur, après la Générale des eaux et la Lyonnaise des eaux. ETDE, pour sa part, a réalisé un chiffre d'affaires de 600 millions de francs en 1983.

Les deux entreprises, qui sont bénéficiaires (la SAUR de 50 millions de francs environ, ETDE de 10 millions de francs), garderont leur identité et leurs activités propres. « Cette double opération, ajoute le communiqué diffusé par Bouygues, est réalisée sous l'égide de la Banque Worms. »

● Le département de la justice américain pourrait accepter la fusion entre LTV et Republic Steel. — La fusion entre les groupes sidérurgiques LTV et Republic Steel pourrait être finalement approuvée sous une forme modifiée — par le département de la justice américain. Celui-ci avait, il y a un mois, interdit cette opération. Rappelant les dangers de la concurrence internationale, M. Baldrige, ministre américain du commerce, avait récemment critiqué cette décision. — (AFP.)

## L'Europe informatique

(Suite de la première page.)

Aujourd'hui, les « mondes » des différents constructeurs sont clos ; il est difficile, c'est-à-dire coûteux, de relier par exemple un terminal Bull avec une unité centrale de Siemens. De ce fait, les clients n'ont guère le choix lorsqu'ils souhaitent acquérir un périphérique ou une unité supplémentaire. Ils sont souvent « piégés et poignés liés » face à leur fournisseur initial.

Cette initiative des douze sociétés permettra donc d'ouvrir les barrières techniques d'« incompatibilité » entre leurs machines et rétablira le choix pour les utilisateurs. Le marché, sûrement « bridé » par ces barrières, devrait s'accroître et de nouvelles applications seraient possibles.

Mais, établir le choix du client, c'est rétablir la concurrence entre les fournisseurs. L'initiative des douze sociétés européennes s'inscrit aussi dans leur lutte contre IBM. Elles vont tâcher de rallier à leur cause les autres constructeurs européens et vont également œuvrer pour que soit adoptée une normalisation mondiale à l'ISO (Institut international de normalisation, situé à Genève).

Si une telle normalisation est définie et si tous ses concurrents l'adoptent, IBM devra probablement faire de même et le « monde IBM », c'est-à-dire 60 % du marché mondial de la grande informatique, s'ouvrirait alors à la concurrence. L'échec de ces mondes informatiques a surtout profité jusqu'ici au géant américain qui a pu équiper ses clients d'un ordinateur, puis d'un autre, puis de tout un système purement « maison ». Ces clients ainsi fidèles, le numéro un mondial a pu conserver sa suprématie sur le marché croissant de l'informatique.

Rien n'est encore joué à l'ISO où les experts qui travaillent sur une telle normalisation devraient aboutir cette année, ou en 1985. IBM redoute par-dessus tout que ses normes actuelles de réseau de communication (dites SNA) ne soient pas retenues, ce qui l'obligerait à changer nombre des installations de ses clients.

Mais le groupe américain a les moyens de se faire entendre à Genève. Le président (Chairman) du Comité de l'ISO qui couvre le secteur de l'informatique n'est-il

pas, comme, estime-t-on, 30 % des experts qui y siègent, salarié d'IBM ? D'autre part, la concurrence — en partie — rétablie par les normes ne suffira pas à regagner des parts de marché sur un groupe qui a fait justement des réseaux le cœur de son nouvel objectif (le Monde des 11, 12, 13 et 14 janvier).

Il reste que l'initiative, quoi qu'il arrive, est le signe d'une meilleure entente entre les Européens. Elle marque, avec la création d'un centre commun de recherche entre Bull, ICL et Siemens et avec l'adoption du programme ESPRIT par la CEE, un réveil certain de l'Europe de l'informatique.

ERIC LE BOUCHER.

## BONNE LANCE UN PROGRAMME DE RECHERCHE EN INFORMATIQUE

Le conseil des ministres allemand a décidé mercredi 14 mars de consacrer près de 3 milliards de marks (9,2 milliards de francs) à la recherche et à l'application des technologies de l'informatique pour les quatre années à venir. Destinée à faire face aux défis technologiques des Etats-Unis et du Japon, ce programme de recherche — un des plus ambitieux de l'histoire de la RFA — prévoit trente-trois mesures particulières dans les domaines des ordinateurs, des composants, des communications et de la recherche fondamentale. Le ministre de la recherche, M. Heitz Riesenhuber, a annoncé que son ministère encourageait les projets réalisés par les entreprises en collaboration avec des instituts scientifiques. Le programme gouvernemental prévoit également la création d'un réseau téléphonique digital et l'utilisation de la technologie des fibres de verre. — (AFP.)

● **IBM : baisse du prix des ordinateurs personnels.** — IBM, numéro un mondial de l'informatique, a diminué de 20 % environ le prix de ses ordinateurs personnels dans tous l'Europe depuis le 1<sup>er</sup> mars, et de 7 % le prix du modèle le plus puissant « XT ».

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### BANQUE NATIONALE DE PARIS « INTERCONTINENTALE »

Le conseil d'administration s'est réuni le mercredi 14 mars 1984 sous la présidence de M. René Thoms.

Agissant au vu des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'assemblée générale extraordinaire du 10 janvier dernier, le conseil a décidé de procéder à une double augmentation de capital de la banque pour le porter de 100 à 125 millions de francs :

- d'abord par émission, avec une prime de 50 F par action, de 100 000 actions nouvelles de 50 F nominal, à souscrire en numéraire à raison d'une action nouvelle pour 20 actions anciennes ;
- ensuite par incorporation d'une somme de 20 millions de francs prélevés sur les réserves, et distribution de 400 000 actions gratuites, à raison d'une action nouvelle pour 5 actions anciennes, les actions nouvelles de numéraire ne participant pas à cette distribution.

Toutes les actions nouvelles proviennent de cette double augmentation de capital seront créées le 1<sup>er</sup> janvier 1984.

### ÉLECTRO BANQUE

Le conseil d'administration d'Electro Banque, réuni le 13 mars 1984 sous la présidence de M. Jean-Pierre Brunet, a arrêté les comptes de l'exercice 1983, qui se soldent par un bénéfice net de 32 274 967 F dont 1 208 333 F de plus-value nette à long terme contre 28 502 509 F, dont 394 000 F de plus-value nette à long terme pour l'exercice précédent. Hors plus-values à long terme, la progression du bénéfice ressort à 10,5 %.

Il sera proposé à l'assemblée générale, convoquée pour le 2 mai 1984, de porter la distribution globale à 20 563 200 F (en augmentation d'un tiers) de manière à assurer le maintien du dividende net de 18 F par action (27 F avec l'avoir fiscal) à la totalité des 1 142 400 actions portant jouissance au 1<sup>er</sup> janvier 1983, y compris aux 285 000 actions nouvelles émises en numéraire en mars 1983 (1 action nouvelle pour 3 anciennes).

En application des articles 331 et 333 nouveaux de la loi du 24 juillet 1966, il sera proposé, aux actionnaires qui le souhaiteraient, d'opter pour le paiement du dividende en actions de la banque.

Le délai d'option serait d'un mois à compter de la date de l'assemblée.

Les actionnaires seront également invités à compléter le conseil en faisant appel à M. Georges Pebreau, directeur général de la Compagnie générale d'Électricité.

Le conseil a enfin décidé de convoquer, le même jour, une assemblée générale extraordinaire à laquelle il sera proposé diverses modifications statutaires ainsi que le renouvellement, pour un montant porté à 130 millions de francs, de l'autorisation donnée au conseil pour augmenter éventuellement le capital sur ses simples délibérations.

### BOUYGUES

Bouygues offre d'acheter la majorité des actions de la SAUR (Société d'aménagement urbain et rural), société anonyme au capital de 63 millions de francs, et de ETDE (Entreprise transport et distribution d'électricité), société anonyme au capital de 21 288 000 F.

La SAUR, spécialisée dans la distribution et le traitement des eaux et activités annexes, est la troisième dans son secteur après la Générale des eaux et la Lyonnaise des eaux. Avec 1,2 millions d'abonnés en France, elle a réalisé en 1983 un chiffre d'affaires consolidé de 2,1 milliards de francs et son bénéfice net consolidé devrait être de l'ordre de 50 millions de francs. Elle est active en Côte-d'Ivoire, au Cameroun, au Gabon et au Canada.

ETDE est une entreprise générale d'électricité spécialisée dans la pose de réseaux et des installations électriques et téléphoniques. Avec un chiffre d'affaires 1983 de 600 millions de francs, elle devrait réaliser un bénéfice net consolidé de l'ordre de 10 millions de francs.

Ces rapprochements ne modifieront rien de l'identité de la SAUR et de ETDE. Ils permettront entre ces sociétés et le groupe Bouygues de nombreuses synergies réciproques.

Les conseils d'administration des deux sociétés concernées ont donné le 13 mars 1984 leur accord à Bouygues comme nouvel actionnaire.

Cette double opération est réalisée sous l'égide de la Banque Worms.

# SKF

## Les résultats du Groupe SKF en 1983

Au 31 décembre 1983, les ventes pour l'année du Groupe SKF ont augmenté de 13% par rapport à 1982 pour atteindre 16.191 millions de couronnes suédoises. Le bénéfice avant différences de change s'est élevé à 604 millions de couronnes.

Janv-Déc 1983 Janv-Déc 1982

<b>Ventes (Millions de couronnes suédoises)</b>	<b>16.191</b>	<b>14.358</b>
<b>Bénéfice d'exploitation avant amortissement (Millions de couronnes suédoises)</b>	<b>1.421</b>	<b>1.552</b>
<b>Bénéfice avant différences de change (Millions de couronnes suédoises)</b>	<b>604</b>	<b>657</b>
<b>Investissements en immobilisation (Millions de couronnes suédoises)</b>	<b>737</b>	<b>709</b>
<b>Effectif moyen</b>	<b>42.710</b>	<b>47.138</b>

Le développement des ventes et du bénéfice du Groupe a atteint son niveau le plus bas au cours du premier trimestre. Après une baisse de 58% au cours de cette période, les trimestres suivants ont vu les bénéfices s'améliorer progressivement.

Des mesures limitant la production dans les principales Sociétés du Groupe en Europe, palliant des prévisions commerciales défavorables pour le premier semestre, ont coûté 250 millions de couronnes. Les charges nettes extraordinaires de 141 millions de couronnes sont dues en grande partie aux programmes de restructuration de certaines unités de fabrication parmi les plus importantes.

Les 604 millions de bénéfices mentionnés ci-dessus proviennent pour 486 millions des roulements, pour 66 millions des outils-coupants et pour 72 millions des autres produits industriels. Les aciers spéciaux ont enregistré une perte de 20 millions de couronnes.

Le Groupe est maintenant prêt à répondre à une augmentation probable de la demande aussi bien sur le marché des biens d'investissement que sur celui des machines et équipements industriels. Avec des stocks réduits, une diminution des contraintes de production et la perspective d'une augmentation des ventes de 10 à 15%, une amélioration substantielle du bénéfice est prévue pour 1984. Le Conseil d'Administration propose un dividende maintenu de 7 couronnes par actions A et B, et de 10 couronnes par action C. L'Assemblée Générale Ordinaire se tiendra le mercredi 23 mai.

Aktiebolaget SKF, S-415 50 Göteborg, Suède

Handwritten signature or mark.